

Mémoire de recherche pour l'obtention du MASTER Sciences de l'Homme et de la Société
Mention sciences sociales : villes et territoires

Célia Ponson
Direction du mémoire : Francesca Di Pietro et Corinne Larrue
Juillet 2005

L'influence des politiques publiques sur le paysage rural : le cas du boisement des terres agricoles dans les Monts du Forez.



Maison des Sciences de l'Homme «villes et territoires»
33 allée Ferdinand de Lesseps
37200 Tours
www.univ-tours.fr/msv/



Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
37200 Tours
www.polytech.univ-tours.fr

UNIVERSITE FRANCOIS-RABELAIS TOURS

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

MASTER Sciences de l'Homme et de la Société
Mention sciences sociales : villes et territoires

L'influence des politiques publiques sur le paysage rural : le cas du boisement des terres agricoles dans les Monts du Forez.

Célia Ponson

Mémoire de Master 2ème Année

Direction du mémoire : Francesca Di Pietro et Corinne Larrue

Juillet 2005

« Le paysage concourt à l'élaboration des cultures locales et représente une composante fondamentale du patrimoine culturel et naturel de l'Europe, contribuant à l'épanouissement des êtres humains et à la consolidation de l'identité européenne. Le paysage est un atout important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux du quotidien. »

Convention européenne du paysage, 2001, Conseil de l'Europe.
Source : Manuel « L'agriculture et la forêt dans le paysage », novembre 2002.

Sommaire

Remerciements	p. 5
Introduction	p. 6
Première partie : Le cadre de la recherche	p. 8
Choix et délimitation du sujet	p. 9
Problématique générale : Comment les politiques sectorielles peuvent-elles faire évoluer le paysage rural ?	p. 10
Les chiffres clés de l'évolution du boisement	p. 11
Hypothèses et méthodologie	p. 13
Définitions	p. 15
Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?	p. 17
Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche	p. 26
Cas d'étude : Le canton de St-Just-en-Chevalet dans la Loire et le canton de St-Rémy-sur-Durolle dans le Puy-de-Dôme	p. 36
Deuxième partie : Les résultats	p. 41
Statistiques	p. 42
Photo-interprétation	p. 43
Compléments à dire d'experts et à dire d'acteurs	p. 44
Résultats quantitatifs	p. 45
Résultats qualitatifs	p. 54
Résultats de l'enquête «l'influence des politiques publiques sur le boisement des terres agricoles»	p. 61
Troisième partie : Les effets du boisement	p. 64
Que peut apporter le boisement des terres agricoles ?	p. 65
Le boisement est-t-il une valeur sûre ?	p. 66
Quel est l'impact sur le paysage ?	p. 68
Comment le boisement affecte-t-il les Monts du Forez ?	p. 73
Discussion : l'avenir de la forêt en Europe	p. 74
Conclusion	p. 75
Glossaire	p. 76
Bibliographie	p. 77
Table des illustrations	p. 79
Liste des annexes	p. 80

Remerciements

Ce mémoire de recherche n'aurait pas pu être réalisé sans la contribution des personnes suivantes :

L'Université François Rabelais en les personnes de :

Francesca Di Pietro et Corinne Larrue, directrices de recherche, qui ont su accompagner ce travail de recherche et le recadrer lorsque c'était nécessaire.

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) de la Loire en les personnes de :

Jean-Charles Barnerias, technicien forestier, qui a apporté, en tant qu'expert, de précieux renseignements et de nombreux contacts,

Mireille Ferrand, responsable du service statistiques, qui nous a fourni de nombreuses données,

Bruno Valley, responsable du Système d'Information Géographique (SIG), qui a trouvé les moyens informatiques pour créer les cartes et qui a participé à la cartographie du cas d'étude situé dans la Loire.

La DDAF du Puy-de-Dôme en la personne de :

Pierre Faure, technicien forestier, pour sa double contribution en matière de forêt et de conseils en SIG, ainsi que pour sa disponibilité.

Les Centres Régionaux de la Propriété Forestière (CRPF) en les personnes de :

Philippe Glatz, technicien forestier dans le canton de St-Just-en-Chevalet, pour sa connaissance du terrain et des propriétaires forestiers qu'il nous a fait partager,

Caroline Bruyère, technicien forestier dans le canton de St-Rémy-sur-Durolle, qui nous a fourni des renseignements sur le secteur, ainsi que des données cartographiques.

Le Parc Naturel Régional (PNR) Livradois-Forez en les personnes de :

Nathalie Santacatterina, responsable du service « Maintien des espaces ouverts », pour nous avoir fait part de son expérience en matière de suppression des boisements gênants et pour nous avoir donnée les contacts nécessaires,

Karine Meyronne, responsable du centre de ressources, qui nous a fourni des données bibliographiques.

Emile Ponson et Bernard Ponson, pour la fourniture de cartes postales anciennes et leur accompagnement sur le terrain.

Les propriétaires forestiers qui ont répondu au questionnaire.

Les personnes qui ont participé à la correction de ce mémoire.

Le bureau d'études Réalités pour son aide matérielle.

Introduction

Lorsque les thématiques de recherche ont été proposées, le sujet de ce présent mémoire était pratiquement défini. Il a tout de même été nécessaire de le faire évoluer pour qu'il soit possible de le traiter dans le temps imparti. Nous envisageons au départ d'étudier les effets de la nouvelle réforme de la Politique Agricole Commune sur le boisement. En septembre 2004, la réforme n'était pas encore mise en œuvre, il aurait été possible d'en prévoir les effets, mais pas de les vérifier. Nous avons donc redéfini les objectifs : montrer de quelle façon le boisement à évolué, et quel est l'implication des politiques dans cette évolution.

La problématique de la fermeture des paysages est moins connue que celle de l'ouverture des paysages de plaine. Pourtant, l'agriculture n'est pas seulement dévoreuse d'espace, elle est aussi « libératrice » d'espace dans les zones les moins productives. Ces terrains non-utilisés ont été largement boisés pour palier le manque d'entretien. C'est une solution critiquable, mais elle permet tout de même de rentabiliser ces grandes superficies.

Plutôt que d'essayer de trouver des activités capables d'occuper les terrains délaissés, pourquoi n'essayerait-on pas de favoriser le maintien de l'agriculture dans ces territoires fragiles ? Avant tout, il est nécessaire de s'intéresser à l'origine des mutations de l'occupation des sols. Nous allons vérifier l'hypothèse que les politiques ont incité au boisement de ces terrains.

La façon dont le boisement a gagné du terrain est aussi importante en matière de paysage. Si ces mutations ont été longues à l'échelle humaine (une cinquantaine d'années), elles sont relativement courtes à l'échelle du paysage. Elles sont donc d'autant plus radicales ; en peu de temps, les changements ont été très importants.

Comme vous le verrez, l'enjeu lié au boisement est très fort dans les zones de moyenne montagne. Ce sont des territoires qui regroupent de nombreuses contraintes : pente, effets climatiques et biologiques de l'altitude, problèmes d'accessibilité, sous équipement, manque de diversité de l'activité économique, effets démographiques de décennies d'émigration. Ces handicaps ne leur permettent pas de rivaliser avec les territoires de plaine, le déclin agricole gagne donc la moyenne montagne. C'est parce que nous avons à faire à un problème que personne n'a su maîtriser en 50 ans, qu'il faut, aujourd'hui, nous poser les bonnes questions. Il ne s'agit pas de trouver un palliatif à la non-utilisation du sol, il s'agit de trouver les causes de la désertification agricole. Nous verrons que, dans les 20 dernières années, le boisement direct des terres agricoles est assez rare et qu'il passe plutôt par un cycle friche / lande / forêt.



Photographie des Monts du Forez depuis le village de Cervières.
Auteur : Célia Ponson

Pour étudier l'impact des politiques sectorielles sur la fermeture du paysage, le Massif Central est le laboratoire idéal. Il a connu une très forte augmentation du taux de boisement depuis l'après guerre, et celle-ci progresse encore. La déprise agricole combinée aux incitations à boiser qui ont été attribuées dans le département de la Loire a fait évoluer l'emprise de la forêt. A dire d'expert, la région forestière qui a connu la plus forte évolution est celle des Monts du Forez. Pour ses résidents, la progression incontrôlée de la forêt est, dans certains cas, difficilement supportable.

Posez-vous les questions suivantes, vous saurez pourquoi nous avons choisi de traiter ce sujet. N'est-il pas agréable de vivre sur un territoire au paysage ouvert, humanisé, pâturé, entretenu, hétérogène, présentant une biodiversité élevée et un aspect accueillant ? Mettez-vous à la place des habitants qui ont connu cette

Introduction

époque là et qui vivent aujourd'hui à l'ombre d'une forêt de Douglas, ne seriez-vous pas nostalgique du temps où le soleil éclairait votre maison plus de cinq heures par jour ?

Comment de tels changements dans l'occupation du sol ont pu survenir ? Pourquoi la forêt s'est-elle développée aussi rapidement ? Qu'est-ce qui a motivé les propriétaires fonciers à planter ?

C'est à ces questions que nous allons répondre dans un premier temps, puis nous élargirons la réflexion en prenant en compte les effets du boisement sur le territoire.

Ce mémoire de recherche s'inscrit dans un cadre plus général qui est de trouver quelles possibilités un territoire victime du boisement a de se développer. Avec quelle gestion de l'occupation des sols peut-il devenir attractif ? Pour l'instant, les constats sont peu encourageants ; la population fuit ces zones à mesure que le paysage se ferme. Le paysage est-il un enjeu important pour maintenir la population en place ? Peut-on développer le tourisme ? A défaut de rentabiliser les terrains par des activités d'exploitation, peut-on développer les aménités, les services ? Peut-on rémunérer le service d'intérêt général que procure l'agriculture ?

Avant de répondre à ces questions, il faut que l'origine des changements soit déterminée, nous allons nous attacher à la trouver.

La période choisie pour effectuer cette recherche porte sur une vingtaine d'années. Il a déjà été démontré que les aides du Fond Forestier National (FFN) étaient en partie à l'origine des boisements d'après guerre, jusque dans les années 70. Mais ces boisements ont continué à évoluer, alors que les aides se sont réduites, puis arrêtées. La cause des mutations de ces vingt dernières années n'a pas été déterminée, et le type d'évolution n'a pas été caractérisé.

L'intérêt d'étudier cette période réside aussi dans le fait que l'on pourra, ou non, faire un lien entre la réforme de la PAC de 1992 (et ses prémices dès 1984 avec la mise en place des quotas) et l'abandon des terrains.

Nous allons vérifier si les politiques sectorielles*, en répondant aux objectifs qui leur sont propres, peuvent influencer d'autres secteurs. Lorsque l'Europe a favorisé le boisement, il ne s'est pas produit une évolution homogène, mais certaines zones se sont boisées plus que d'autres. Nous allons donc aussi caractériser l'évolution du boisement en fonction du territoire où elle se produit (échelle nationale, départementale et locale).

Ce mémoire se compose de trois grandes parties : la première définit le cadre de la recherche, la deuxième livre les outils utilisés pour vérifier les hypothèses et les résultats et la troisième partie engage une réflexion à propos des effets du boisement.

Vous trouverez tous les éléments nécessaires à la compréhension du sujet de recherche dans la première partie. Ceci consiste à présenter le sujet, ses limites géographiques et temporelles, ainsi que son contexte. Nous vous proposerons une hypothèse générale déclinée en sous-hypothèses qui seront vérifiées dans la deuxième partie à l'aide des études de cas. Un paragraphe important sera consacré aux politiques publiques qui peuvent être, directement ou non, à l'origine de l'évolution de la forêt. C'est ce que l'on nomme l'approche « top-down », qui consiste à partir du contexte général pour aller au cas particulier. Nous vous présenterons deux articles qui vous aideront à cerner le sujet. Enfin, vous découvrirez les deux cas d'étude sélectionnés pour tester les variables « progression des boisements » et « influence des politiques publiques ».

En liaison avec la présentation des études de cas, l'analyse et les résultats sont présentés dans la deuxième partie. Vous y trouverez la description des outils utilisés pour vérifier les hypothèses : l'analyse statistique, la photo-interprétation, et les entretiens à dire d'expert et à dire d'acteurs. Les résultats seront présentés sous forme de graphiques, de tableaux et de cartes. Cette partie est le premier pilier de la définition du paysage qui comporte une dimension objective et une dimension subjective.

La dimension subjective du paysage est abordée dans la troisième partie. Vous pourrez laisser s'exprimer votre propre vision du paysage. C'est pour cela qu'elle se détache, par son contenu, des parties précédentes. Elle permet aussi de prendre du recul sur les divers effets du boisement d'un territoire. Pour que les résultats des études de cas soient exploitables, il nous faut savoir si le boisement est indésirable. Nous connaissons la portée des outils qui influent sur le boisement, et nous saurons s'il faut les réviser dans l'objectif d'encourager le boisement, de le réduire ou de l'arrêter.

Vous trouverez, tout au long de votre lecture, des mots ou expressions signalés par «*» qui sont définis dans le glossaire situé en page 76.

Première partie : Le cadre de la recherche

Dans cette première partie, nous allons tout d'abord vous expliquer les raisons qui ont motivé le choix de ce sujet de recherche. Plus qu'une problématique locale, le boisement des terres agricoles touche la plupart des zones de moyenne montagne et s'avère parfois vraiment gênant. En trouvant la cause de ce boisement, il sera possible de le maîtriser. L'hypothèse autour de laquelle est construit ce travail de recherche concerne la cause que nous supposons être à l'origine du boisement : les effets indirects des politiques sectorielles.

Pour pouvoir vérifier cette hypothèse générale, nous la déclinons en sous-hypothèses, plus précises, plus facile à tester. La méthodologie appliquée durant cette période de recherche vous sera présentée, ainsi que les outils (statistiques, informatiques, etc.) que nous avons utilisés pour vérifier les hypothèses.

Les termes utilisés nécessitent d'être définis, c'est pourquoi une partie de ce rapport s'attache à nous donner une vision commune des politiques publiques, du paysage, de l'agriculture et la sylviculture, des terres agricoles, de la moyenne montagne et des friches.

Il est aussi nécessaire de faire un tour d'horizon des politiques qui ont pu avoir un effet sur la forêt. Elles sont présentées en fonction de leur échelle d'application et chronologiquement. Les deux mesures à tester localement sont l'objet d'un paragraphe détaillé.

Les références bibliographiques permettent, elles aussi, de donner un cadre au sujet de recherche. Elles indiquent ce qui a déjà été démontré et ce qui pose encore problème. Le premier article présente une thématique proche de celle de notre sujet de recherche, mais traitée à l'échelle nationale. Le second article présente le boisement comme la solution à la déprise agricole en Europe, comme il est encore trop souvent perçu.

Enfin, une présentation des cas d'étude suivra. Vous découvrirez les critères de sélection, les objectifs de leur comparaison et les deux variables à tester.

Choix et délimitation du sujet

Pour vous rendre compte du phénomène qui atteint certains espaces du Massif Central, prenez l'autoroute de Clermont-Ferrand à Saint-Étienne. Vous traverserez une grande zone couverte par la forêt, où seuls quelques petits bourgs forment des clairières.

Ceci n'a pas toujours été le cas. Il y a 50 ans, les petits bourgs étaient encore entourés par une grande zone pâturée, quelquefois cultivée. Un paysage ouvert présentant des occupations du sol diversifiées, ainsi était composée la moyenne montagne du Puy-de-Dôme et de la Loire. Sans afficher de nostalgie des années passées, ce mémoire met en évidence les causes et effets de l'évolution incontrôlée des boisements qui s'est produite et qui continue encore, à une vitesse moindre.

Pour maîtriser, ou ralentir cette évolution, il est nécessaire de s'intéresser à l'origine du phénomène. Il existe une volonté de boiser de la part des propriétaires fonciers, pour rentabiliser leur terrain.

C'est ainsi que nous allons nous intéresser au boisement des terres agricoles, principales « victimes » de la progression des surfaces forestières. En effet, l'activité agricole qui permettait de conserver un paysage ouvert, vivant, construit, cède peu à peu sa place à l'activité forestière, où la « récolte » s'effectue à plus long terme et de façon plus ou moins radicale (coupes à blanc).

L'effet sur le paysage sera donc très différent dans les deux activités en terme d'échelle, de temps, de perception par les usagers. Ceci fera l'objet de la dernière partie du mémoire de recherche destinée à montrer les conséquences pour la vie locale.

L'occupation du sol par l'urbanisation ne sera pas prise en compte lors de la recherche car elle ne constitue pas un élément en forte mutation, de plus, en terme de surface, elle représente une partie négligeable du territoire concerné.

Les friches sont étudiées car elles résultent indirectement de politiques qui ont favorisé la déprise et donc l'arrêt de l'entretien de certaines surfaces. Les accrues forestières*, seront aussi prises en compte.



Photographie de l'A72 depuis un pont à proximité de Chausseterre.
Auteur : Célia Ponson

Problématique générale

Comment les politiques sectorielles peuvent-elles faire évoluer le paysage rural ?

Nous allons nous intéresser à l'origine des mutations du paysage rural afin de trouver les failles dans la gestion du territoire et de connaître les outils pour maîtriser les évolutions. Dans un premier temps, il est nécessaire de cibler le type de mutation que nous allons étudier : ce sont les évolutions de la forêt, en particulier sur les terrains agricoles. Ce phénomène est reconnu et a déjà été l'objet de diverses analyses par des spécialistes du paysage, de la forêt et de l'aménagement du territoire (Y. Michelin, J. Cavailhès, D. Normandin, etc.), ce qui nous permet de fonder des hypothèses sur une base solide.

L'objectif est de définir si oui ou non, les politiques sectorielles ont influencé le développement des forêts, et de quelle façon (agrandissement des surfaces, développement des essences plus productives, etc.).

Avant de formuler des hypothèses, nous allons étudier l'évolution des surfaces boisées sur le territoire français, depuis l'après-guerre.

Evolution des surfaces boisées :

La progression du boisement est avérée depuis plus de 50 ans. La plus grande extension des surfaces boisée a eu lieu dans les années 60 et 70. Selon les techniciens forestiers des DDAF de la Loire et du Puy-de-Dôme, les causes sont très variées :

- multiples aides du Fond Forestier National (FFN) : distribution gratuite de plants, subventions, etc.,
- changements de pratiques agricoles depuis les années 50, donc concentration des productions agricoles sur une plus petite surface,
- régionalisation de l'agriculture dans une période plus récente, etc.

Comme l'indique Christian Barthod dans « les graines de l'avenir », la volonté de boiser est le fruit d'un héritage de longue date :

« La politique de boisement et de reboisement a été initiée par le FFN en 1946. Le contexte général de la politique forestière évolue, mais les objectifs gardent leur pertinence d'ensemble. Dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune et des engagements internationaux de lutte contre l'accroissement de l'effet de serre, la France a réaffirmé sa volonté de poursuivre un rythme annuel de plantation d'environ 30 000 ha jusque vers l'an 2020 ».

Le rythme de boisement a diminué mais ce phénomène persiste encore actuellement. Les effets sur le territoire peuvent être d'ordres divers : diminution de la biodiversité (cf Thèse de Doctorat de l'Université Paul Sabatier (Toulouse III) de Marc Deconchat, Exploitation forestière et biodiversité, exemple dans les forêts fragmentées des coteaux de Gascogne, 1999.), dégradation du cadre de vie pour les riverains, diminution de l'attractivité du territoire, effets indirects sur l'activité agricole (gibier ravageur des cultures), etc.

Les chiffres clés de l'évolution du boisement

Les surfaces forestières occupent une part croissante du territoire national (Koerner et al, 2000). De 1945 à 2000, celles-ci ont progressé d'environ 5 millions d'hectares (Mha) pour atteindre plus de 16 Mha aujourd'hui. Cette augmentation des surfaces boisées est due en partie à la plantation d'arbres forestiers sur des terres abandonnées par l'agriculture. C'est ainsi que sur la période 1993-1998, la forêt française s'est étendue de 59 000 ha/an en moyenne. L'extension des surfaces s'est faite au détriment des territoires à usage agricole marginal que sont les landes, maquis et friches (pour 45 000ha), les sols à usage extensif tels que les prairies (17 000 ha), et marginalement sur les terres labourables ou les cultures permanentes (3 000 ha) (Agreste, 2000). Parallèlement, la « Forêt Paysanne », définie comme la forêt gérée par les exploitants agricoles est en régression. Entre 1988 et 2000, selon le Recensement Général de l'Agriculture, les surfaces en taillis, bois et forêts gérées par les exploitants agricoles sont passées de 2,2 Mha à 1,3 Mha (Cinotti et Normandin, 2002). Les surfaces boisées seraient dissociées de l'exploitation agricole au fil des successions (Cinotti, 1992). Ceci traduit le fait que l'activité forestière n'est pas souvent considérée en France comme une diversification des activités de l'exploitation agricole. A contrario, d'autres pays européens ont une vision différente de la complémentarité entre agriculture et forêt au sein des exploitations agricoles. En Finlande par exemple, chaque exploitation possède en moyenne 38 hectares de forêt et tire 10 à 20 % de ses revenus de l'activité forestière (Hytinen P. and Kola J., 1995). Le contexte européen actuel de limitation de la production agricole par le retrait de surfaces agricoles de la production alimentaire et la politique de jachère, est a priori favorable au développement sur ces surfaces de productions non alimentaires, y compris le bois. Le reboisement apparaît donc comme une utilisation possible des terres libérées de leur usage agricole traditionnel par mise en jachère fixe (Jayet, Birfet et Hofstetter, 1998). C'est ainsi que des mesures d'accompagnement de la réforme de la PAC, visant au développement des activités forestières dans les exploitations agricoles, ont été adoptées en 1992. Différentes aides existent qui visent à couvrir les coûts de boisement, les coûts d'entretien, à compenser des pertes de revenu liées au boisement des surfaces agricoles. De 1993 à 1996, quelques 500 000 ha ont bénéficié de ces aides dans l'Union Européenne (UE), essentiellement en Espagne (238 000 ha), au Royaume-Uni (62 000ha) et en Irlande (60 000ha). En France, 29 000 ha de terres agricoles ont bénéficié de ces aides au boisement, ce qui est relativement limité (CCE, 1997).

Source :

Le boisement des terres agricoles peut-il constituer une voie de diversification des revenus des agriculteurs ?

V. Réquillart - Université de Toulouse (INRA et IDEI), A. Gavaland - INRA – UMR DYNAFOR, S. Record – Ingénieur ESAP



Photographie panoramique des Monts du Forez depuis le village de Cervières (1).
Auteur : Célia Ponson

Les chiffres clés de l'évolution du boisement

Evolution des surfaces boisées françaises

		1801-1980	1981-1990	1991-1995	1996-1999	2000
Durée de la période en années		180	10	5	4	1
Surface initiale		8000	14601	15311	15722	15873
Flux net annuel global moyen		36	71	82	38	29
Flux annuels bruts	Boisement artificiel		65	69	48	34
	Déboisement artificiel		-46	-46	-46	-42
	Colonisation naturelle		62	68	45	46
	Régression naturelle		-9	-8	-8	-7
	Pertes accidentelles		-1	-1	-1	-2
Détail du flux net annuel vers la forêt	Depuis les terres agricoles		30	27	14	6
	Depuis les terres peu artificialisées		42	58	29	27
	Depuis les terres artificialisées		0	-3	-5	-4
Surface finale		14601	15311	15722	15873	15902
Répartition de la surface finale entre	Formations de production à essence prépondérante feuillue	13450	13839	14033	14197	14232
	à essence prépondérante résineuse	8580	8695	8751	8793	8803
	Peupleraies	4870	5144	5282	5404	5429
	Autres formations boisées	229	209	229	238	238
		922	1263	1460	1437	1432

Source : J.-L. Peyron, Odile Colnard ; TERUTI-SCEES et IFN. Comptes de la forêt française, résultats provisoires.

Tableau 1 : Evolution des surfaces boisées françaises - Source : TERUTI et IFN

Ce tableau montre quelles ont été les périodes de forte mutation de l'occupation des sols. La principale lacune de ce tableau est le manque de données antérieures à 1980 ; le résultat est généralisé pour 180 années.

Nous remarquerons que la surface forestière est en constante augmentation sur le territoire français. Le flux depuis les terres agricoles vers la forêt diminue, mais persiste encore en 2000. Signalons aussi que la surface en résineux augmente plus vite que la surface en feuillus.

Nous vérifierons si la tendance nationale est présente dans les deux cas d'étude et nous mettrons en avant les caractéristiques propres aux Monts du Forez.

Précisions concernant les politiques sectorielles :

Les politiques sectorielles (concernant l'agriculture, la forêt...) s'attachent à améliorer le fonctionnement du secteur auquel elles s'appliquent, sans forcément prévoir les conséquences qui pourraient affecter d'autres secteurs. Des politiques qui n'avaient pas d'objectifs paysagers à l'origine peuvent très bien avoir une influence sur le paysage. C'est ce que nous nous attacherons à démontrer. Le but de la recherche est aussi de montrer que l'on peut apporter des corrections dans une politique de filière pour en limiter les effets pervers.

Il faut bien garder à l'esprit que les primes, les subventions (etc.) qui incitent au boisement ne sont que des outils des politiques publiques, que ce soit pour la production de bois, ou pour éviter le développement des friches. Ces outils entrent dans une politique plus globale, avec des objectifs qui visent des grands secteurs (agricole, forestier, développement rural, restauration des terrains de montagne etc.).

Hypothèses et méthodologie

Cette problématique nous amène à formuler l'hypothèse suivante :

les politiques sectorielles ont fait évoluer le paysage rural.

Cette hypothèse générale peut être déclinée en sous-hypothèses, plus précises et plus faciles à vérifier à l'aide de cas concrets :

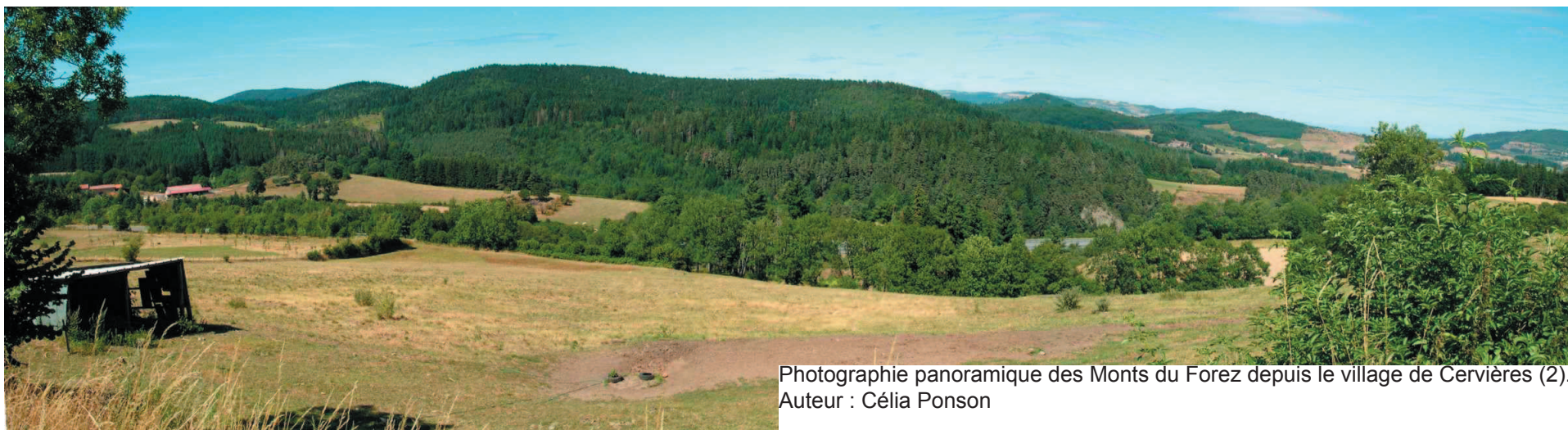
- l'évolution de la forêt à l'échelon national est différente de l'évolution à l'échelon local,
- les politiques nationales et européennes ne sont pas adaptées à la moyenne montagne,
- les outils des politiques locales (PBTA, subventions à la suppression des boisements gênants) ont des effets significatifs.

Méthodologie :

L'approche « Top-down » a été utilisée pour identifier les politiques ayant influé sur le territoire en matière d'augmentation de la surface forestière. Elle consiste à recenser les politiques susceptibles d'avoir un impact sur le boisement des terres agricoles dans un premier temps, pour pouvoir ensuite émettre des hypothèses quand à l'origine du boisement.

Dans un premier temps, nous allons résumer les politiques forestières et les politiques ayant un effet sur la forêt. Ceci va nous permettre de formuler des hypothèses quand à l'origine du boisement des terres agricoles de moyenne montagne, dans les 20 dernières années. Ces hypothèses seront ensuite vérifiées à l'aide d'exemples (cf partie « Cas d'étude »).

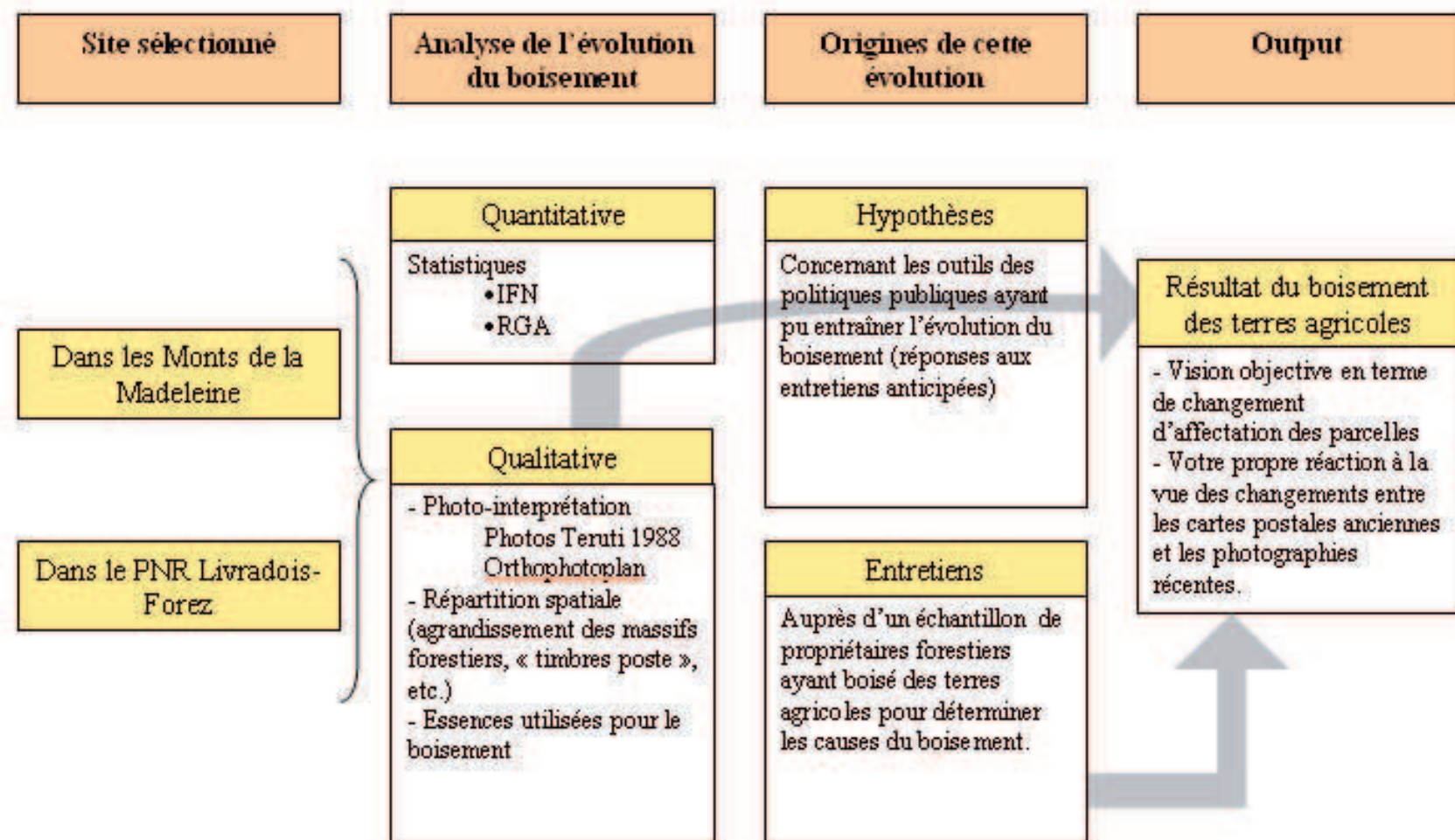
Il est nécessaire de travailler à l'échelle locale pour avoir des exemples concrets à analyser et sur lesquels s'appuyer. Une fois les hypothèses confirmées ou infirmées, nous pourrions généraliser ce constat pour tous les cas identiques.



Photographie panoramique des Monts du Forez depuis le village de Cervières (2).
Auteur : Célia Ponson

Hypothèses et méthodologie

Méthodologie appliquée aux cas d'étude :



IFN : Inventaire Forestier National

RGA : Recensement Général Agricole

Teruti : voir encart page 43

Orthophotoplan : photographies aériennes numérisées et géoréférencées pour une utilisation en SIG

Définitions

Les politiques publiques :

Selon la définition du dictionnaire critique « Les mots de la géographie » de Roger BRUNET, politique signifie : « conception particulière du pouvoir et de la façon de l'exercer, pratiques de ceux qui en font une profession, enfin synonyme de ligne de conduite, de programme sectoriel ». C'est ce dernier aspect ; politique sectorielle, qui fera l'objet de la recherche.

Seront considérées comme politiques publiques, tout au long de ce rapport, les lois et réglementations françaises concernant la forêt, l'agriculture, la montagne et le développement rural qui s'appliquent depuis les 20 dernières années. Un rappel historique sera quelquefois nécessaire pour expliquer les boisements plus anciens, ainsi que des références à d'autres politiques sectorielles ayant des effets indirects sur le boisement. En réalité, ce seront surtout les outils de ces politiques qui incitent, directement ou non, à boisier.

Le paysage :

Le paysage est l'expression d'une relation dynamique entre un territoire concret et la perception que l'on en a.

L'agriculture et de la sylviculture :

L'agriculture et la sylviculture sont des activités économiques ayant pour objet d'obtenir les végétaux et les animaux utiles à l'homme. Pour répondre à ces objectifs, il faut organiser, de façon particulière à chaque territoire, les quatre principaux éléments suivants :

- La terre sur laquelle seront sélectionnées les espèces animales et végétales recherchées, en organisant ces éléments sur le territoire, l'agriculture et la forêt créent des formes qui seront perçues comme des paysages appréciés ou au contraire rejetés. La notion de multifonctionnalité reconnaît la diversité des fonctions tenues par les agriculteurs et les forestiers et notamment leur rôle dans la création et la gestion des paysages. De simple résultante de choix techniques, le paysage devient l'expression d'un projet d'organisation de l'espace correspondant aux différents besoins de la société.
- L'eau qu'il faut capter, stocker, répartir mais aussi évacuer,
- La pierre arrachée au sol et qui sert pour la construction des chemins, des murs de soutènement et des bâtiments,
- L'arbre, élément fondamental en forêt, qui joue également un rôle important dans l'organisation du territoire agricole.

Travailler sur le paysage demande de renforcer les liaisons entre l'agriculture, la forêt, les différentes disciplines concernées par l'aménagement du territoire (géographie, hydraulique, écologie, urbanisme, transports...) et les approches culturelles et sensibles travaillant sur les perceptions.

Les terres agricoles :

Ce sont les terres arables*, prairies et pâturages permanents, cultures permanentes (vignes, vergers), landes et parcours. Cette définition incorpore les terres en friches ayant fait l'objet d'une utilisation agricole dans les dernières années.

On peut donc distinguer deux catégories de terres susceptibles d'être boisées :

- les terres agricoles les plus marginales, d'où l'agriculture se replie et qui seraient vouées à la friche à défaut d'être plantées. L'action n'est pas nouvelle, bien antérieure aux règlements européens, l'oeuvre importante de boisement des dernières décennies ayant accompagné l'exode rural et l'abandon de terres agricoles (voir par exemple, l'action du Fonds forestier national en France),
- les terres retirées de la production, dans le cadre des obligations imposées aux agriculteurs par la PAC, pour réduire leur volume de production.

La moyenne montagne :

Passant en revue les approches du concept de moyenne montagne proposées par les géographes français, Laurent Rieutort (1997) montre combien l'interférence des facteurs physiques et des facteurs sociaux dessine de physionomies différentes, et rend délicate l'adoption de critères de délimitation, notamment altitudinaux : La moyenne montagne semble regrouper des territoires à dominante rurale confrontés à un faisceau de contraintes en interaction - pente, effets climatiques et biologiques de l'altitude, problèmes d'accessibilité, sous équipement, manque de diversité de l'activité économique, effets démographiques de décennies d'émigration.

Ces caractères, certes, se déclinent de manière très diverse suivant les massifs, dont aucun ne saurait être analysé hors des liens tissés avec les bas pays, et certains traits se retrouvent dans d'autres types de régions « fragiles » en plaine ou en haute montagne', alors qu'il existe à l'inverse des secteurs de moyenne montagne dynamiques. Mais l'image que renvoient la plupart des moyennes montagnes n'en reste pas moins celle de territoires plus ou moins en difficulté, contraints de s'adapter, notamment en matière d'agriculture : à l'heure de la course à la pro-

Définitions

ductivité, de la mécanisation, de l'agrandissement des structures et de la hausse des rendements, les exploitations montagnardes, aux prises avec les handicaps évoqués un peu plus haut, n'ont souvent guère pu rivaliser avec les performances de celles des plaines. Fragilisées par leur manque de « compétitivité » elles ont cédé du terrain au cours du XXe siècle, avec une accélération du mouvement dans les cinquante dernières années ; il n'est donc pas illégitime de s'y interroger sur la nature des surfaces abandonnées à la friche et sur les rythmes de l'enfrichement, pour autant que l'on soit capable d'en cerner les processus.

Les friches :

L'inventaire des définitions de la friche, perçue - et redoutée - par la société française comme l'un des symptômes les plus marquants d'un désordre de l'espace rural, montre en effet qu'elle recouvre une palette de terres marginales aux multiples nuances (Dérizoz, 1993).

Tantôt identifiée au plan agronomique par des potentialités agricoles inexploitées ou sous-exploitées, tantôt caractérisée, dans une perspective historique, par la référence à son usage agricole passé et à son abandon actuel, parfois encore seulement décrite comme un type particulier de physionomie végétale d'abord dominée par les herbacées puis colonisée par les broussailles et les ligneux bas, cette catégorie spatiale peut englober aussi bien des vergers délaissés, des landes à genêts et bruyères que d'anciennes terrasses de culture grignotées par la garrigue, d'anciens jardins rigoureusement abandonnés depuis un demi-siècle que des terrains de parcours piquetés d'arbres et d'arbustes mais encore régulièrement pacagés.

Diverses par leur apparence, leurs potentialités et leurs usages, les friches ne sont pas non plus toujours perçues de la même manière. Dans le cas de la France, l'aversion assez générale dont elles font l'objet lorsqu'elles sont envisagées de manière abstraite à l'échelle du pays tout entier s'enracine dans des constructions mentales dont la littérature porte la trace, et qui les associent à la thématique du déclin, du vide et de la mort, ou à celle du désordre. Mais cette haine communément partagée de la friche générique contraste, bien qu'ils s'agisse en définitive des mêmes espaces, avec l'attachement du Provençal aux garrigues de sa « colline » (DDAF/ADEAR, 1987), du Bourguignon aux friches de sa « Montagne » (Luginbühl, 1984), ou du chasseur des Corbières à la broussaille de ses « remises » à sanglier.



Photographie d'une culture détruite, depuis la route départementale 1 à proximité de Chausseterre.

Auteur : Célia Ponson.

Voyez vous même pourquoi certaines parcelles agricoles sont abandonnées. Ce champ a certainement été cultivé à perte : le faible rendement de cette parcelle ne servira pas à rembourser les dépenses engagées (semences, carburant, intrants, usure du matériel, main d'oeuvre). Il a certainement été victime d'une intempérie.

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les politiques de boisement à l'échelle européenne et nationale

Du traité de Rome au boisement des terres agricoles

Contrairement au secteur agricole, le traité de Rome n'a pas institué de politique forestière commune. Et pourtant, dès 1959, la Commission indiquait qu'une politique concernant les ressources agricoles et l'espace rural resterait incomplète si la forêt en était exclue. Néanmoins, malgré ce vide juridique concernant la forêt, l'Union européenne s'est engagée dans des actions forestières ; elle a constamment renforcé ses interventions, mais en les fondant sur d'autres politiques communautaires, notamment la politique agricole à laquelle contribue la forêt.

Ce n'est qu'en 1985 que le Conseil a reconnu que le boisement de terres agricoles et l'enrichissement des forêts des exploitants agricoles constituaient d'utiles compléments de la PAC ; divers règlements se sont succédé pour instituer des incitations financières au boisement de terres agricoles. L'historique de l'action forestière de la CEE, jusqu'au dernier règlement de 1992, qui est l'aboutissement actuel de toutes les décisions précédentes, traduit la diversité des actions menées.

Chronologie des politiques européennes de boisement :

De 1966 à 1978 :

- Une division forestière a été créée au sein de la Direction générale de l'Agriculture. Cette division réunit périodiquement un Collège des Directeurs des administrations forestières des pays membres. Leur tâche consiste essentiellement à harmoniser les législations nationales au moyen de directives communautaires :
- 1966 : commercialisation des matériels forestiers de reproduction (graines et plants) afin de garantir la qualité des approvisionnements des sylviculteurs pour les boisements,
- 1968 : classement des bois bruts pour faciliter leur commercialisation,
- 1971 : normes de qualité extérieures des graines et plants forestiers,
- 1976 : mesures phytosanitaires destinées à prévenir les risques d'introduction dans la Communauté de maladies et leur transmission d'un Etat à l'autre ; par ailleurs, durant cette période, le FEOGA (section orientation) a financé divers projets forestiers ayant un effet sur les structures agricoles. Dès 1970, une proposition d'action forestière avait été insérée parmi les mesures socio-structurelles agricoles (plan Mansholt) ; une de ces propositions visait l'affectation de superficies agricoles au boisement, mais le Conseil l'écarta.

- En 1978, la Commission avait proposé au Conseil une résolution sur les objectifs et les principes de politique forestière afin de guider la coordination des politiques des Etats membres. Le Règlement (CEE) no269/79 instaure une action commune forestière en zone méditerranéenne. Elle a permis la réalisation de programmes forestiers régionaux importants qui comportent : le boisement, la restauration de forêts dégradées, la protection contre les incendies et la construction de chemins.

En 1985 :

- 1985 est l'année internationale de la forêt. La forêt devient un secteur officiel de la Commission dans la mesure où sa responsabilité est confiée, pour la première fois à un Commissaire (Davis Clinton). Pour la première fois, dans le Règlement (CEE) no797/85 («amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture»), le Conseil reconnaît que le boisement des terres agricoles et l'amélioration des superficies boisées dans les exploitations agricoles constituent des compléments utiles de la PAC. Ainsi, le règlement prévoit une mesure d'aide au boisement et à l'enrichissement forestier ; mais elle est limitée aux agriculteurs à titre principal. Par ailleurs, le règlement prévoit que l'ISM (Indemnité Spéciale Montagne) pourra continuer à être payée pendant quinze ans lorsque les terres agricoles seront boisées.

En 1986 :

- Le Règlement (CEE) no3529/86 (revu par le Règlement (CEE) no2156/92) est relatif à la protection des forêts contre les incendies. Le Règlement (CEE) no3528/86 (revu par le Règlement (CEE) no2157/92) est relatif à la protection des forêts contre les pollutions. Grâce à ces règlements, des politiques forestières sont, pour la première fois, déconnectées de toute considération agricole.

En 1987 :

- Le Règlement (CEE) no1760/87 modifie le précédent Règlement (CEE) no797/85 en élargissant le champ d'application : aide au boisement accordée à des associations et des coopératives, prime annuelle pouvant être accordée si le boisement contribue à diminuer la production agricole d'au moins 20 %, le paiement de l'Indemnité Spécial Montagne (ISM) est prolongé jusqu'à 20 ans.

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les politiques de boisement à l'échelle européenne et nationale

En 1989 :

- La communication du 23 septembre de la Commission proposait une nouvelle stratégie de la Communauté dans le secteur forestier et formulait un programme d'action fondé sur les objectifs suivants : boisement de terres agricoles pour créer une alternative économique à l'utilisation agricole de ces terres, amélioration des superficies boisées appartenant à des exploitants agricoles, valorisation et commercialisation des produits forestiers, protection des forêts européennes.
- Ces propositions sont adoptées par le Règlement (CEE) no1609/89 du 29 mai 1989. On reconnaît la nécessité de donner une place à la forêt dans la politique communautaire. Ainsi, la décision du 29 mai constitue le point de départ d'une politique forestière communautaire.
- Le Règlement (CEE) no1609/89 institue des subventions pour le boisement des terres agricoles et l'amélioration des forêts des exploitations agricoles, une prime annuelle que les Etats peuvent accorder aux exploitants agricoles qui réalisent un boisement, un concours financier à des investissements d'aval : exploitation forestière, séchage des sciages, stockage.
- Le Règlement (CEE) no1610/89 institue, une aide financière à des boisements réalisés dans des zones sensibles de déprise agricole dans le cadre d'un plan de développement rural. Cet objectif dit 1) ou 5b), de la réforme des fonds structurels vise un développement global du potentiel naturel d'une zone rurale, fragile, incluant notamment la protection et le développement de la forêt. Les actions mises en oeuvre peuvent être très diversifiées : boisement, restructuration foncière, amélioration des infrastructures ...
- Les Règlements (CEE) no1611/89 et no1612/89 visent la transformation et la commercialisation des produits agricoles et du liège. Pour mettre en oeuvre ces actions le Règlement (CEE) no367/89 crée un Comité permanent d'information et de communication : recueil des informations sur la structure, le fonctionnement et l'évaluation du patrimoine forestier communautaire. Il n'a connu un début d'application qu'en décembre 1992.

En 1991 :

- Le Règlement (CEE) no2328/91 porte sur les structures agricoles et remplace le Règlement (CEE) no797/85 modifié par le Règlement (CEE) no1609/89.

En 1992 :

- Le Règlement (CEE) no2080/92 du 30 juin 1992 est l'aboutissement des recommandations et des décisions précédentes. Il contribue à la réalisation des engagements pris en juin 1992, prévoyant une extension des superficies boisées pour lutter contre l'effet de serre et stocker le dioxyde de carbone. Il concerne également le boisement des terres agricoles et l'amélioration des forêts des agriculteurs, mais il devient obligatoire pour les Etats à compter du 31 juillet 1993 (le précédent était facultatif) et il est plus incitatif :
Il distingue 3 catégories de boisement aidés à des taux différents : eucalyptus (2 000 ECU), résineux (3 000 ECU), feuillus (4 000 ECU). Il prévoit des aides aux entretiens des boisements créés et fixe des montants (150 à 500 ECU). Les agriculteurs à temps partiel (pluriactifs) ainsi que les personnes physiques ou morales de droit privé ont accès aux aides, sans conditions restrictives. Il permet à la Communauté de financer des reboisements réalisés par tous propriétaires, notamment de droit public. Il est mis en oeuvre dans le cadre de programmes pluriannuels élaborés par les Etats. Il suggère un zonage des terres à boiser, sans toutefois l'imposer. Il précise les conditions d'octroi de la prime annuelle de compensation de perte de revenu : montant (600 ECU pour les exploitants agricoles et 150 pour les autres propriétaires) et durée maximum (20 ans). Il autorise le financement d'équipements forestiers (chemins, Défense Forestière Contre les Incendies) ainsi que la rénovation des suberaies*. Ce Règlement relatif à l'encouragement de mesures forestières en agriculture renforce considérablement les dispositions antérieures. Mais une fois de plus, l'action est fondée sur un objectif qui n'est pas forestier.
- Le Règlement (CEE) no2158/92 modifie les règlements précédents concernant la protection contre les incendies : plans de protection, programme de prévention, système d'information ...
- Le Règlement (CEE) no2157/92 modifie les règlements précédents concernant la protection des forêts contre la pollution atmosphérique : réseau de surveillance pour l'inventaire des dommages, projets pilotes restauration des forêts endommagées, amélioration des connaissances. Les problèmes rencontrés par la PAC ont contribué à accélérer l'approbation de ce règlement, dans la mesure où il a été estimé que le boisement pouvait constituer une alternative à une production agricole devenue excédentaire. D'autres préoccupations, liées à la protection de l'environnement, et en particulier à la nécessité de maîtriser l'accroissement de l'effet de serre, ont également complété les objectifs visés. De ce fait, le régime d'aide aux boisements et à l'amélioration des forêts a été rendu obligatoire dans

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les mesures nationales complémentaires

Voici un rappel concernant les politiques publiques en relation avec la forêt (cf rapport de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement intitulé « Forêt, Economie et Environnement »).

C'est un préalable nécessaire pour juger des éléments à prendre en compte lors des études de cas. Ce paragraphe replace dans le contexte national la problématique forestière et les réponses des politiques.

Les déclarations de politique forestière

Conférence Interministérielle pour la Protection des Forêts en Europe, Strasbourg 1990

La conférence de Strasbourg visait à renforcer la coopération entre les Etats européens, dans le domaine de la protection et de la gestion pérenne des forêts. En proposant 6 résolutions, accompagnées d'actions concrètes à mettre en œuvre par les pays signataires et d'un système de suivi, elle constitue le point de départ d'un processus européen pour le développement forestier durable. Plus tard, ce processus se nommera « processus d'Helsinki ».

La France est co-organisateur de l'événement, et cette volonté politique de promouvoir la coopération européenne pour la gestion pérenne des forêts s'inscrivait dans la continuité de la conférence internationale SILVA (Paris, 1986). Il y avait été avancé la nécessité d'une approche internationale des questions de développement en forêt.

Rapport : La gestion durable des forêts françaises

En 1995, le plan français de mise en œuvre de la Déclaration de principes forestiers (Déclaration adoptée à Rio en 1992), est publié par le ministère en charge des forêts.

Ce document présente un état des lieux des initiatives favorisant la gestion durable des forêts françaises. Partant de ce constat, des orientations futures pour la gestion durable des forêts françaises sont proposées par secteurs (information, gestion, formation et recherche, etc.).

Après l'annonce des enjeux pour les forêts de demain, lors des conférences européennes et internationales, ce document réaffirme le fort engagement politique de la France dans ce sens.

Rapport : La forêt, une chance pour la France

En août 1998, à la demande du gouvernement qui souhaite davantage d'intégration du concept de gestion durable des forêts dans la réglementation, le député Jean-Louis Bianco remet au Premier Ministre son analyse des forces et des faiblesses des filières forêt et bois françaises. Ce rapport est le fruit des réunions de groupes d'acteurs professionnels constitués dès 1996. Il insiste fortement sur l'importance de la concertation sociale dans les choix de gestion, et sur la nécessité de pérenniser les 500 000 emplois générés par la forêt en France.

Etude : Des scénarios d'avenir pour la forêt, l'industrie du bois et leurs liaisons au territoire

En 1998, l'Institut National de la Recherche Agronomique INRA publie cette étude où sont discutés 4 scénarios d'avenir pour le secteur forêt-bois français.

Tout d'abord, on peut s'interroger sur les orientations politiques pour les espaces forestiers. La production de bois demeura-t-elle la fonction première des forêts ? Ensuite, la discussion porte sur les rapports futurs entre les forêts et les industries du bois et du papier en France. Dans un contexte de délocalisation potentielle de l'industrie française de première transformation, la production de bois nationale restera-t-elle compatible avec les besoins d'une telle industrie ?

La présente étude a servi de base de réflexion pour les décideurs politiques. Quel avenir souhaitable pour le secteur forestier en France ?

La stratégie forestière française

La stratégie forestière française a été officiellement présentée en 1999 par le ministère de l'agriculture. La stratégie souhaite situer la politique forestière française dans une vision à la fois consensuelle et pérenne. Il s'agit de la réponse politique au rapport Bianco. Les programmes avancés cadreront les actions pour une période de 15 ans.

Les programmes d'actions proposés s'articulent autour d'axes stratégiques comme : le développement du commerce et de la promotion de l'éco-matériau bois, le dialogue social pour l'élaboration des projets d'aménagement territoriaux, le renforcement de l'alliance entre les organismes forestiers nationaux.

Cette stratégie précise également le cadre de la future Loi d'Orientation sur la Forêt de 2001.

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les mesures nationales complémentaires

Les principales législations concernant la gestion des aires boisées

Le Code Forestier

Constitué en 1827, le Code Forestier réunit ensemble des Lois et des décrets formant les fondements juridiques de la politique forestière en France.

Les cinq livres du code forestier régissent la multifonctionnalité des forêts, les interfaces avec les autres milieux, les rapports entre les acteurs et la puissance publique, les mesures spécifiques de protection, de promotion de la capacité de production, et d'accueil du public.

Le premier livre constitue le noyau dur et générateur de la politique forestière en forêt publique et traite des missions de l'ONF. Le deuxième livre codifie les règles qui président à la gestion des forêts privées et à la mobilisation des acteurs chargés de faciliter sa mise en œuvre. Le troisième livre est dédié aux mesures de police en général. Le quatrième livre consigne les mesures contre les menaces sur la vie des forêts d'origine climatique ou anthropique*. Enfin, le cinquième livre traite des outils et des moyens de politique forestière introduits depuis 1945.

La loi d'orientation sur la forêt (LOF) du 9 juillet 2001

Dans la lignée du rapport Bianco et de la stratégie forestière française, les Parlements français ont voté à l'unanimité la LOF. Elle sera publiée au Journal Officiel le 11 juillet 2001.

L'objectif de la LOF est de permettre la constitution d'un solide socle forestier sur lequel reposeront durablement les 500.000 emplois des filières forêt-bois-papier. Pour cela, la Loi doit inciter les propriétaires forestiers à investir et à gérer leur patrimoine. C'est-à-dire leur délivrer des instruments adaptés (pour développer et protéger) et un contexte favorable (institutionnel et industriel).

Bien que la Loi soit d'envergure nationale, elle propose des mesures adaptées à diverses situations et accentue le processus déjà engagé de régionalisation de l'exécution de la politique forestière.

Elle est organisée selon 5 titres principaux :

1. Développer une politique de gestion durable et multi-fonctionnelle ;
2. Favoriser la compétitivité de la filière forêt-bois ;
3. Inscrire la politique forestière dans la gestion des territoires ;
4. Renforcer la protection des écosystèmes forestiers ou naturels ;
5. Mieux organiser les institutions et les professions relatives à la forêt.

Les autres législations

La politique forestière est aussi tributaire d'autres politiques traitant de l'aménagement et du développement durable du territoire, traduites notamment dans le code rural et le code de l'urbanisme. Par exemple, la réglementation des boisements figure dans le code rural. L'émergence des préoccupations environnementales a introduit un grand nombre de dispositions affectant les espaces forestiers, qu'il s'agisse de dispositions de l'Etat français (code de l'environnement) ou de l'Union Européenne (directives Natura 2000).

La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire a été votée le 25 juin 1999. Pour ce qui nous concerne, on retiendra qu'elle crée les «pays», définis comme des communautés d'intérêts économiques et sociaux. Ce découpage du territoire ne constitue pas un échelon administratif supplémentaire, mais un échelon opérationnel animé par le volontariat, et permis par l'engagement d'acteurs privés désireux de porter des projets locaux de développement. Chaque «pays» devra présenter ses objectifs et ses actions au travers d'une «charte de développement». Elle permettra la contractualisation des actions avec les collectivités territoriales concernées (départements, communautés de communes, etc.). La Loi forestière de 2001 permet aux groupements d'acteurs intéressés (et donc principalement aux «pays»), de développer des Chartes Forestières de Territoire, premier pas dans le sens d'une approche territoriale du développement forestier.

Les dispositifs fiscaux

Impôts sur le revenu et impôts fonciers

La taxe foncière sur les propriétés non bâties est applicable aux parcelles boisées sauf exonération les 10, 30 ou 50 premières années suivant la plantation en fonction des essences. L'imposition sur le revenu afférente aux parcelles boisées est allégée pour les jeunes plantations pendant 10 à 30 ans selon les essences.

Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les sylviculteurs y sont assujettis à partir de 45 732 € de recettes pendant deux années consécutives.

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les mesures nationales complémentaires

Aide au boisement

Elle s'effectue dans le cadre du règlement communautaire CE n° 2080/92, et est financée par le Fonds Forestier National (FFN) et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAB). Les modules de l'aide au boisement sont la subvention et la prime. Le montant versé, fixé par département, est moins important pour les non-agriculteurs que pour les exploitants à titre principal. Le 17 mai 1999, le règlement CE n° 1257/1999, portant sur « le soutien au développement rural par le Fond Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA) » a été adopté par le Conseil. Ce règlement intègre la politique de boisement des terres agricoles et rappelle que : « il y a lieu de maintenir l'encouragement du boisement actuellement en vigueur au titre du règlement n°2080/92 ».

Rappel concernant le Fond Forestier National (FFN)

Le FFN a été créé en 1946 comme un compte spécial du Trésor. Par un investissement annuel moyen d'environ 122 millions d'euros jusqu'à 1990, il a permis, pour ne citer que quelques exemples : le reboisement de plus de 2 millions d'hectares, des interventions sylvicoles, le fonctionnement d'organismes parapublics de recherche. Ainsi, il a été l'outil financier du développement du secteur de la forêt de la France d'après guerre.

A partir de 1992, son financement ne provient plus que de la taxe parafiscale sur les produits de première et de seconde transformation, et de la taxe sur le défrichement. Par ce désengagement de l'état, le budget de 1993 n'atteint plus alors que 46 millions d'euros.

La réforme du financement public aux investissements forestiers : Les taxes parafiscales et sur le défrichement ont été supprimées le 1er janvier 2000. Elles ont été jugées pénalisantes pour la compétitivité des entreprises françaises. Le FFN a reçu le coup de grâce. Il est définitivement supprimé.

Le rôle de la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDC)

Pour les forêts sinistrées par les tempêtes de décembre 1999, et depuis le courant de l'année 2001, la CDC a réservé sur ses fonds propres une enveloppe de 30,5 millions d'euros pour l'acquisition et la remise en états des parcelles sinistrées dont les propriétaires ne veulent pas ou ne peuvent pas assurer le nettoyage et la reconstitution. Ce budget doit aussi concourir à l'amélioration de

la structure des propriétés forestières.

Concrètement et pour simplifier, par l'apport de fonds ou de parcelles forestières, la CDC se porte acquéreur de parts de Groupements Forestiers sinistrés. Cet apport de liquidité permet la réalisation d'investissements forestiers, et aussi la restructuration du foncier. Ce sont près de 30.000 ha de forêts qui devraient bénéficier de ce programme.

Les principales mesures fiscales introduites par la LOF

Pour faciliter l'initiative individuelle des propriétaires désireux d'aller dans le sens de la restructuration foncière, et pour encourager les investisseurs à placer leurs capitaux en forêts, la Loi forestière crée le Dispositif d'Encouragement Fiscal à l'Investissement en Forêt «DEFI forêt».

Cet outil fonctionne sur la base d'incitations fiscales conditionnées par des engagements de gestion durable (PSG pour 15 ans). Trois volets le composent :

- Acquisitions de terrains boisés ou à boiser,
- Souscriptions ou acquisitions en numéraires de parts d'intérêt de Groupements Forestiers,
- Souscriptions en numéraire au capital de Sociétés d'Epargne Forestière (SEF), et acquisitions de parts dans ces sociétés. Cette dernière mesure n'était pas opérationnelle en janvier 2002, les décrets d'application prévus par la Loi n'étant pas encore publiés.

Pour les personnes physiques qui souhaitent constituer des unités de gestion d'une surface comprise entre 10 et 25 hectares d'un seul tenant, la Loi leur propose une importante réduction d'impôt : 25 % par année fiscale et jusqu'à concurrence de 2.850 €.

Les mesures pour les retraits de parcelles de Groupements Forestiers (structure de regroupement forestier dans laquelle les adhérents ne sont plus propriétaires que de parts sociales) sont facilitées par la LOF. Les parts peuvent être cédées après une possession minimale de 8 ans.

Jusqu'à la Loi forestière de 2001, l'exonération temporaire de Taxe Foncière sur le Non Bâti (TFNB), n'était appliquée qu'aux plantations forestières. Dans un souci de neutralité technique des dispositions fiscales vis-à-vis de choix sylvicoles dits «proches de la nature», ces mesures sont désormais étendues aux futaies jardinées ainsi qu'aux forêts issues de régénérations naturelles.

Dans un souci de cohérence avec la longueur moyenne des révolutions forestière-

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les mesures nationales complémentaires

res, la durée de l'exonération sur l'imposition foncière est également allongée. Elle passe à 10 ans pour les peupliers, 30 ans pour les résineux et 50 ans pour les feuillus).

Les politiques de gestion publique et privée

Les politiques de gestion publique et des collectivités locales

L'ONF : établissement public chargé de gérer les forêts de l'Etat et des collectivités locales. L'ONF assume par ailleurs certaines missions de service public telles que l'accueil en forêt domaniale, la restauration des terrains en montagne etc. Les Contrats de Plan Etat-Régions « forêt et industrie du bois » : il existe deux générations de CPER concernant la forêt. Les engagements de l'Etat dans les CPER 1994-1998/99 relatifs au secteur « forêt et industrie du bois » représentent 14% des engagements CPER du MAB. Les CPER 2000-2006 tiennent compte des réflexions menées pour l'élaboration de la loi d'orientation sur la forêt. Les engagements de l'Etat (MAP) progressent de 1% par rapport à la génération précédente.

Le contrôle des défrichements

Le défrichement de la forêt ne peut être réalisé qu'après autorisation administrative, cependant, certains terrains sont exemptés de cette obligation. L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque le maintien de la couverture forestière est reconnu nécessaire.

Les politiques de gestion privée

Tout d'abord, il faut préciser que la forêt privée est très morcelée. Ceci handicape sa gestion aussi bien pour la production que pour la conservation des peuplements.

Les moyens de regroupement pour favoriser la gestion

Le groupement forestier est une société civile dont les membres sont porteurs de parts sociales.

Les associations syndicales ont été créées pour la réalisation d'un investissement commun et sa gestion (en l'occurrence la forêt). Il existe aussi des associations syndicales de gestion forestière qui permettent le regroupement des propriétaires pour assurer une gestion coordonnée de leurs parcelles. Les organismes de gestion et d'exploitation en commun sont des coopératives forestières et des

groupements de service. L'intérêt pour les adhérents est de pouvoir déposer des projets groupés pour pouvoir bénéficier d'aides publiques.

L'aménagement foncier rural a pour objet d'assurer la mise en valeur et l'amélioration des conditions d'exploitation des propriétés agricoles et forestières. Il consiste à regrouper les îlots de propriété par échanges et à améliorer les conditions de desserte. On distingue le remembrement et la réorganisation foncière. Dans le but d'augmenter la surface des propriétés individuelles (en plus de les regrouper), la loi d'orientation forestière a ajouté les Echanges et Cessions d'Immeubles Forestiers. L'Etat, par l'intermédiaire des Conseils Généraux, demeure le seul responsable de la gestion de cet outil. La procédure des ECIF permet aux propriétaires de négocier librement pour tendre à l'amélioration de la structure foncière. Les procédures possibles sont également diversifiées. Enfin, le seuil des exonérations des droits de mutation pour les petites parcelles correspond d'ailleurs aux caractéristiques forestières, puisqu'il passe de 1.500 € à 7.500 €.

Les politiques d'accompagnement

La politique industrielle

Dans un rapport sur l'action forestière de la CEE, le Directeur du développement rural de la Commission des Communautés européennes mentionne des réserves et même une hostilité de certains Etats sur l'extension forestière par le boisement des terres agricoles ; il signale que d'autres privilégient à outrance les fonctions écologiques et sociales des forêts. Parmi les raisons de cette réticence, il évoque l'insuffisance de la transformation du bois et de la commercialisation des produits dérivés du bois. Sans doute, une politique de boisement est-elle dans la pratique totalement déconnectée des politiques industrielles qui seront mises en oeuvre dans plusieurs décennies. Cependant, les difficultés que peuvent rencontrer aujourd'hui les sylviculteurs pour commercialiser convenablement leur production, à des prix suffisamment rémunérateurs, peuvent les dissuader fortement de planter. Il convient donc que des politiques industrielles et des ambitions exportatrices assurent, dès maintenant, des débouchés suffisants. Le souci n'est pas nouveau et la CEE l'a bien compris dès 1989, en octroyant des aides à l'exploitation forestière, au conditionnement des bois (protection, normalisation, séchage) et à leur commercialisation. En France, après avoir concentré ses moyens sur le boisement, le Fonds forestier national s'est engagé, jusqu'en 1991, dans une

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les mesures nationales complémentaires

action de modernisation de l'industrie du sciage et d'accroissement de ses capacités qui s'est révélée très entraînant. De même, en Irlande, alors que le premier programme forestier a privilégié l'extension des superficies boisées, le prochain programme mettra l'accent sur l'augmentation de la capacité des industries de transformation. L'avenir paraît structurellement demandeur de volumes de bois importants. En effet, le déficit mondial risque à terme d'être considérable, dépassant le volume de la production en raison de la destruction prévisible d'immenses surfaces de forêts dans le monde. En Europe, malgré l'hétérogénéité des massifs et le morcellement des forêts, les conditions stationnelles de production ligneuse et d'approvisionnement des usines sont suffisamment favorables (intermédiaires entre les pays scandinaves et les pays sud-américains) pour assurer une compétitivité convenable des industries du bois. Ainsi, la vitalité des industriels du bois conditionne dès maintenant le succès d'une politique de reforestation. Après les réussites des dernières décennies, le nouveau souffle à lui donner exige le développement des débouchés par la promotion des emplois du bois, l'innovation et des efforts dans le domaine de la mobilisation. Il faut également mettre l'ensemble des industries dans des conditions de compétition économique internationale qui soient équilibrées en terme de charges sociales et fiscales.

La politique d'environnement

Mais cette compétitivité recherchée au sein de la filière bois exige aussi un bon équilibre entre les fonctions environnementales et productrices de la forêt. Dans un espace européen qui s'urbanise et s'industrialise, les services d'intérêt général que rend la forêt prennent de l'importance. Ces services sont de plus en plus réclamés et apparaissent de plus en plus nécessaires à nos sociétés. Dans une réflexion prospective on a pu dire que la forêt conserverait une valeur économique même si le bois devenait demain matériau invendable ! La valeur de ces services est réelle mais elle n'est pas encore quantifiable. Ils sont donc assurés gratuitement par des sylviculteurs, qui ont des charges d'investissement et d'entretien et sont payeurs d'impôt. Cet éclairage écologique devrait atténuer les critiques qui peuvent être formulées sur des gestions trop financières de la forêt.

La politique d'aménagement rural

Si une bonne couverture agricole suffisamment prospère est indispensable, la vitalité rurale exigera une diversification de plus en plus grande des activités.

La forêt est un volet essentiel de cette diversification. Des forêts mal valorisées recèlent d'importantes possibilités de productivité. Elles peuvent apporter aux agriculteurs des zones défavorisées un complément appréciable de revenu : soit qu'ils possèdent des bois dans lesquels ils peuvent réaliser des coupes, soit qu'ils effectuent des travaux de gestion et d'exploitation dans des forêts voisines.

La protection et la valorisation des espaces boisés est à rechercher dans un cadre décentralisé d'aménagement global (en harmonie avec les territoires environnants) et de développement intégré (en harmonie avec les autres activités rurales et les populations concernées). Une politique d'expansion de la forêt exige notamment, au préalable, une localisation claire des espaces qui lui sont réservés et une politique foncière restructurant l'espace.

La politique foncière

L'objectif est de créer une forêt bien équipée (en particulier en dessertes), facile à gérer et à exploiter (taille suffisante) et donc capable, aussi souvent que possible, d'autofinancer ses autres fonctions de protection et d'accueil. Cela implique une planification du boisement sur le territoire rural et une maîtrise foncière. Le bon équilibre entre terres agricoles et forestières, sans gêne réciproque, exige de regrouper des unités de gestion. Des règlements de la Communauté ont suggéré : l'établissement d'un zonage des terres à boiser comme outil de planification, la réalisation des boisements dans le cadre de plans d'aménagement rural associant tous les acteurs et les intérêts concernés, intégrant les divers secteurs d'activités et localisant les zones à boiser.

Mais il est essentiel que ces boisements se réalisent en aval de vigoureuses opérations de restructuration foncière. En effet, l'abandon agricole sera très progressif, les terres qui deviendront disponibles (abandonnées ou en jachère) seront dispersées, morcelées et imbriquées avec des activités agricoles maintenues. Il existe des procédures de remembrement (trop coûteuses) et d'aménagement foncier agricole et forestier mais, de façon plus légère et souvent efficace, des concours financiers peuvent inciter au groupement de forêts privées morcelées, aider au démarrage d'associations forestières, faciliter les échanges amiables et les mutations en allégeant les frais d'acte et les taxes. Une incitation au regroupement en créant une taxe forfaitaire de tenue de cadastre qui frapperait les propriétaires de petites parcelles à l'abandon serait également souhaitable.

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Les politiques de boisement à l'échelle locale

Le département de la Loire et la PBTA (Prime au Boisement des Terres Agricoles) :

Prime dite « de compensation de boisement de terres agricoles »

Cette prime est destinée à compenser la perte de production agricole pendant les premières années d'implantation d'un boisement, elle est cumulable avec l'octroi d'une aide à l'investissement forestier. Elle concerne des terres qui ont fait l'objet d'une exploitation agricole régulière, c'est à dire pendant au moins deux années consécutives au cours des cinq années précédant la demande.

Le montant de la prime est versée soit à l'exploitant agricole à titre principal et aux sociétés agricoles, soit au propriétaire pendant une durée de 5 à 15 ans selon l'essence choisie (peuplier 7 ans, conifères et feuillus divers 10 ans, chênes rouvres et pédonculé, hêtre 15 ans).

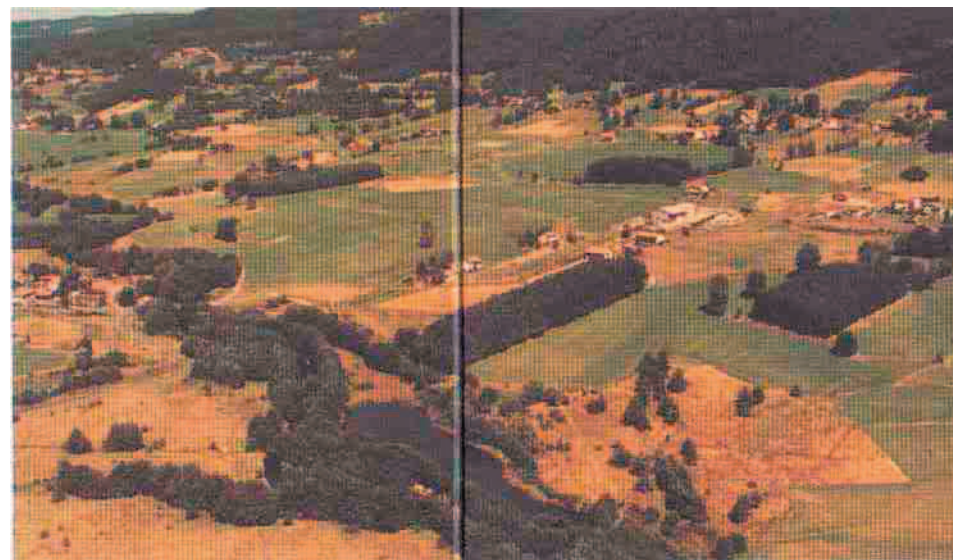
Le montant de la prime annuelle est fixé à :

- Pour les boisements réalisés hors région naturelle Sologne :
240 € pour les exploitants à titre principal,
120 € pour les autres demandeurs,
- Pour les boisements réalisés en région naturelle Sologne :
100 € pour les exploitant à titre principal,
50 € pour les autres demandeurs.

Le PNR Livradois-Forez et les incitations à la remise en culture des boisements gênants :

Les aides du Conseil Général du Puy de Dôme pour l'incitation à la coupe sont de 770 à 3355 € / ha. L'aide au dessouchage couvre 50% de la facture et est plafonnée à 915 € / ha. En fonction de la surface, de l'accès, de l'état de la parcelle, le montant des travaux de dessouchage ou de broyage des souches peut varier de 1700 € / ha à plus de 3000 € / ha.

Considérant la Loi d'orientation forestière de 2001, le Décret du 12 mars 2003 et l'Arrêté préfectoral du Puy de Dôme du 31 octobre 2003, il est possible d'inclure les boisements en timbre-poste dans la zone de boisements interdits. Ainsi, on peut interdire le reboisement après coupe rase des bois isolés inférieurs à 4 ha, non attenants à un massif forestier de plus de 4 ha.



Photographie des boisements en «timbre-poste» dans le Puy-de-Dôme.
Source : dépliant du PNR Livradois-Forez «Remise en culture des boisements gênants».

Les politiques publiques à l'origine de l'évolution de la forêt ?

Conclusion sur les politiques existantes

Une synthèse des politiques forestières de chacun des Etats membres de l'Union européenne ne peut être qu'incomplète et il est certain qu'une analyse fine et critique de ces politiques de boisement nationales ou régionalisées serait extrêmement utile. L'enquête nécessaire devrait être conduite dans chaque région à l'initiative d'un groupe de travail interministériel (Agriculture, Environnement, Economie, Industrie...), interprofessionnel (agriculteurs, sylviculteurs, pépiniéristes, entrepreneurs de reboisement, industriels du bois) et associatif (écologistes, usagers).

Ces mesures sont-elles une solution viable par rapport à l'abandon de l'activité agricole ? Il ne s'agit pas de choisir entre le boisement et l'abandon ; si l'abandon est inéluctable, le boisement n'est qu'une solution parmi d'autres, va-t-on résoudre le problème économique et social de l'agriculture ?

Si l'abandon de terres agricoles est une opportunité pour le boisement, le boisement n'est pas la solution du problème agricole, y-a-t-il un risque d'apparition de problèmes paysagers ?

Le boisement à réaliser doit intégrer les préoccupations paysagères, va-t-on améliorer le résultat de la balance commerciale de l'Union européenne ? C'est bien un des objectifs poursuivis, mais l'amélioration, si amélioration il y a, ne se manifestera qu'à long terme, y-a-t-il risque de fabriquer des excédents ligneux ?

Nous allons nous intéresser aux politiques appliquées localement pour savoir si elles sont capables de palier le manque d'adaptation des politiques sectorielles à la moyenne montagne.

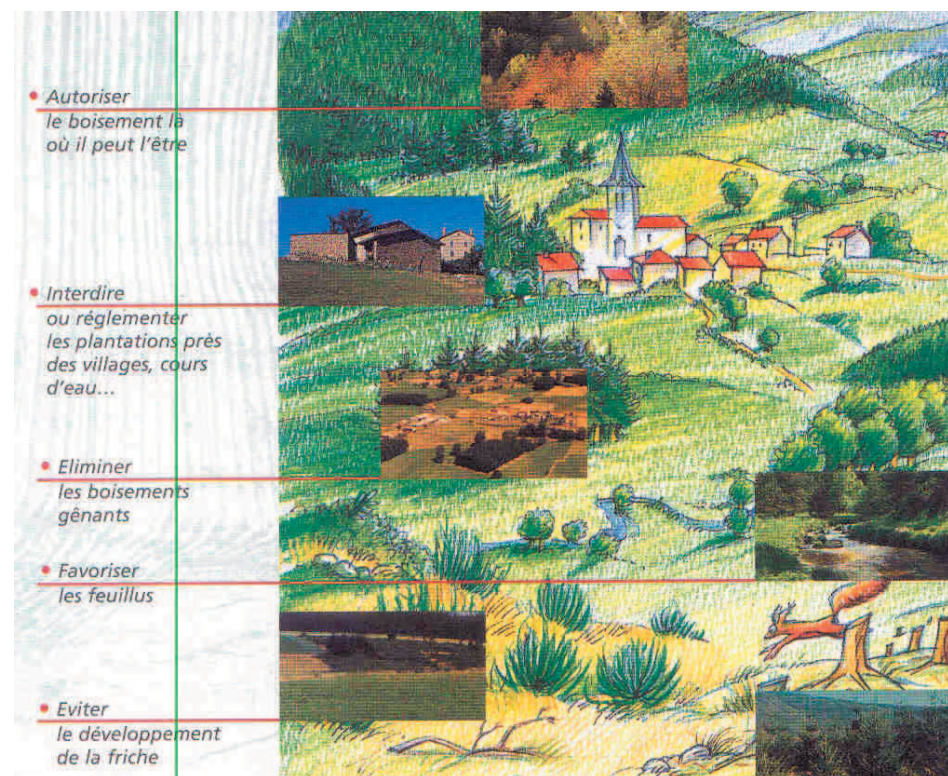


Schéma des objectifs du PNR Livradois-Forez.

Source : dépliant du PNR Livradois-Forez «Remise en culture des boisements gênants».

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC

Source : Cavailhes J., Normandin D., 1993, Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC. Revue Forestière Française, 45, p 465-482.

Cet article a été intégré au mémoire de recherche après les phases d'étude bibliographique et d'étude de cas. Il a été important dans le sens où il confirme les hypothèses émises au niveau global. La méthodologie qui a été définie se trouve donc inchangée après prise en compte des informations contenues ici.

Les informations contenues ici expliquent parfaitement les phénomènes de déprise agricole et de boisement à l'échelle nationale. Cet article constitue une introduction aux études de cas qui vont suivre.

« La réforme de la politique agricole commune (PAC), amorcée en 1984 par l'instauration des quotas laitiers, poursuivie en 1988 par la réforme des organisations communautaires de marché (OCM) pour les céréales (quantités maximales garanties, taxes de coresponsabilité, gel des terres) a abouti en 1992 à des transformations encore plus radicales : baisses substantielles des prix, aides directes compensatrices sous réserve de gel des terres (15 % de la sole céréalière* sauf pour les plus petits producteurs). Ces modifications vont entraîner des transformations profondes de l'économie agricole et donc de l'utilisation du territoire. »

Les prévisions de Cavailhes et Normandin se sont avérées exactes, les changements dans la politique agricole ont eu un effet considérable sur les pratiques agricoles. La réforme de la PAC est à l'origine, indirectement, d'une mutation de l'occupation des sols.

« Les enjeux sont d'importance. Pour l'agriculture d'abord, qui connaîtra vraisemblablement une forte réduction du nombre d'exploitations dans les dix prochaines années. (...) La réduction des surfaces utilisées par l'agriculture devrait se poursuivre, voire s'accroître, sous l'effet de la réforme de la PAC. La concentration et la spécialisation des productions agricoles des régions pourraient ainsi se poursuivre, libérant les portions de territoire les moins propices agronomiquement et socialement à l'agriculture. Comme, par ailleurs, la redistribution des localisations résidentielles et professionnelles n'affecte pas de façon homogène le territoire (déprise rurale persistante dans le Massif Central par exemple), les divergences entre régions risquent de s'amplifier. (...) »

Les auteurs touchent du doigt un problème récurrent dans les deux cantons du Massif Central qui font l'objet de l'étude : la diminution considérable du nombre d'habitants. Les conséquences ne sont donc pas seulement agricoles, elles touchent le secteur économique et social.

« Dans ce contexte, les bois et forêts, grands consommateurs d'espace et producteurs de biens (notamment la matière ligneuse), mais aussi de services de nature écologique ou procurant des aménités* (récréation, paysage, etc.), auxquels la société accorde une importance croissante, ont évidemment un rôle à jouer. Celui-ci diffèrera selon leur localisation : rôle surtout de production d'aménités dans les zones à forte densité de population, rôles à la fois écologiques, de production de bois et d'aménités dans le rural à faible densité. Dans ce cas, une mise en valeur forestière efficace pourrait constituer, par la gestion, l'exploitation et la transformation des ressources boisées existantes et nouvelles, un apport non négligeable à l'économie de ces régions, participant aussi au rééquilibrage de la balance commerciale en bois et produits dérivés. »

Cette mise en valeur par une utilisation diversifiée des forêts n'a pas eu lieu partout, seule la fonction de production est représentée dans les cantons étudiés.

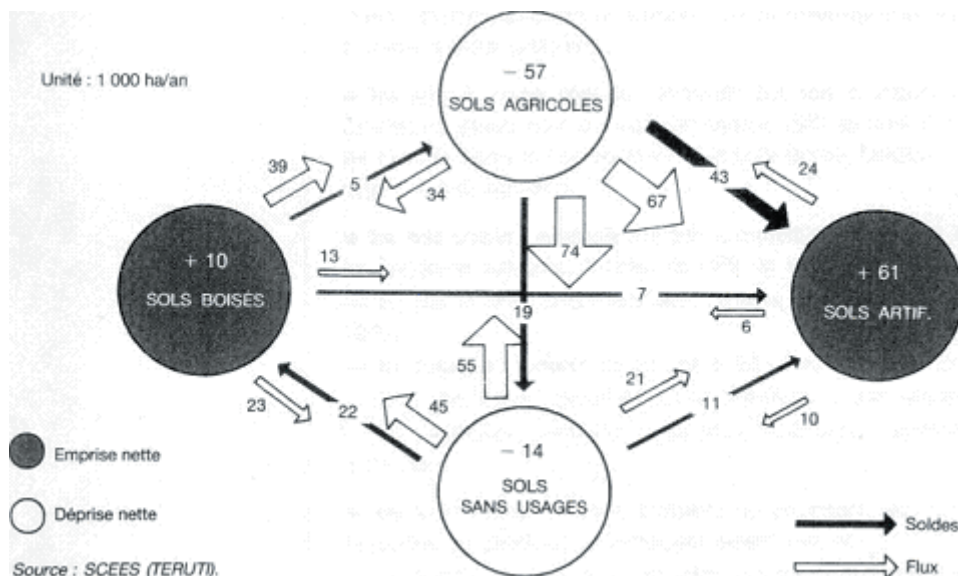
« Le système d'échanges entre les diverses catégories de territoire que génèrent les évolutions des modes d'usage des sols peut être appréhendé grâce aux résultats de l'enquête TERUTI du SCEES. En plus de l'estimation des surfaces occupées par chaque catégorie de territoire, ceux-ci permettent d'apprécier la dynamique de ces modes d'usage des sols au cours d'une période par l'élaboration de « matrices de passage » (matrices des flux d'entrée et de sortie de chacune des catégories par rapport aux autres). »

Cette enquête donne des résultats probants au niveau national. Pour plus de précisions, reportez-vous à l'encart 1 de la partie photo-interprétation.

« Le graphe 1 (ci-dessous) illustre, sur la période 1982-1990, les flux et les soldes ainsi obtenus au niveau national pour quatre catégories agrégées de territoire. Les surfaces en jeu sont importantes puisque la somme des échanges bruts représente dans ce cas 3,3 millions d'hectares : sur une période de 8 ans, environ 6 % de la surface totale du territoire ont changé d'usage. »

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC



Graphe 1
ÉCHANGES ENTRE QUATRE GRANDES CATÉGORIES DE TERRITOIRE EN FRANCE ENTRE 1982 ET 1990

Pas d'enfrichement, une déprise agricole nette limitée et surtout destinée aux usages « artificialisés »

« Deux catégories présentent un solde d'évolution net négatif : les sols agricoles et les sols « sans usage ». Pour ces derniers, la diminution a représenté en moyenne 14 000 ha/an soit, pour l'ensemble de la période 1982-1990, un peu plus de 2 % de la surface qu'ils occupaient en 1982. Ceci est le résultat d'une légère augmentation de la surface des friches d'un peu plus de 5 000 ha/an et d'une forte diminution de la surface des landes de plus de 18 000 ha/an, les autres sols « sans usage » restant stables.

Il n'y a donc pas eu « d'enfrichement » au cours des années 1980. On peut même considérer que jamais, depuis des décennies, l'importance des sols inutilisés n'a été aussi faible. C'est notamment le cas des landes et friches dont la surface était estimée à plus de 5,5 millions d'ha en 1950, 3 millions d'ha en 1970

et qui ne couvrent plus aujourd'hui que 2,5 millions d'ha. Il est vrai cependant que la présomption d'usage ne peut pas toujours se déduire de l'aspect physique : l'essentiel de la réduction des surfaces en landes s'étant réalisé vers des sols boisés, il est possible que l'on soit parfois en présence de « friches boisées », c'est-à-dire de sols appartenant statistiquement à la catégorie des sols boisés, mais correspondant plutôt économiquement à un non-usage.

Les statistiques enregistrent un développement des friches, alors que les surfaces de landes y progressent peu ou diminuent. On a vu que dans de nombreux cas une proportion importante des friches, état transitoire, était destinée à l'artificialisation. Dans les autres régions, les sols « sans usage » restent stables (Nord, Nord-Est) ou se réduisent (Corrèze, Sud du Massif Central, Languedoc, Sud des Alpes), du fait essentiellement d'une forte diminution des surfaces en landes. »

Rappelons que ce constat est national, il est donc compréhensible que l'artificialisation des sols soit ici mise en évidence, nous verrons que dans les cantons ruraux qui font l'objet de l'étude de cas, l'artificialisation est négligeable.

Cependant, il est important de noter que les sols « sans usage » n'ont jamais été aussi peu nombreux, et ceci car ils sont rapidement boisés et comptabilisés dans cette catégorie d'utilisation du sol.

LES ÉVOLUTIONS DES ESPACES BOISÉS

Des évolutions différenciées selon les types de formations boisées

« L'extension nette de 10 000 ha/an de l'ensemble des surfaces boisées au cours de la période 1982-1990 correspond à des évolutions contrastées selon les catégories de sols boisés. On constate ainsi une progression de 26 000 ha/an des bois et forêts proprement dits et des peupleraies (dont 6 000 ha/an depuis les bosquets et arbres épars), soit, sur l'ensemble de la période, 1,5 % de la surface initiale. Inversement les surfaces de bosquets et arbres épars ont diminué de 16 000 ha/an, soit au total 12 % de leur surface initiale.

La déprise brute de ces petites surfaces boisées a été de 43 000 ha/an, essentiellement destinée aux sols agricoles (18 000 ha/an ; soit 40 % de la diminution brute totale) et aux bois et forêts (16 000 ha/an). Pour une large part, il s'agit alors de déboisements de surfaces peu protégées par la législation sur le défrichement, en liaison probablement avec des opérations de remembrement. Leur diminution est ainsi importante dans les régions bocagères de l'Ouest ainsi que dans certains

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC

départements du Sud-Ouest.

L'emprise nouvelle des bosquets et arbres épars s'est élevée à 27 000 ha/an dont 10 000 ha/an à partir de bois et forêts et 10 000 ha/an à partir de sols agricoles. Le solde des échanges entre bosquets et sols agricoles s'établit ainsi à un déboisement de 8 000 ha/an. Cela explique le transfert net de l'ensemble des sols boisés aux sols agricoles de 5 000 ha/an précédemment constaté. Pour les bois et forêts, le bilan des échanges avec les sols agricoles montre au contraire un boisement de 3 000 ha/an. »

Au niveau national, la remise en culture de terrains boisés est assez conséquente. Généralement, ce phénomène est « régionalisé » et se produit surtout dans les grandes zones de cultures où les terrains sont fertiles et où la pression foncière de la part des agriculteurs est élevée. Le deuxième phénomène qui est celui des boisements de terres agricoles se produit essentiellement en zone de moyenne montagne, où les terrains sont abandonnés par l'agriculture, car ils sont difficiles à exploiter, c'est ce que nous verrons par la suite.

Un ralentissement et une relocalisation de l'extension forestière

« L'extension nette des bois et forêts et des peupleraies sur sols non boisés a donc été de 20 000 ha/an au cours de la période 1982-1990. Cette évolution poursuit la tendance historique d'augmentation des surfaces boisées que l'on constate depuis le milieu, voire le début, du XIXe siècle. Toutefois, le processus semble s'être ralenti par rapport aux périodes précédentes : l'accroissement des surfaces forestières pouvait être évalué à environ 75 000 ha/an au cours de la période 1950-1970. Cette diminution du rythme d'extension de la forêt tient probablement à deux causes principales :

- la diminution notable des landes et friches sur lesquelles s'effectuait majoritairement le boisement, les surfaces d'extension potentielle de la forêt se trouvant ainsi réduites ;
- l'évolution de la politique forestière qui s'est infléchie à partir des années 1970 vers l'amélioration des surfaces boisées existantes et l'intensification de leur gestion.

L'évolution des surfaces d'extension forestière mises en boisement avec l'aide du Fonds forestier national illustre cette évolution.

D'un flux de boisement FFN d'extension de l'ordre de 30 000 ha/an dans les années 1960, on est passé à 20 000 ha/an dans les années 1970 et à moins de

10 000 ha/an dans les années 1980 (5 000 ha/an entre 1985 et 1987). La part des boisements d'extension forestière (extension proprement dite et boisements « hors forêt ») dans le boisement total FFN s'est simultanément réduite de façon importante, passant de 50 % dans les années 1960 à 25 % en 1985-1987. L'évolution des conditions d'attribution des aides (notamment en terme de surface minimale requise), l'élargissement des domaines aidés (équipement, exploitation) ainsi que la baisse importante des prix des bois au cours des années 1980 contribuent certainement à expliquer la diminution de l'emprise nouvelle des bois et forêts. Enfin, une modification de comportement des acteurs marquée par une plus forte préférence pour le présent dans la période récente peut aussi expliquer cette évolution.

Cette diminution du rythme de l'extension forestière est en outre associée à sa relocalisation. Les années 1950-1960 avaient été marquées par un accroissement important des surfaces boisées essentiellement dans le Massif Central et sa périphérie. C'était par exemple l'époque des « reboisements en timbre poste » en Auvergne et Limousin. Dans la dernière décennie, l'extension de la forêt s'est poursuivie dans le Sud du Massif Central, mais paraît s'être déplacée vers le Centre et l'Ouest. Certains départements méditerranéens enregistrent également un fort accroissement des surfaces boisées. Inversement, on constate une réduction des surfaces boisées dans quelques départements du Sud-Ouest et du Nord-Est (souvent ceux où la SAU progresse). »

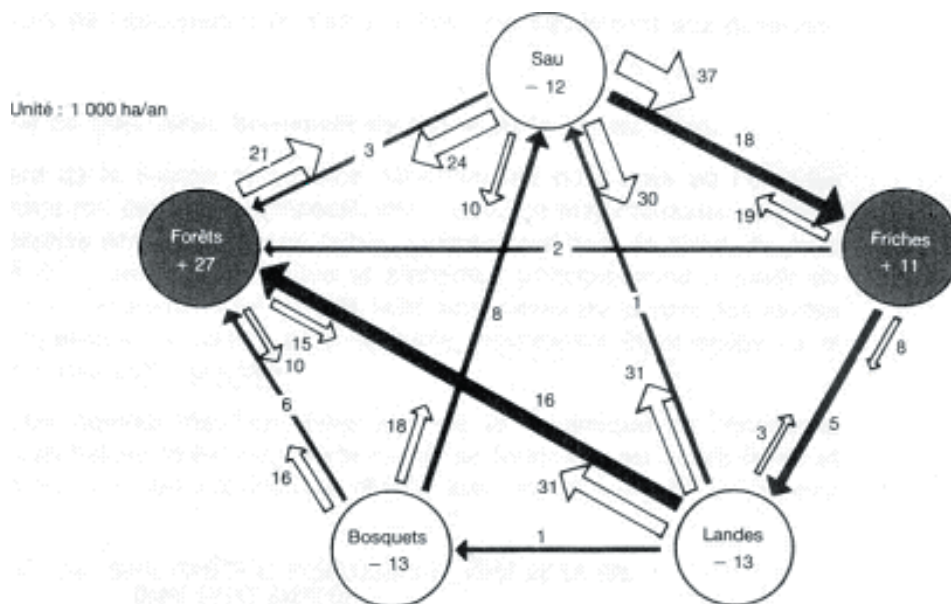
Comme nous l'avons indiqué au début de ce rapport, les aides délivrées par le FFN ont entraîné un boisement massif dans les années 1960 et 1970. Les mutations qu'ont connu les départements du Massif Central se sont reproduites dans d'autres secteurs, mais elles n'ont pas pour autant cessé dans leur secteur d'origine.

La forêt progresse surtout sur des sols sans usage

« C'est principalement par rapport aux sols « sans usage » (20 000 ha/an) et notamment aux landes (16 000 ha/an) que les surfaces forestières ont progressé entre 1982 et 1990. Elles se sont également accrues, mais de façon nettement moins importante, à partir de sols agricoles : environ 3 000 ha/an (cf. graphe 2, ci-dessous). Par contre, les bois et forêts ont été amputés d'environ 3 000 ha/an au profit des sols artificialisés. »

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC



Graph 2
ÉCHANGES ENTRE CINQ CATÉGORIES DE SOLS RURAUX DE 1982 À 1990

Hors échanges avec les sols artificialisés et les autres sols sans usage. Source: SCEES (TERUTI).

« Tout se passe comme si l'essentiel de l'extension nette de la forêt s'effectuait à partir de sols, de très faible valeur et de rente presque nulle, abandonnés depuis assez longtemps par l'agriculture. Le boisement, correspondant plutôt à des zones d'élevage extensif, serait principalement l'aboutissement d'une séquence SAU-friches-landes (le boisement direct de friches ne représentant que 2 000 ha/an) ou SAU-landes. »

Le boisement de la SAU représente 3 000 ha/an, cette surface paraît relativement faible mais lorsque l'on s'intéresse aux transferts de la SAU vers les sols « sans usage », il apparaît que le boisement des terres agricoles est le fruit d'un long processus, passant par d'autres états (friche, lande).

Un boisement de terres agricoles portant essentiellement sur les prairies et les pâturages extensifs

« Les 24 000 ha/an d'emprise des bois, forêts et peupleraies sur les sols agricoles ont essentiellement concerné, entre 1982 et 1990, des prairies et des parcours. La progression des peupleraies s'est faite sur des prairies (67 % de l'extension des peupleraies), celle des bois et forêts sur des parcours (37 %) et des prairies (33 %). Le boisement de terres labourables est faible, ne représentant qu'environ 3 000 ha/an soit 16 % de l'emprise des bois et forêts sur sols agricoles. Enfin, l'extension des forêts sur les cultures permanentes est pratiquement inexistante. Inversement c'est principalement vers les terres labourables et les cultures permanentes que s'effectuent les déboisements. »

Le boisement direct de terres agricoles a donc surtout concerné des sols dont la rente agricole est faible. C'est le cas des parcours, dont l'aspect est d'ailleurs peu différent de celui des landes, et des prairies. La valeur de celles-ci baisse régulièrement depuis une vingtaine d'années relativement au prix des terres labourables, ce qui explique leur retournement ou leur boisement, la mise en place des quotas laitiers en 1984 accentuant le mouvement. »

Nous avons ici deux constats importants :

- ce sont les zones d'élevage qui sont principalement boisées étant donné la faible rente des terrains,
- de plus, le boisement de ces zones s'est amplifié à cause des mesures mises en œuvre par la PAC.

Les accrus : principale modalité d'emprise de la forêt

« Le passage d'un sol à la « forêt », au sens statistique du terme, peut résulter d'un boisement artificiel ou, dans la plupart des conditions de sols et de climat françaises, d'un envahissement naturel progressif. À partir de landes ou de parcours les deux modalités peuvent a priori exister. Sur d'autres sols agricoles et sur la période de 8 ans considérée, la constitution d'un état boisé ne semble pouvoir provenir que d'un boisement artificiel. »

Faute de données statistiques adéquates, il est difficile de quantifier ces deux modalités d'extension. On remarque cependant que l'emprise nouvelle des bois, forêts et peupleraies représente, d'après TERUTI, 63 000 ha/an et que, sur la même période, les surfaces d'extension forestière boisées avec l'aide du FFN

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC

sont de 10 000 ha/an, soit 16 % de l'emprise nouvelle de la forêt. Certes le FFN n'est pas la seule source de financement des boisements, mais les autres possibilités (autres aides publiques, fonds propres) ne permettent vraisemblablement pas d'expliquer un tel écart. Force est alors d'admettre qu'une large part de l'emprise forestière résulte d'un envahissement naturel de sols laissés sans usage. Les résultats de l'Inventaire forestier national sur 40 départements, pour lesquels on dispose de deux cycles à environ 10 ans d'intervalle et des surfaces par classe d'âge des boisements artificiels, tendent à confirmer ce point de vue. »

Le FFN a été le principal moteur du boisement au niveau national, mais la forêt s'est aussi développée à la suite d'un non-usage des sols, qui ont évolué en friche puis en boisement spontané.

Voyons maintenant les raisons qui motivent les propriétaires fonciers, seuls décideurs de l'affectation des sols qu'ils possèdent, à boiser leurs terrains.

« La compréhension de ces diverses transformations de l'utilisation de l'espace rural, et notamment des relations entre espace agricole et espace boisé, passe par l'analyse des logiques économiques qui les sous-tendent dont on peut donner ici quelques points de repère.

On considère d'abord que, de façon générale, l'usage auquel est affecté un sol (agricole, forestier, résidentiel, industriel, ...) relève de la décision prise par son propriétaire, privé ou public, sous un ensemble de contraintes juridiques ou réglementaires, économiques et sociales. C'est a fortiori le cas de l'usage forestier en raison surtout du fort éloignement de l'horizon de production qui est le plus souvent intergénérationnel. La question du boisement de terres agricoles est donc essentiellement un problème de propriétaires fonciers. Les terres agricoles étant presque exclusivement de propriété privée, c'est principalement dans le cadre de l'économie des ménages qu'elle doit être raisonnée.

Les mécanismes expliquant le passage, artificiel ou naturel, d'un sol agricole à un sol boisé traduisent ainsi les comportements de gestion des patrimoines fonciers non bâtis. Ces comportements s'insèrent évidemment dans la globalité de l'activité économique et sociale des ménages propriétaires. Ils doivent donc être étudiés dans le contexte des différentes utilisations possibles de l'ensemble des ressources du ménage compte tenu des contraintes qu'il rencontre et non en isolant le seul actif foncier pour lequel on rechercherait la meilleure valorisation. Par exemple, l'usage agricole d'un sol mobilise de la terre, du capital (en moyenne 10 000 F/ha de capital d'exploitation propre) et du travail (en moyenne 1

personne/an pour 34 ha). L'usage boisé utilise la même quantité de terre mais n'exige pas autant, en proportion plus ou moins élevée, de travail et de capital. Des possibilités d'affectation de ces deux ressources, et des revenus qui en découlent, dépendra alors le choix de l'usage du sol en fonction des besoins et des objectifs du ménage dans le cadre de son cycle de vie.

Pour les ménages agricoles, l'activité professionnelle génératrice de revenus agricoles résulte de la combinaison de terre, de capital et de travail. À système de production donné, une libération de la terre pour d'autres usages que l'agriculture peut intervenir au niveau microéconomique :

- lorsqu'une autre affectation du travail et/ou du capital peut procurer des revenus nets supérieurs à ceux de l'activité agricole sur l'horizon économique du ménage ;
- lorsque se produit une disproportion entre facteurs de production se traduisant par des terres en excédent par rapport au travail disponible. »

Les propriétaires fonciers maîtrisent l'affectation des terrains, mais la choisissent en fonction de leurs intérêts et de ce qui leur est possible de gérer. L'évolution de l'occupation des sols ne tient donc pas qu'au bon vouloir des ménages, mais à ce qu'imposent (ou proposent) les politiques sectorielles. L'activité agricole et les politiques qui la régissent, ainsi que la rentabilité de la sylviculture sont donc à l'origine du boisement des terrains, ce sont donc les variables sur lesquelles il faut jouer pour maîtriser ce phénomène.

Un second phénomène entre en compte, c'est celui des besoins des agriculteurs au cours de leur vie.

« Dans une première phase de la vie active agricole (de l'installation jusqu'à vers 50 ans), la libération de terres par un exploitant en place est assez rare. Hormis les cas de « fausse installation », elle suppose en effet une mobilité professionnelle, totale ou partielle, dont le coût (direct et indirect) est élevé et les possibilités souvent faibles. Seuls demeurent des cas particuliers d'excédent de terre par rapport aux autres moyens de production (consécutivement à un héritage par exemple).

Dans une deuxième période de la vie active (à partir de 50 ans environ), les besoins du ménage et la force de travail diminuent. S'il n'y a pas de succession, une partie des terres et une fraction du capital d'exploitation sont disponibles pour d'autres usages, sans alternative pour l'affectation du travail.

Enfin, lors de la retraite de l'exploitant (60 ans aujourd'hui en règle générale),

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC

l'ensemble des terres et du capital d'exploitation sont libérés. Ce cas constitue évidemment la principale modalité de libération de terres par l'activité agricole. Ainsi, entre 1979 et 1983, 3 millions d'hectares ont été libérés, dont 57 % par disparition de l'exploitation et 43 % par réduction de la SAU d'exploitations pérennes. Dans 70 à 90 % des cas, ces libérations proviennent d'exploitations dont le chef était âgé de plus de 55 ans. Dans le même temps, 2,5 millions d'hectares ont été transmis (70 % par des exploitants de plus de 55 ans). »

Lorsque les terrains sont libérés, il existe plusieurs cas de figure : ils peuvent être repris par un autre agriculteur, ils peuvent être boisés artificiellement, ou, si personne ne trouve d'intérêt à les exploiter, ils peuvent s'enfricher.

« Au niveau macro-économique, les terres ainsi libérées par les exploitants sont généralement reprises par l'agriculture : installation d'un jeune (principalement reprise familiale), agrandissement d'une exploitation existante. Elles sont pour cela transmises, ou offertes sur les marchés fonciers agricoles (vente ou location). Dans ce cas, l'ajustement d'une offre, généralement démographique et donc peu sensible au prix, et d'une demande en diminution conduit à des baisses des prix de vente ou de location. À partir d'un certain niveau, la plantation forestière peut constituer une opportunité intéressante pour le ménage propriétaire.

Par ailleurs, face à des capacités données d'absorption des marchés de produits agricoles et pour un état donné des techniques et des systèmes de production, il peut exister un excédent structurel d'offre de terres agricoles sur la demande. Les plus mauvaises ne trouvent alors pas preneur quel que soit leur prix. On est en présence d'une déprise agricole que l'instauration de quotas de production et les coûts de transaction et de restructuration foncière limitant l'extensification viennent conforter. Elle peut conduire soit au boisement du sol par plantation, soit à un enfrichement suivi, à terme, d'un boisement naturel si l'abandon se prolonge. Le niveau d'information des propriétaires, les budgets d'aide publique disponibles, les conditions de productivité forestière et/ou les rendements des placements alternatifs contribuent à expliquer ces deux modalités, en particulier celle qui constitue un paradoxe pour l'économie : l'accru forestier qui résulte d'un non-usage durable de terre.

Des imperfections des marchés fonciers agricoles, liées surtout à l'inertie de propriétaires différant dans le temps la décision de vente, de location ou de boisement compte tenu de sa quasi-irréversibilité et dans l'espoir d'une meilleure valorisation ultérieure, peuvent également expliquer un enfrichement de certaines terres.

Les mesures forestières d'accompagnement de la réforme actuelle de la PAC, et notamment l'instauration des primes annuelles au boisement des terres agricoles, peuvent modifier sensiblement les comportements. Même si leur impact semble pour le moment limité, elles constituent cependant un changement important dans la problématique du reboisement : à une logique exclusivement patrimoniale vient se substituer, du fait de la prime annuelle, une logique combinant revenus et placement. Lorsque les modalités de cette prime (montant, durée, ...) seront stabilisées, ses conséquences sur l'extension forestière pourraient être notables. »

Il est ici clairement indiqué que la PBTA est considérée comme un palliatif à l'enfrichement. Le but est de modifier la logique classique de boisement qui est de fournir une rente à long terme (souvent intergénérationnelle), en une rente annuelle. Ceci est censé motiver les propriétaires réticents à l'idée de constituer un patrimoine dont ils ne profiteront pas directement. Dans la suite de ce rapport, nous vérifierons l'impact de cette mesure.

« L'estimation de ces effets doit se faire dans le cadre du programme global et intertemporel du ménage que nous avons évoqué précédemment et en tenant compte des autres mesures d'accompagnement de la réforme de la PAC pouvant entrer en concurrence avec le boisement (prime à l'extensification par exemple). Une première modélisation économique de cette question a été faite sur la base d'un programme de transmission père-fils donnant le choix de l'activité professionnelle du fils (agricole ou salariée). Avec des valeurs moyennes nationales des paramètres, la maximisation sous contraintes du revenu intertemporel aboutit au choix d'une activité salariée associée au placement du capital en actifs financiers et à l'abandon des terres, apportant ainsi une justification économique à l'accru. L'étude de sensibilité du modèle aux variations des paramètres montre en outre que :

- une augmentation du revenu agricole de 8 % (2 600 F/ha) entraîne le choix d'une double activité (agriculture + salariat) avec plantation forestière (au-delà de 12 %, choix de l'activité agricole à plein temps) ;
- une baisse du taux d'actualisation (et du taux de rendement des actifs financiers) entraîne une double activité et la plantation forestière pour des revenus agricoles compris entre 2 000 et 2 800 F/ha (effet incitatif de la prime annuelle au boisement) ;
- le modèle est assez peu sensible à la valeur des paramètres forestiers ;
- une modification du régime de la prime au boisement peut avoir des conséquen-

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC

ces importantes. Avec les paramètres moyens, en particulier de revenu agricole, la prime au boisement instaurée par le régime de décembre 1991 ne semble pas assez incitative pour modifier la solution du modèle. Par contre, un accroissement de cette prime (+ 50 %, soit 1 500 F/ha/an) entraînerait un mouvement important de boisement, en particulier d'essences à cycle long qui bénéficient de l'aide pendant 10 ou 15 ans.

Encore exploratoire, l'amélioration de ce modèle devrait permettre d'analyser plus précisément les conséquences de la réforme de la PAC sur le boisement des terres agricoles. »

Les incohérences de la PAC sont ici dénoncées, en particulier les contradictions entre les différentes aides offertes, certaines visant à conserver des espaces agricoles, et d'autres incitant au boisement.

La PBTA a été modifiée en 1995, permettant d'attribuer annuellement 240€, soit plus de 1 500 F, par hectare aux propriétaires agriculteurs. La durée de l'attribution de la prime a elle aussi été révisée en fonction de l'essence plantée. L'hypothèse qu'ont fait les auteurs (J. CAVAILHES Station d'Économie et Sociologie rurales de Dijon - INRA ENSAA - 26, boulevard Docteur Petitjean 21000 DIJON et D. NORMANDIN Station d'Économie et Sociologie rurales de Nancy - INRA ENGREF - 14, rue Girardet 54042 NANCY CEDEX) sur l'efficacité de cette mesure n'a pas encore été vérifiée, c'est un des objectifs de ce mémoire.



Photographie des transitions entre les parcelles agricoles et les parcelles forestières à Cherier, depuis la route départementale 53.
Auteur : Célia Ponson.

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

L'Europe et la forêt

La deuxième référence est issue des dossiers du Parlement européen, et tirée de l'article : L'Europe et la forêt (étude réalisée par le groupement EUROFOR coordonné par l'Office National des Forêts pour le parlement européen), révisé le 1er septembre 1996, http://www.europarl.eu.int/workingpapers/agri/default_fr.htm

L'ÉVOLUTION DES TERRES AGRICOLES

« Entre 1973 et 1988, environ 9 millions d'ha de terres ont été abandonnés par l'agriculture. La recherche d'une utilité sociale nouvelle pour ces territoires est un enjeu majeur pour stopper le «déclin rural». Le premier remède à ce déclin est la sauvegarde du potentiel agricole, le plus étendu possible, afin de maintenir le maximum d'emplois agricoles. Certains prônent une orientation de l'agriculture vers des productions non alimentaires tels que «le pétrole vert». Des freins économiques restent encore très serrés, mais des technologies sont disponibles et peuvent être développées. Pour d'autres, la mise en oeuvre de modèles de production extensifs est une solution qui permet d'utiliser le maximum d'espace tout en limitant les volumes de production. L'opinion publique est très favorable à la limitation de l'intensification agricole, génératrice de nuisances, et à des mesures qui pourraient favoriser une extensification plus respectueuse de la qualité de l'environnement des paysages. Mais le niveau des charges fixes de production limite cette extensification.

Les sociétés urbanisées expriment de plus en plus une demande de loisirs de plein air, de nature, de paysage, d'espace rural humanisé et entretenu. Après le rôle nutritionnel de l'agriculture, on voit se dessiner les termes d'un nouveau contrat entre la société et les gestionnaires de son espace rural que sont les agriculteurs. L'Union européenne a bien compris cet irremplaçable rôle d'entretien du territoire assuré par une activité agricole. Cette idée de rémunération d'un service environnemental à des agriculteurs s'exprime dans deux textes.

La Directive no75/268/CEE avait institué des mesures de soutien en faveur des zones agricoles difficiles affectées de handicaps naturels afin de limiter leur abandon : montagnes et zones défavorisées où le maintien de l'agriculture est nécessaire à l'environnement.

Le Règlement (CEE) no2078/92 permet, à l'intérieur de zones d'intérêt paysager délimitées, d'indemniser des agriculteurs mettant en oeuvre des pratiques traditionnelles «douces» contribuant à assurer la conservation de patrimoines bâtis, naturels ou paysagers.

Par ailleurs, dans les régions où la pression humaine est forte, la demande de

mise en réserve de terres disponibles est vive : parcs naturels, réserves biologiques assurant la conservation de la flore et de la faune et le maintien de la biodiversité. La prise en charge financière de leur gestion, onéreuse, se pose alors avec acuité. Des activités touristiques (parcs de loisirs, golfs) sont également consommatrices d'espaces. Des terres peuvent aussi être affectées à des élevages de gibier (vision, repeuplement, viande) ou constituer des territoires de chasse. Mais ces réalisations exigent des superficies importantes et passent par des opérations longues et difficiles de regroupement foncier et d'association de propriétaires. »

L'abandon des terres agricoles apparaît ici comme inéluctable, de nouvelles utilisations de ces terrains sont donc proposées. L'approche très globale et multi-sectorielle de ce texte nous permet d'envisager des activités originales pour les terrains délaissés.

La rémunération des « services » qu'apporte l'agriculture au niveau environnemental et paysager est encore peu disponible et réservée à certaines zones. Si des efforts sont faits pour diffuser ce mode de faire-valoir, il y aurait certainement moins de terrains inutilisés, et la question de la réaffectation ne se poserait plus.

Le boisement comme solution à la déprise ?

« Toutes ces utilisations alternatives des terres libérées ne manquent pas d'intérêt ; en la matière, il faut faire «feu de tout bois» ! Cependant, elles ne sont pas en mesure d'occuper des surfaces en rapport avec la dimension de ce problème de la déprise agricole, estimé de 6 à 16 millions d'ha sous dix ans. De toute évidence, l'utilisation forestière apparaît comme une solution séduisante et prometteuse, d'autant plus qu'au regard de toutes les utilisations précédentes, l'espace planté intègre des activités récréatives (promenade, chasse) et peut cumuler les fonctions économiques, écologiques et paysagères qui sont recherchées. D'ailleurs, la reforestation de terres que l'agriculture abandonne n'est pas une nouveauté ; en France, pendant 40 ans, les réalisations importantes du Fonds Forestier National ont suivi le repli agricole dans les régions les moins productives ; de même l'Irlande, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal et d'autres ont largement favorisé le transfert de terres à la forêt, en faisant bénéficier les boisements de concours financiers ou d'avantages fiscaux. Mais sur la période 1973-1988, le boisement volontaire n'a concerné en Europe que 240 000 ha, soit moins de 3 % des terres agricoles libérées pendant la même période. »

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

L'Europe et la forêt

Il est mis en évidence que la déprise agricole touche une surface très importante, que les utilisations « sociales » ne suffisent pas à occuper. L'exploitation forestière est donc une opportunité économique intéressante, surtout si on considère le déficit en bois de l'Europe.

« Entre 1973 et 1988, environ 9 millions d'ha de terres ont été abandonnées par l'agriculture et l'évolution technique et économique va amplifier ce phénomène (6 à 16 millions d'ha supplémentaires dans l'avenir). Parmi toutes les solutions envisagées pour stopper ce « déclin rural » (orientation de l'agriculture vers des productions non alimentaires comme le pétrole vert, mise en oeuvre de modèles de production plus extensifs ...), le boisement des terres délaissées semble être une solution séduisante et prometteuse. Le transfert des terres à la forêt n'est d'ailleurs pas un phénomène nouveau dans son principe : en France, en Irlande, au Royaume-Uni et au Portugal notamment, des aides au boisement ou des avantages fiscaux l'ont largement favorisé. Mais ces aides ont eu une portée modérée puisque moins de 3 % des terres libérées en ont effectivement bénéficié pendant la période 1973- 1988. Pour que le boisement des terres agricoles délaissées tienne véritablement ses promesses, il faut qu'une politique en sa faveur s'inscrive dans la durée, s'intègre convenablement à l'ensemble du monde rural et soit accompagnée de mesures globales en faveur de la filière bois.

Sur le plan des fonctions d'intérêt général : dans un espace européen qui s'urbanise et s'industrialise fortement, les services d'intérêt général que rend la forêt prennent une grande importance : influence bénéfique sur le climat et réduction de l'effet de serre, protection des sols et de la ressource en eau, conservation de la faune et de la flore, espace vert pour le paysage et les activités de plein air... Bien que réels, ces services ne sont pas rétribués. Les opinions publiques devraient soutenir une telle politique, sous réserve d'être bien informées sur la capacité de la forêt à répondre aux exigences d'ordre écologique, exigences qui sont de plus en plus fortes.

Sur le plan de l'aménagement rural : la forêt peut contribuer efficacement au développement de zones rurales défavorisées ou en perte de vitesse. Si l'Union européenne finance déjà des actions dans ce sens, elles se limitent malheureusement à des zones correspondant aux objectifs 1) et 5b) définis dans le cadre de la réforme des fonds socio-structurels, ce qui exclut souvent des massifs fo-

restiers importants. Par ailleurs, une telle politique doit inclure des actions de formation (travaux sylvicoles, gestion de petites entreprises forestières) pour maintenir des hommes compétents sur le terrain. L'application de cette politique doit aussi prendre des formes adaptées à la participation de certains agriculteurs à ces boisements. Ainsi, les cultures d'arbres, plus proches des techniques agricoles, pourraient être encouragées. Elles méritent des efforts particuliers en matière de recherche et de développement. Enfin, une politique vigoureuse de restructuration foncière globale doit être initiée pour éviter que l'abandon des terres, très progressif, ne conduise à un morcellement de l'espace.

Sur le plan économique : le déficit net actuel de l'Union européenne en bois, sciages, pâtes et papiers représente plus de 100 millions de m³. Un accroissement de la surface boisée européenne peut contribuer à diminuer ce déficit. Mais les délais de production sont tels que l'amélioration ne sera pas sensible avant 30 à 50 ans et il faudra d'autre part soutenir cet effort de boisement pendant 20 ans au moins. Faute de pouvoir connaître les produits qui seront recherchés dans 50 ans, il faut que ces boisements aient pour objectif une production de qualité. Le traitement en futaie et la production de bois d'oeuvre seront privilégiés plutôt que les taillis à courte révolution qui peuvent être d'une rentabilité incertaine (sauf exception, au Portugal notamment) et d'un impact paysager critiquable. L'objectif devrait donc être de créer une forêt gérable de façon compétitive, en évitant les plantations dispersées ou trop petites, en favorisant les programmes d'équipement en desserte et en tenant compte des contraintes imposées par la mécanisation (densités de plantation). Les aides actuelles de l'Union tiennent déjà compte de ces impératifs en finançant des travaux de voirie forestière ou d'entretien des boisements et en privilégiant, par des aides plus élevées, les boisements feuillus par rapport aux boisements résineux et en eucalyptus.

Cette politique en faveur du boisement des terres agricoles doit aussi être accompagnée d'une politique en faveur de la filière bois : le soutien de l'exploitation forestière et des industries de transformation est indispensable. Une filière bois dynamique et concurrentielle est en effet un argument déterminant pour inciter au boisement des terres agricoles.

Dans les douze pays de l'Union européenne, des exigences de compétitivité excluent des terres marginales (faible productivité naturelle, accès difficile, relief ...), tandis qu'une forte intensification agricole génère des excédents de production. La gestion de plus en plus coûteuse de ces excédents est devenue un problème majeur de l'Union européenne qui dispose de 250 millions d'ha de terres arables,

Références bibliographiques sélectionnées pour la présentation du travail de recherche

L'Europe et la forêt

soit la moitié du potentiel agricole de l'ensemble du continent européen. La politique agricole commune de l'Union européenne ayant brillamment réalisé son objectif initial d'autosuffisance alimentaire, elle en est arrivée à des mesures de réduction de ses productions agricoles excédentaires : institution de quotas pour limiter les volumes produits, abaissement des prix pour décourager les producteurs, indemnités pour rémunérer les mises en jachère. Aujourd'hui, elle est à la recherche d'utilisations alternatives des terres agricoles ainsi libérées et envisage notamment l'extensification de certaines productions, la protection de l'environnement (écologie, paysage), la production sylvicole. »

Les atouts du boisement sont ici présentés à l'échelle européenne. Le boisement des surfaces délaissées par l'agriculture est, dans ce contexte, une opportunité à saisir car elle présente de nombreux avantages écologiques, structurels et économiques. Mais en considérant l'échelle locale, il apparaît que les terres libérées sont concentrées dans les zones de moyenne montagne, là où le taux de boisement est déjà important. Les aspects écologiques et paysagers sont donc appréhendés différemment, puisque le risque est l'homogénéisation de ces territoires. Nous allons nous attacher à montrer les effets du boisement des terres agricoles à l'échelle locale, à l'aide des cas d'études présentés à la suite.



Photographie d'une éclaircie par abattage mécanique à Cherier.
Auteur : Célia Ponson.

Cas d'étude

Critères de sélection

Il est nécessaire de définir des critères pour sélectionner les cas d'étude, l'objectif étant de comparer deux territoires avec les mêmes caractéristiques physiques et des modes de gestion différents.

Le premier cas d'étude a été choisi avec l'aide de M. Barnerias, technicien à la DDAF de la Loire dans le secteur des Monts de la Madeleine. D'après lui, la zone qui a été la plus touchée par le boisement des terres agricoles est le canton de St-Just-en-Chevalet. Le département a appliqué la Prime au Boisement des Terres Agricoles jusqu'à la fin des années 90, nous allons étudier ses effets sur le territoire cantonal.

Le cas du Parc Naturel Régional Livradois-Forez est proche du premier cas d'étude géographiquement et aussi au niveau de la morphologie du territoire, du relief, de la progression du boisement, les données naturelles, de terrain sont quasiment identiques. Par contre, il diffère dans l'aspect politique et administratif : il est situé dans un autre département, une autre région, il fait partie du périmètre d'un PNR. Le PNR Livradois-Forez met en œuvre depuis 1998 une politique de « remise en culture de boisements gênants pour la qualité du territoire ». L'outil utilisé pour la concrétiser est une aide qui concerne deux actions : la coupe et le dessouchage. Cette initiative est propre aux communes du PNR ayant une réglementation des boisements. Il serait intéressant de comparer l'évolution du territoire de part et d'autre du périmètre PNR.

Ce tableau indique les critères de sélection des cas d'étude, et définit les variables à tester :

Objectif de la comparaison

L'appellation « Les Monts du Forez » est attribuée à une région forestière qui s'étend sur 2 départements : la Loire et le Puy-de-Dôme. C'est une zone de moyenne montagne où l'enrésinement est très prononcé et va de paire avec la déprise agricole. Nous allons comparer deux cantons limitrophes des Monts du Forez, l'un dans la Loire, l'autre dans le Puy-de-Dôme. L'objectif est de déterminer, dans un premier temps, si deux espaces avec des caractéristiques physiques semblables présentent les mêmes évolutions. Dans un deuxième temps, nous verrons si les modes de gestion appliqués sur ces espaces ont une influence sur leurs évolutions.

Cas d'étude

Points communs / divergences

Variables à tester :

- Progression des boisements
- Influence des politiques publiques

Les Monts de la Madeleine

- Déprise agricole
- Commune classées en zone de montagne
- Paysage assez boisé à l'origine
- Boisement à des fins de production

Application de la PBTA durant une dizaine d'années et ses effets sur le paysage

Le PNR Livradois Forez

- Enrésinement prononcé
- Risque de perte de dynamisme du territoire suite à la fermeture du paysage

Politique du PNR et ses effets sur le paysage

Cas d'étude

Le canton de St-Just-en-Chevalet dans la Loire

Lors des premières recherches portant sur la cause des boisements, nous avons découvert qu'il n'existe pas, dans le département de la Loire, de CTE ni de CAD incitant au boisement. Comme le signale le responsable du service de l'économie agricole, il y a déjà beaucoup de surface boisée dans le département, il serait incohérent d'inciter à planter.

Pourtant, il n'y a pas si longtemps que la prise de conscience a eu lieu. La Prime au Boisement des Terres Agricoles (PBTA) a longtemps été disponible dans le département de la Loire. Cette prime annuelle était destinée à compenser les pertes de revenu découlant du boisement de surfaces agricoles. C'était une aide de l'Etat, cofinancée par la Communauté européenne, dans le cadre des mesures d'accompagnement de la réforme de la PAC. A terme, le boisement devait permettre la diversification des revenus du monde rural.

Les dossiers de demande d'attribution de la PBTA dans le canton de St-Just-en-Chevalet ont été consultés à la DDAF. En voici un récapitulatif.

Ces sept demandes ont été acceptées, le premier dossier par exemple, a fait l'objet de l'Arrêté 94/486 du 22 novembre 1994, il a été contrôlé en 2002, parcelle par parcelle, avec une observation du contrôleur sur la conformité des essences plantées.

Les 10 communes qui composent le canton de St-Just-en-Chevalet :

Champoly,
Chausseterre,
Cherier,
Cremeaux,
Juré,
La Tuilière,
St-Just-en-Chevalet,
St-Marcel-d'Urfé,
St-Priest-la-Prugne,
St-Romain-d'Urfé.

Commune	Exploitant agricole	Montant (en F/ha)	Surface éligible (en ha)	Essences de reboisement (en ha)		
				Douglas	Noyers	Merisiers
St-Martin-la-Sauvété et St-Marcel-d'Urfé	oui	800	4,2	3,7	0,5	
Cremeaux	non	400	6,7	5,35		1,35
Cremeaux	oui	800	1,65	1,65		
La Tuilière	oui	800	3,25	3,09		0,16
Cherier	oui	800	2	1,2		0,8
St-Romain-d'Urfé	non	400	0,9	0,9		
TOTAL			23,15	15,89	0,5	2,31

Tableau 2 : Demandes d'attribution de la PBTA dans le canton de St-Just-en-Chevalet - Source : DDAF de la Loire

Cas d'étude

Le canton de St-Rémy-sur-Durolle dans le Puy-de-Dôme

Tandis que les boisements étaient encore encouragés dans le département de la Loire, les acteurs à l'origine de la création du PNR Livradois-Forez avaient déjà contacté la DDAF du Puy-de-Dôme pour mettre fin à l'application de la PBTA. En effet, la gêne due à la progression des forêts sur le territoire s'est faite ressentir plus tôt dans ce secteur.

Le PNR a mis en œuvre plusieurs types d'outils, réglementaires et incitatifs, afin de réduire la croissance des surfaces forestières, voire d'en inverser la tendance. Au niveau de la gestion foncière, des OGAF ont été créés pour permettre de mieux gérer l'occupation du sol.

Origines du problème et prise de conscience préalable à la création du PNR

Le Livradois-Forez est situé à l'est de l'Auvergne, à cheval sur deux départements : le Puy de Dôme et la Haute Loire. Un des objectifs principaux du Parc est de maintenir et offrir des paysages ouverts. Un des problèmes majeurs que rencontre ce territoire est la progression des forêts ; le taux de boisement moyen sur les 180 communes du parc est de 40%. Suite à la déprise agricole de la fin du 19ème siècle, de nombreux propriétaires n'exploitant plus leurs parcelles ou ne trouvant plus de repreneurs ont pris le parti de planter des résineux pour se constituer un capital. Ces boisements ont été encouragés par les pouvoirs publics dès les années 50 : à partir d'une surface d'un demi hectare, les plants d'épicéas étaient fournis gratuitement et les propriétaires bénéficiaient d'une exonération d'impôts pendant 30 ans. Au fil des générations et des successions les parcelles se morcellent de plus en plus conduisant à des boisements anarchiques « en timbres poste ».

Dans les années 75-80, une prise de conscience de ce problème conduit les autorités à mettre en place une Réglementation Boisement (trois zones sont définies : celles où le boisement est libre, celles où il est réglementé et enfin celles où il est interdit). Cette nouvelle disposition a permis de figer la situation, mais en aucun cas de revenir en arrière.

A partir des années 90, les nuisances, dues en particulier à la hauteur des peuplements atteignant la maturité, ont entraîné une prise de conscience des élus et des populations locales du problème que constitue la fermeture des espaces. Les collectivités locales se trouvant démunies face à cela ont entamé une démarche auprès du PNR.

Les 8 communes qui composent le canton de St-Rémy-sur-Durolle :

Arconsat,
Celles-sur-Durolle,
Chabreloche,
La Monnerie-Le Montel,
Palladuc,
St-Rémy-sur-Durolle,
St-Victor-Montvianeix,
Viscomtat.

La politique du Parc

L'idée de créer un parc naturel régional en Livradois-Forez est née au début des années 1980, de la volonté des élus locaux de réagir contre le fatalisme du déclin que les observateurs et la plupart des habitants jugeaient irréversible.

En affichant clairement un objectif prioritaire de développement économique et social de son territoire fondé sur ses patrimoines (y compris les patrimoines vivants que constituent la richesse exceptionnelle de ses savoir-faire) et en refusant le discours classique opposant protection de l'environnement et développement, le principe était dès lors de créer un parc original et novateur dont la qualité de l'environnement et des patrimoines devait être le facteur stratégique de son développement.

La Charte du Parc : Un projet pour le Livradois-Forez en trois objectifs majeurs

Le Parc naturel régional Livradois Forez est un grand parc qui regroupe 180 communes et occupe 322 000 hectares sur les deux départements du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire. Ses missions se réfèrent aux trois grands objectifs de la Charte adoptée en 1998 :

- Faire connaître et désirer le Livradois-Forez.
- Offrir des paysages et un environnement de qualité.
- Dynamiser la vie sociale, économique et culturelle.

Cas d'étude

Le canton de St-Rémy-sur-Durolle dans le Puy-de-Dôme

Ses actions se caractérisent par son approche pluridisciplinaire, sa volonté de réunir les acteurs du territoire au sein de réseaux professionnels ou associatifs et d'ouvrir le plus largement possible des espaces d'échange et de coopérations avec d'autres territoires.

Promotion touristique, développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, éducation de tous les publics à l'environnement et aux patrimoines, conservation des milieux naturels, sauvegarde du patrimoine bâti, accès aux pratiques culturelles, valorisation des ressources et des savoir-faire... sont autant de thèmes d'action parmi lesquels le Parc naturel régional Livradois-Forez a montré son savoir faire avec une réussite incontestée.

Outils mis en place pour répondre à l'objectif de maintien des paysages ouverts :

Evolution de la réglementation des boisements :

138 communes ont révisé ou demandé à réviser leur réglementation. Pour demander la mise en place ou la révision de celle-ci, le Conseil Municipal prend une délibération dans ce sens et la transmet à la DDAF qui instruit la procédure et au Conseil Général qui finance l'opération à 100%. Suite au décret du 18/02/1999, le périmètre de boisement interdit est valable 10 ans, au lieu de 6 ans auparavant. Par ailleurs, l'interdiction peut être motivée non plus seulement par des arguments d'ordre agricole, mais aussi par des arguments d'ordre paysager et environnementaux.

La première réglementation intercommunale du Puy de Dôme a été lancée en 1997, une Commission intercommunale d'Aménagement foncier a été constituée, elle concerne 3 communes font l'objet du deuxième cas d'étude : Arconsat, Chabreloche et Viscomtat.

Remise en culture de bois de résineux :

Les aides du Conseil Général du Puy de Dôme pour l'incitation à la coupe sont de 770 à 3355 € / ha. L'aide au dessouchage couvre 50% de la facture et est plafonnée à 915 € / ha. En fonction de la surface, de l'accès, de l'état de la parcelle, le montant des travaux de dessouchage ou de broyage des souches peut varier de 1700 € / ha à plus de 3000 € / ha.

Le Conseil Général de la Haute Loire apporte son aide à une opération expérimentale sur la Communauté de Communes du plateau de la Chaise-Dieu.

Considérant la Loi d'orientation forestière de 2001, le Décret du 12 mars 2003 et l'Arrêté préfectoral du Puy de Dôme du 31 octobre 2003, il est possible d'inclure les boisements en timbre-poste dans la zone de boisements interdits. Ainsi, on peut interdire le reboisement après coupe rase des bois isolés inférieurs à 4 ha, non attenants à un massif forestier de plus de 4 ha.

Résultats :

Entre 1997 (date de mise en œuvre du projet) et 2002, environ 85 dossiers ont été traités par le Parc, ce qui représente une surface de 95 ha de forêt déboisée. A cela s'ajoute 85 ha de forêt et taillis défrichés grâce aux deux OGAF.

Suite à un démarrage assez lent, la mise en œuvre du dispositif s'est ensuite accélérée puisqu'en 2004, 386 ha de bois ont fait l'objet d'une aide à la remise en culture agricole.

Les Communautés de Communes vont maintenant prendre le relais du Parc pour gérer les aides à la remise en culture du Conseil Général du Puy de Dôme.

Voici l'état des lieux de la réglementation des boisements :

	Année	nb de périmètres	Groupement	Ancienne réglementation
Arconsat	2000	3	CC de la Montagne Thiernoise	04-sept-84
Celles-sur-Durolle	2002	3		
Chabreloche	2000	3	CC de la Montagne Thiernoise	01-févr-90
Monnerie-le-Montel (La)	1987	2		
Palladuc	1999	3		
St-Rémy-sur-Durolle	1995	2		
St-Victor-Montvianeix	en cours	3		
Viscomtat	2000	3	CC de la Montagne Thiernoise	25-oct-77

Source : Dossiers réglementation des boisements de la DDAF 63.

Auteur : Célia Ponson

Cas d'étude

Le canton de St-Rémy-sur-Durolle dans le Puy-de-Dôme

Aperçu des Opérations Groupées d'Aménagement Foncier (OGAF) mises en œuvre sur le secteur d'étude :

Sources :

- Arrêté fixant le règlement d'exécution de l'Opération Groupée d'Aménagement Foncier de « la Montagne Thiernoise ». Préfecture du Puy-de-Dôme, Préfet de la Région AUVERGNE, Préfet du Puy-de-Dôme.
- Bilan de clôture de l'O.G.A.F. Gestion de l'Utilisation de l'Espace Rural en Livradois-Forez (GUERLIFO). ADASEA du Puy-de-Dôme, décembre 2003.

Le 20 mars 1992, un comité de pilotage formé pour définir les principaux objectifs de l'étude sur l'occupation de l'espace des 15 communes de la Montagne Thiernoise s'est réuni. Il a notamment rappelé « la difficulté pour les municipalités à faire respecter les réglementations des boisements, alors que 30 à 40 % de la SAU devraient se libérer dans les 5 ans à venir ».

La réflexion, conduite par les différents acteurs locaux (ADASEA, CNASEA, PNR Livradois-Forez, DDAF, élus locaux, responsables professionnels locaux, Chambre d'Agriculture et SAFER), s'est concrétisée par la mise en place de l'opération GUERLIFO. Cette dernière permet de lutter contre la déprise en incitant à la restructuration foncière, à l'orientation des terres vers des agriculteurs et à la constitution de réserves foncières, notamment par la SAFER. Elle se décline en 4 actions :

- Action n°1 : Echanges amiables de parcelles ;
- Action n°2 : Constitution de réserves foncières par un système de location ;
- Action n°3 : Constitution de réserves foncières par un système d'achat ;
- Action n°4 : Orientation des terres.

Les résultats par action (2002) :

Secteur	Action n°1	Action n°3	Action n°4	Total dossiers
Montagne Thiernoise	2 dossiers (2,69 ha)	11 dossiers (10,59 ha)	14 dossiers (62,23 ha)	27
TOTAL (4 secteurs)	7 dossiers (8,06 ha)	32 dossiers (104,76 ha)	50 dossiers (214,12 ha)	89

Il n'y avait pas de dossiers constitués pour l'action n°2.

Les surfaces mobilisées dans le cadre de cette OGAF ont permis d'enclencher

des échanges amiables, des éliminations de timbres-poste. GUERLIFO a également permis de réunir un ensemble de partenaires, autour d'une même préoccupation, pour réaliser un travail efficace et prendre des décisions communes.

La Montagne Thiernoise est particulièrement touchée par une récession générale de ses activités. Sont particulièrement concernés, la dégradation de l'entretien de l'espace et le développement souvent anarchique des boisements.

Suite à ce constat et sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, une O.G.A.F. (Opération Groupée d'Aménagement Foncier) « Montagne Thiernoise » a été mise en place en juillet 1995.

Ses objectifs sont au nombre de cinq :

- Sauvegarder des espaces de vie ouverts et dynamiques ;
- Contribuer à une bonne orientation des terres, de façon à créer des structures d'exploitations viables ;
- Encourager les échanges ;
- Développer l'image touristique : pour profiter au maximum de cette diversification possible, il faut aider les exploitants à présenter un environnement impeccable des exploitations ;
- Aider les jeunes agriculteurs à se former pour pouvoir vivre au pays sur des exploitations adaptées à la conjoncture.

Le périmètre de l'O.G.A.F. comprend 15 communes dont 8 font partie du canton de St-Rémy-sur-Durolle.

Cette O.G.A.F. vient en complément des actions de restructuration foncière prévues sur la zone dans le cadre de GUERLIFO.

Voici les actions mises en œuvre pour répondre aux objectifs cités précédemment :

- Aides aux travaux d'aménagement fonciers ;
- Aide aux Associations Syndicales Autorisées (A.S.A.) Forestières ;
- Aides à la valorisation des produits de l'exploitation ;
- Aide aux activités complémentaires et diversifiantes ;
- Aide aux travaux d'amélioration des bâtiments d'exploitation et de leur environnement ;
- Aide aux stages de réflexion sur l'installation et les orientations de production.

Deuxième partie : Les résultats

Cette deuxième partie contient le détail des outils utilisés pour valider ou non les hypothèses et les résultats. Elle s'inscrit dans la suite de la description des cas d'étude et permet de conclure sur constat tiré de l'étude de cas, avant de l'élargir à une échelle supérieure. Ce sont donc les résultats des études de cas qui sont présentés ici, et non ceux du sujet de recherche.

L'étude statistique sert à montrer les différences entre les échelles considérées. Elle permet aussi de faire une évaluation quantitative du boisement en terme d'augmentation des surfaces boisées.

La photo-interprétation est le moyen choisi pour évaluer la progression du boisement de façon qualitative, en terme de répartition géographique des boisements et de type de couverture forestière.

Les entretiens avec les experts permettent de savoir quelles sont les essences utilisées, et quels effets elles produisent sur le territoire. Les entretiens menés avec les propriétaires fonciers ont pour objectif de déterminer ce qui les a poussé à boiser leurs terrains.

Une conclusion est présentée pour chaque type de test, validant ou non l'hypothèse en question.

Statistiques

Les statistiques ont été utilisées pour comparer l'évolution de la forêt à l'échelle nationale, départementale et locale. Ceci nous servira à vérifier que les zones de moyenne montagne se comportent différemment du territoire national, et que les politiques doivent être adaptées à l'échelon local.

Il est nécessaire de prendre en considération les statistiques de 1993 réalisées par l'Inventaire Forestier National, elles ont le mérite d'être un point de repère en terme de surface forestière globale. Elles sont à prendre avec précaution car les plus petites surfaces boisées, en particulier celles qui sont isolées, ne sont pas comptabilisées. Un nouvel inventaire a été réalisé après tempête, il pourrait être comparé au précédent.

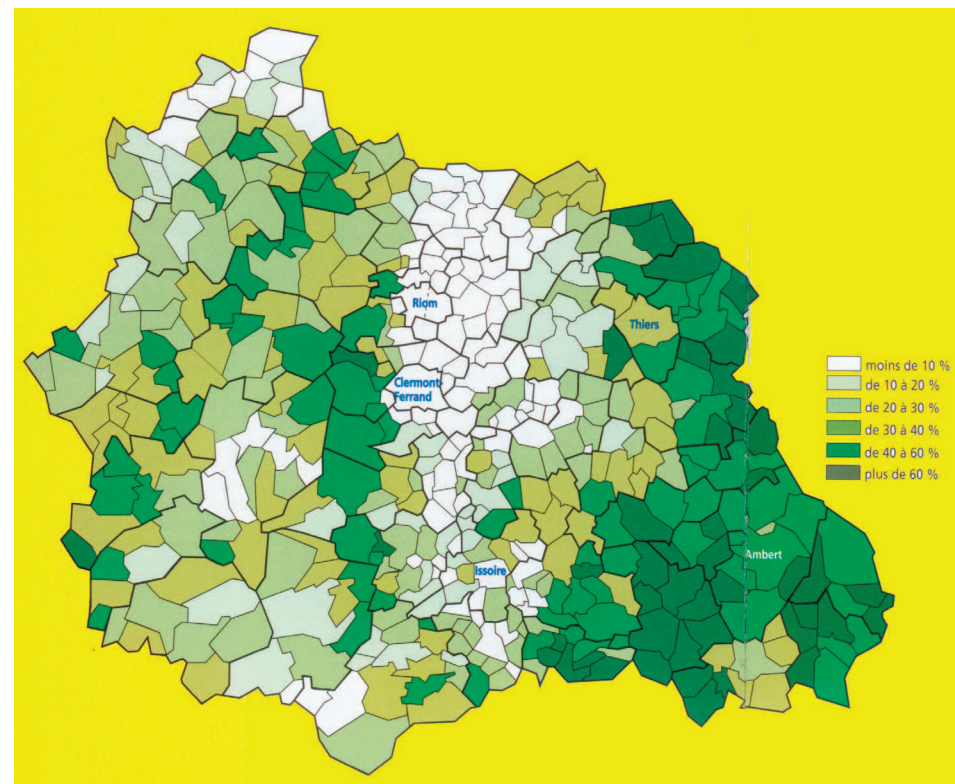
Comparées aux données cadastrales qui indiquent une estimation de la surface forestière par commune, les statistiques de l'IFN sont très différentes, quelquefois largement en dessous. Ceci ne veut pas dire que les données cadastrales soient plus pertinentes, celles-ci n'ayant pas été vérifiées.

Les limites de cette méthode sont qu'elle ne fait apparaître que la surface boisée totale sous-estimée (puisque certaines surfaces sont ignorées) et qu'elle ne fait aucune différence entre les surfaces déboisées pour l'exploitation et par la tempête, entre les nouvelles plantations et les friches qui évoluent, entre l'étalement d'un massif forestier et le boisement en timbre-poste.

Le Recensement Général Agricole (RGA) fait apparaître la Surface Agricole Utile (SAU) pour chaque commune de façon très précise. Si on constate une baisse de la SAU, la nouvelle affectation de ces surfaces est dans la grande majorité des cas forestière puisque l'urbanisation ne progresse pas, ou très faiblement en terme de surface dans le canton. Cet indicateur supplémentaire peut permettre d'appuyer le constat fait sur les photos aériennes (voir page suivante), et de le généraliser pour chaque commune.

Nous pourrions alors vérifier que les zones de moyenne montagne se sont boisées plus vite que le reste du territoire national. Alors, nous pourrions justifier qu'il faut une adaptation des politiques à ce type de zone.

Plus tard, nous testerons l'efficacité des adaptations locales qui existent d'ores et déjà (voir «Résultats de l'enquête»).



Carte du taux de boisement communal dans le département du Puy-de-Dôme.
Source : revue «La forêt du Puy-de-Dôme», DDAF.

Voici un aperçu des différences que l'on peut constater entre les zones de plaine et les zones de moyenne montagne...

Photo-interprétation

Dans le canton de St-Just-en-Chevalet, il existe, comme sur tout le département de la Loire, une série de photos aériennes qui ont été réalisées pour l'enquête TERUTI en 1988 (voir encart : l'enquête « TERUTI »). Celles-ci ne couvrent pas tout le territoire mais seulement des points dispersés, le but étant de fournir des statistiques nationales. Elles sont au nombre de 6 et ce qu'elles mettent en évidence est intéressant puisque l'occupation forestière varie beaucoup selon les photos.

Il existe aussi un état des lieux complet sur tout le territoire : l'orthophotoplan de 2001 qui est disponible à la DDAF sur le logiciel Mapinfo. Cet outil présente trois principaux atouts, le premier est son exhaustivité ; tout est figé sur la photographie. Le second est son objectivité dans le sens où la photo prise à un instant « T » représente bien la réalité et n'est pas contestable, contrairement aux inventaires qui ne prennent pas tous en compte les mêmes caractéristiques (boisements spontanés, surfaces inférieures à 1ha...). Le dernier est sa précision, la qualité des photos est telle que l'on distingue facilement les dégâts de la tempête, d'un déboisement volontaire, ainsi que la plantation d'une futaie par rapport à une accrue.

L'évolution quantitative et qualitative pourra donc être étudiée par l'intermédiaire des photos aériennes. La notion de qualitatif est importante car l'impact sur le paysage ne sera pas le même si on considère l'agrandissement d'un massif forestier où l'apparition de bosquets. Les photos sont le seul moyen de constater cette évolution, les statistiques ne faisant pas apparaître ce type d'information.

Les résultats sont lisibles sous forme de cartes (consultables en annexes 1, 2, 3 et 4) qui montrent l'évolution de la forêt en terme de répartition spatiale et de type de couverture forestière.

Nous allons vous en livrer quelques extraits dans la partie «Résultats qualitatifs». Nous vous proposerons une typologie de l'évolution de la forêt, en fonction des résultats obtenus les plus fréquemment.

Carte de localisation de deux grilles TERUTI dans le canton de St-Just-en-Chevalet.

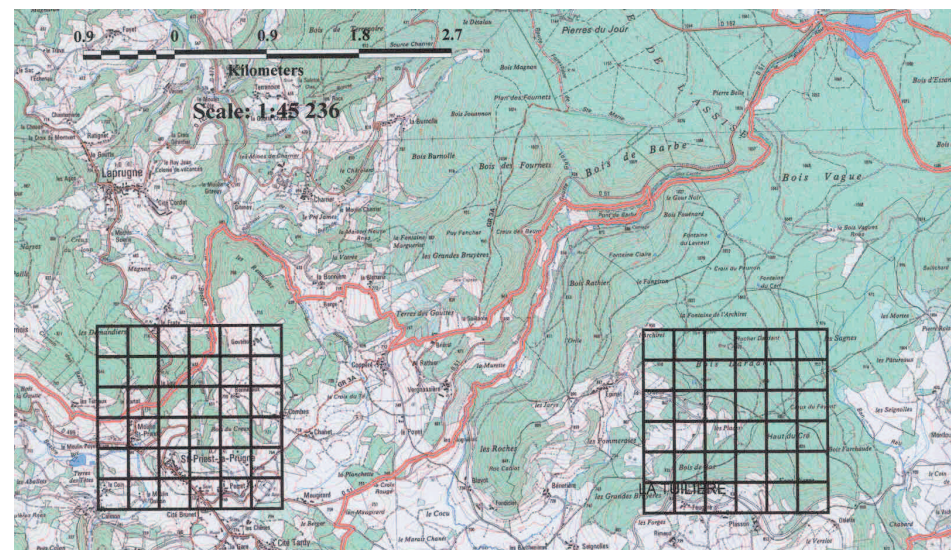
Source : IGN Scan 25 et photographies aériennes de 1988.

Auteur : DDAF de la Loire.

l'ENQUÊTE « TERUTI »

L'enquête TERUTI du SCEES est la seule enquête statistique française dont l'objectif spécifique soit la connaissance de l'utilisation du territoire dans sa globalité. Elle repose sur un maillage régulier de 553 250 points répartis sur le territoire métropolitain (environ 1 point/100 ha). Ceux-ci sont issus d'un tirage systématique à deux degrés: tirage de 4 photographies aériennes distantes les unes des autres de 6 km au sein d'un quadrillage de mailles de 12 km x 12 km (4 700 mailles, 15 449 photographies), tirage sur chaque photographie aérienne de 36 points distants de 300m, équirépartis sur une surface de 225 ha et désignant en général chacun une superficie de 10m².

Sur chaque point, des enquêteurs viennent annuellement constater l'état du territoire (codé selon une nomenclature physique) et apprécier son mode d'usage (codé selon une nomenclature fonctionnelle). La nomenclature utilisée est fine: 82 postes pour la nomenclature physique, 27 postes pour la nomenclature fonctionnelle. Mise en place à partir de 1969, l'enquête TERUTI n'est réellement stabilisée et fiable dans ses résultats longitudinaux qu'à partir des années 1980. L'échantillon de points est resté constant entre 1981 et 1990, il a été renouvelé pour moitié en 1991, pour moitié en 1992. La validité statistique des principaux résultats est assurée au niveau départemental.



Compléments à dire d'experts et à dire d'acteurs (apportés par les techniciens des DDAF, les responsables locaux du CRPF, les chargés de mission du PNR Livradois-Forez et les propriétaires fonciers).

Compléments à dire d'experts :

L'évolution en terme d'essences utilisées pour le reboisement est elle aussi intéressante. L'influence sur le paysage sera différente si une essence unique colonise le territoire, ou si un boisement hétérogène transforme le site. Deux échelles sont à considérer : celle de la parcelle (futaie régulière ou futaie jardinée) et celle du massif (proportion de chaque essence). Nous pouvons déjà affirmer que plusieurs évolutions ont eu lieu, la plus marquante étant toujours d'actualité avec un reboisement quasi-exclusivement en Douglas.

Les forêts les plus anciennes étaient composées de Pins sylvestres, de Sapins pectinés ou de Hêtres. La première vague de boisements s'est distinguée par la plantation d'Epicéa. Aujourd'hui, les divers reboisements ont couvert le territoire de Douglas comme nous l'avons indiqué précédemment.

Cette monoculture qui remplace petit à petit les Hêtraies et qui s'étend sur les terres agricoles confère une certaine monotonie au paysage. De plus, elle ne favorise pas, à long terme, la diversification des espèces animales et végétales. Le paysage se referme et « dans la pratique, on s'aperçoit que dès que les bois approchent des maisons, les habitants (leurs successeurs) partent ».

C'est un cercle vicieux car l'exode rural est à l'origine du boisement des terres agricoles et ce dernier provoque le départ des derniers riverains. Du point de vue agricole, il a aussi des effets néfastes, il crée de l'ombre et rend la parcelle voisine moins productive.

L'ONF de la Loire a été contacté pour d'éventuelles données statistiques et cartographiques sur le département. Etant donné le très faible pourcentage de forêt appartenant aux collectivités sur le territoire étudié, l'ONF a proposé de s'intéresser uniquement aux données de la DDAF et du CRPF.

Compléments à dire d'acteurs :

Notre hypothèse générale est : « les politiques sectorielles font évoluer le paysage rural ». Nous avons vu, dans la partie « Références bibliographiques », que certaines politiques étaient effectivement à l'origine du boisement. Mais par l'intermédiaire de quel outil ? En ce qui concerne l'évolution des années 50 à 70, le FFN a incité le boisement à l'aide de primes, et de diverses aides financières. Mais les évolutions plus récentes sont dues à quoi ? Est-ce que ce sont les souhaits personnels des propriétaires, ou y a-t-il une volonté politique au-dessus de tous ces changements ?

Comment savoir ce qui motive les propriétaires fonciers à boiser ? Il suffit de leur poser la question. Nous avons pour cela créé un guide d'entretien qui permet d'amener les personnes interrogées à nous parler de leurs intérêts à boiser (ou de leur manque d'intérêt à cultiver le terrain...). Il est consultable dans ce dossier en annexe 5.

Dans la partie « Résultats de l'enquête », nous vous présenterons le profil type du « boiseur », déterminé grâce aux entretiens et aux différentes lectures listées en bibliographie. Nous pourrions savoir quel a été l'impact des incitations (locales, nationales et européennes) sur le comportement des propriétaires fonciers.

Résultats quantitatifs

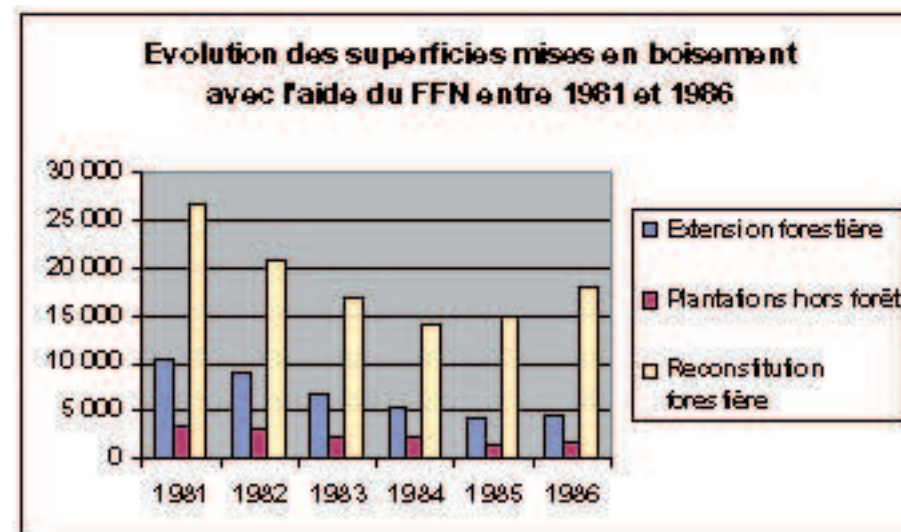
Statistiques nationales

Les aides au boisement du FFN, une politique nationale de relance de la sylviculture

Le tableau suivant montre l'évolution des superficies boisées avec les aides du Fond Forestier National.

	Extension forestière	Plantations hors forêt	Reconstitution forestière	Total
1947 à 1954	Non recensé	Non recensé	Non recensé	471970
1955 à 1980	468 362	122 828	745 437	1 336 627
1981	10 359	3 395	26 628	40 382
1982	9 050	2 920	20 655	32 625
1983	6 745	2 140	16 875	25 760
1984	5 374	2 184	14 079	21 637
1985	4 327	1 572	14 781	20 680
1986	4 453	1 784	17 967	24 204

Tableau 3 : Superficie mise en boisement avec l'aide du FFN par nature d'opération - Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.



Graphique 1 : Evolution des superficies mises en boisement avec l'aide du FFN entre 1981 et 1986 - Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.

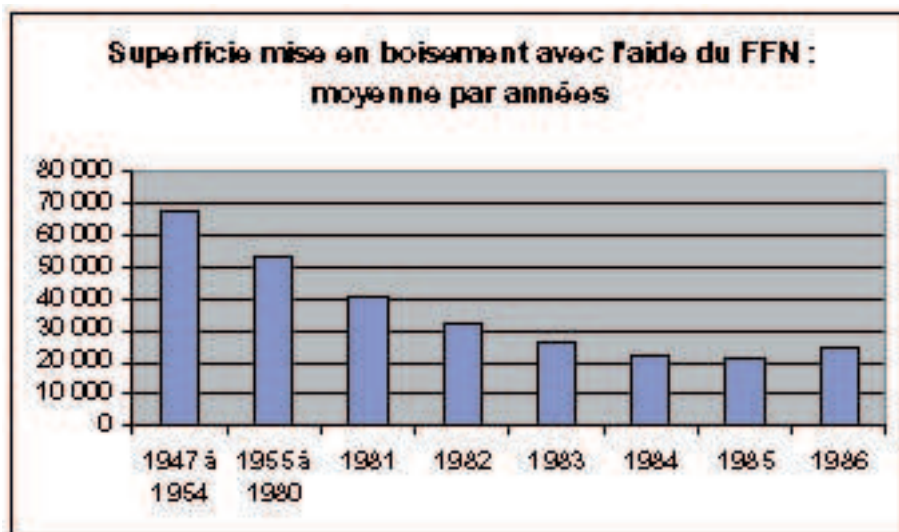
A l'échelle nationale, la politique menée par le FFN a eu un impact considérable. L'extension forestière est une opération qui vise à étendre un massif, les surfaces plantées avec les aides du FFN ont été nombreuses.

Les surfaces plantées hors forêt ont été moins nombreuses mais ce sont celles qui ont eu le plus d'impact sur le paysage. Le résultat de ce type de boisement a été le morcellement du paysage et le mécontentement de certains riverains en subissant les gênes.

Les opérations de reconstitution forestière sont les plus importantes en terme de surface. Elles ont subi une baisse de régime jusqu'en 1984, puis ont repris de l'intensité par la suite. Un problème se pose sur ces plantations de remplacement des essences précédente : c'est l'envahissement par les résineux, en particulier par les essences exogènes à croissance plus rapide.

Résultats quantitatifs

Statistiques nationales



Graphique 2 : Superficie mise en boisement avec l'aide du FFN : moyenne par années

- Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson

Les aides distribuées par le FFN ont perdu de l'intensité dans les années 80 par rapport à leurs premières années de mise en œuvre. La période que nous étudions pour évaluer l'impact des politiques sur les boisements est plus récente et n'apparaît pas dans ce tableau, le FFN ayant par ailleurs disparu en 2000. Il est tout de même important de s'intéresser aux évolutions antérieures. La plus forte progression des surfaces boisées a eu lieu dans les années 50 et 60 (à dire d'expert) et c'est à cette période que le plus d'aides du FFN ont été distribuées.

Si la procédure s'essouffle dans les années 80, elle aura quand même généré une importante augmentation de la surface boisée durant toutes ces années d'application.



Photographie du bourg de Chabreloche depuis les hauteurs de la commune.
Auteur : Célia Ponson.

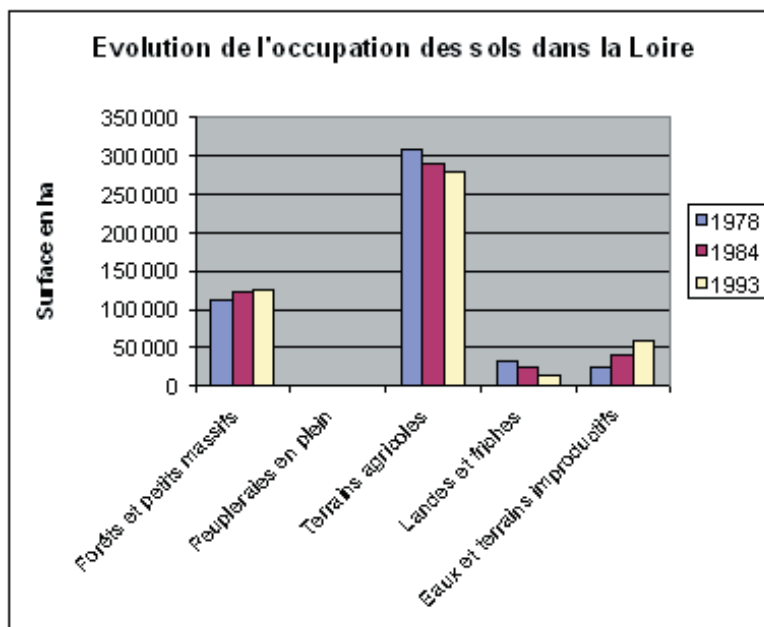
Les actions engagées par le FFN ont eu les effets attendus en terme d'augmentation de la superficie forestière. Mais en terme de répartition sur le territoire français, ce sont plutôt des effets pervers qui ont résulté de ces incitations. Voyez ce qu'est devenu le bourg de Chabreloche.

Résultats quantitatifs

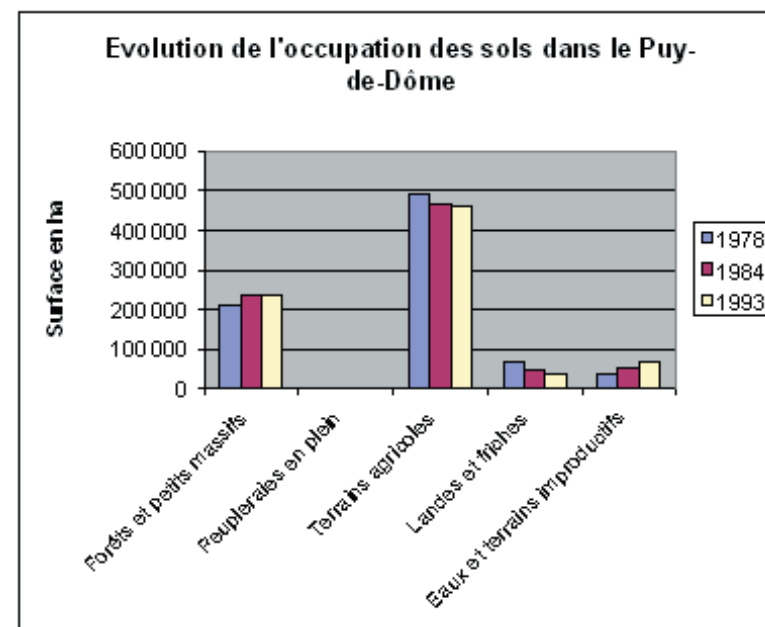
Statistiques départementales

En un siècle (depuis l'enquête Daubrée de 1904), la surface boisée a plus que doublé sur le département de la Loire. A dire d'experts, l'évolution est encore plus marquée si l'on considère les zones de moyenne montagne.

La définition de la « surface boisée » est différente selon les méthodes de recensement, mais l'on considèrera qu'à l'échelle départementale, les données sont suffisamment fiables pour pouvoir faire une comparaison entre les chiffres du cadastre et ceux de l'IFN.



Graphique 3 : Evolution de l'occupation des sols dans la Loire – Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.



Graphique 4 : Evolution de l'occupation des sols dans le Puy-de-Dôme – Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.

Les mêmes évolutions touchent les deux départements :

- La surface forestière augmente,
- Les peupleraies sont quasi-inexistantes,
- La surface agricole diminue,
- Les landes et friches occupent de moins en moins d'espace,
- Les terrains improductifs (urbanisation et infrastructures en particulier) gagnent du terrain.

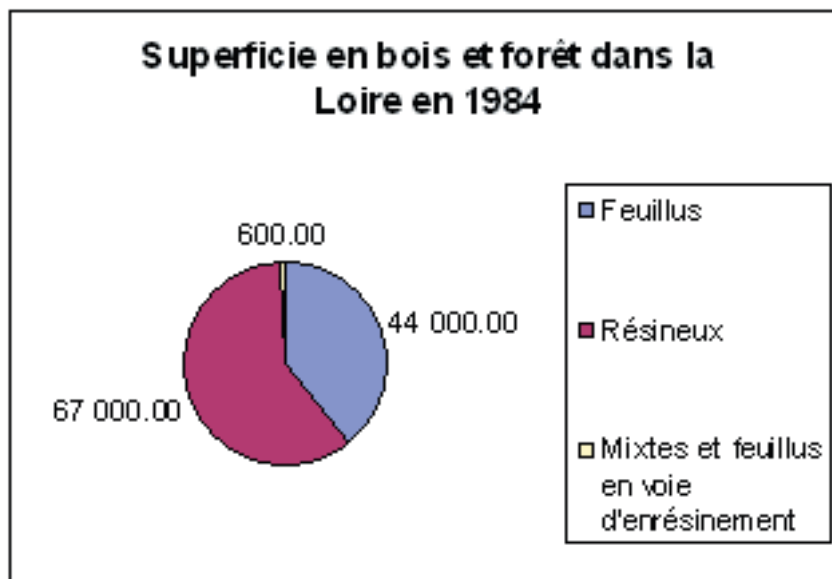
Cependant, quelques nuances sont à noter ; l'espace occupé par les forêts et petits massifs semble se stabiliser dans le Puy-de-Dôme entre 1984 et 1993, tandis que la surface agricole diminue moins fortement.

Pouvons-nous en conclure que la création du PNR Livradois-Forez (en 1986) est en lien avec cette évolution ?

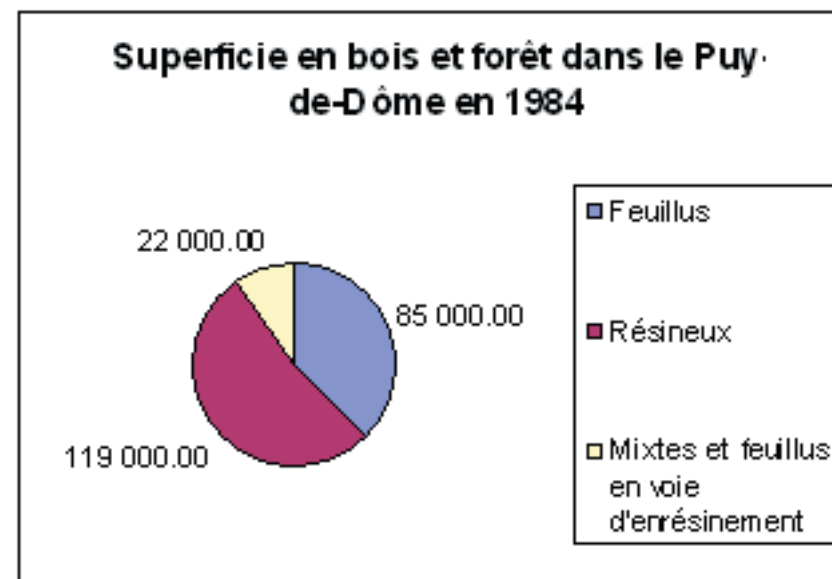
Résultats quantitatifs

Statistiques départementales

La politique de conservation des espaces ouverts est accompagnée d'outils de sensibilisation et d'incitations financières mis en place par le PNR qui semblent avoir eu des effets positifs. Néanmoins, le périmètre du PNR ne couvre pas tout le département, on ne peut donc pas conclure que le PNR soit entièrement à l'origine des changements dans les statistiques.

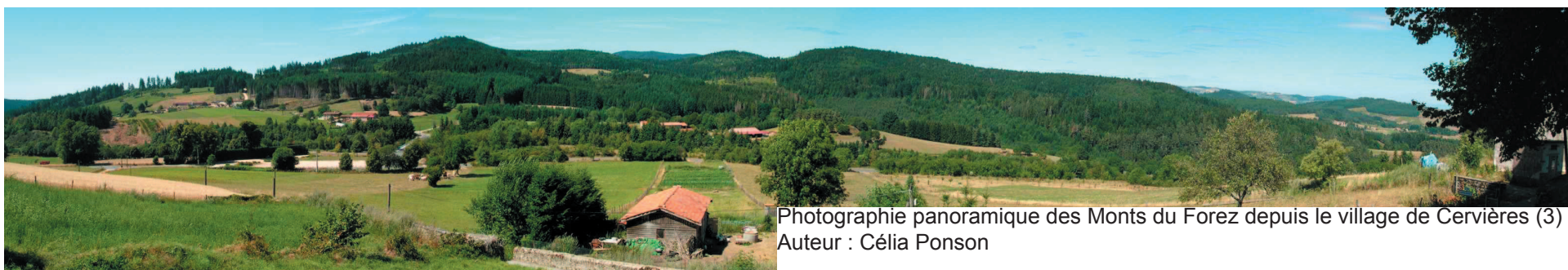


Graphique 5 : Superficie en bois et forêt dans la Loire en 1984 - Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.



Graphique 6 : Superficie en bois et forêt dans le Puy-de-Dôme en 1984 - Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.

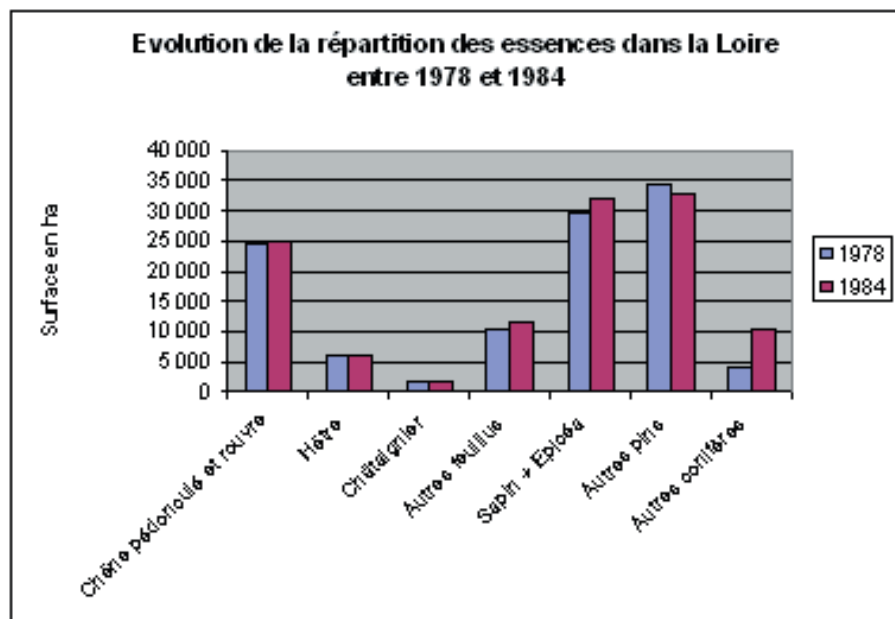
Ces graphiques sont intéressants car ils montrent que le département du Puy-de-Dôme, avant d'être reboisé en résineux, avait une surface forestière composée d'environ 50 % de feuillus et mixtes.



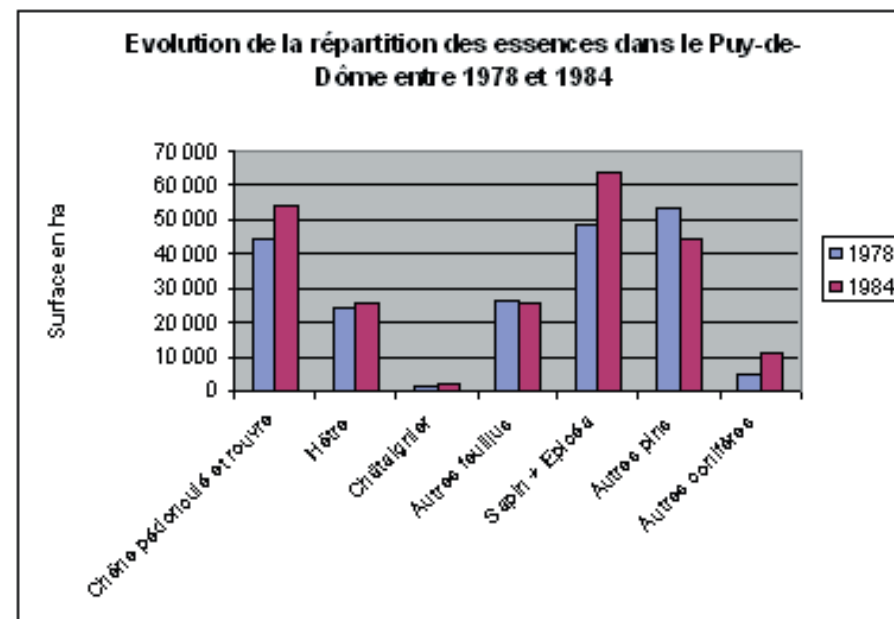
Photographie panoramique des Monts du Forez depuis le village de Cervières (3)
Auteur : Célia Ponson

Résultats quantitatifs

Statistiques départementales



Graphique 7 : Evolution de la répartition des essences dans la Loire entre 1978 et 1984 – Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.



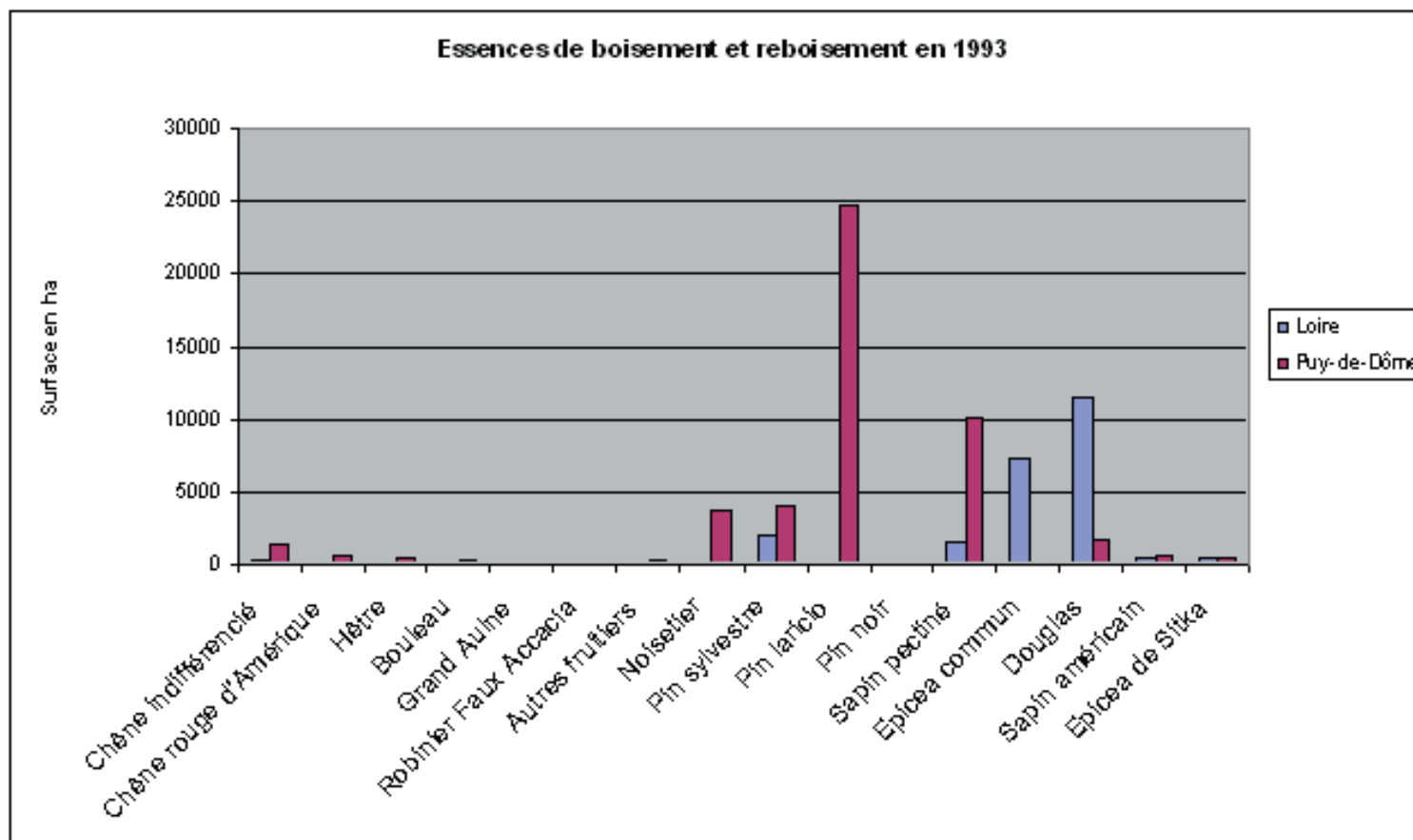
Graphique 8 : Evolution de la répartition des essences dans le Puy-de-Dôme entre 1978 et 1984 – Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.

Gardons à l'esprit que la proportion de feuillus est différente dans les zones de moyenne montagne, ici la totalité du département est prise en compte, les plaines et les vallées (essentiellement plantées de feuillus) font varier les statistiques. Il est aussi important de considérer que la surface forestière a augmenté entre 1978 et 1984 ; si la surface plantée de hêtres n'a pas varié dans la Loire, la proportion de cette essence a diminué par rapport aux autres essences.

Nous noterons que la surface en sapin et épicéa a augmenté, certainement aux dépens des pinèdes, moins rentables. La catégorie « autres conifères » a connu une progression importante dans les deux départements. La principale cause de cette progression est l'introduction du douglas, essence à croissance particulièrement rapide qui supplante les boisements « traditionnels ». Au vu des plantations récentes, et à dire d'expert, la prépondérance du douglas est croissante.

Résultats quantitatifs

Statistiques départementales



Graphique 9 : Essences de boisement et de reboisement en 1993 - Source : Inventaire Forestier National - Auteur : Célia Ponson.

Attachons-nous maintenant aux essences utilisées dans chaque département pour le reboisement. Une nette différence est à noter entre la Loire et le Puy-de-Dôme : ce ne sont pas du tout les mêmes essences qui ressortent dans les statistiques. Si le pin laricio est prépondérant dans le Puy-de-Dôme, il n'est pratiquement pas représenté dans la Loire. L'épicéa et le douglas sont les deux essences majoritairement utilisées pour reboiser dans la Loire, alors que l'épicéa n'est pratiquement plus utilisé dans le département limitrophe. Les feuillus apparaissent toujours de façon marginale, même si il semble que dans le Puy-de-Dôme, un effort est mené pour planter du chêne et du noisetier.

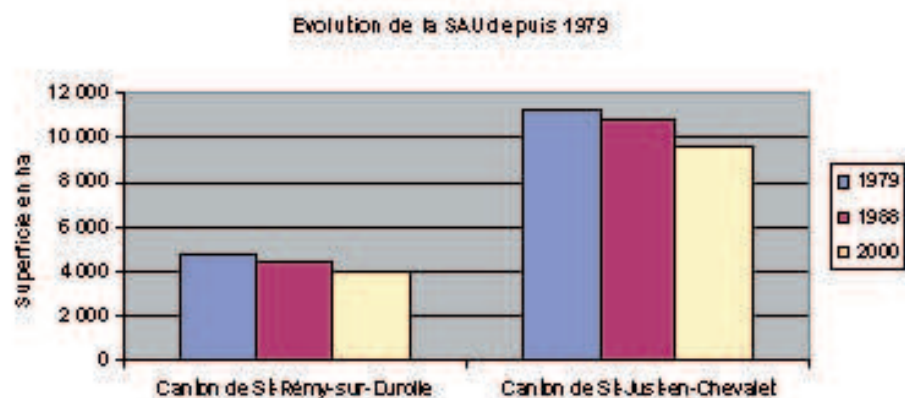
Résultats quantitatifs

Statistiques cantonales

Le recensement agricole est un indicateur de l'évolution de l'occupation du sol car il indique la SAU (Surface Agricole Utile) pour chaque commune. Il est ainsi possible de savoir combien d'hectares sont passé d'une affectation agricole à une autre entre deux recensements.

Le graphique ci-dessus montre combien la diminution de la SAU est importante dans les deux cantons étudiés.

Le tableau suivant présente le détail des surfaces agricoles (en hectares) de chaque commune du canton de St-Rémy-sur-Durolle et du canton de St-Just-en-Chevalet.



Graphique 10 : Evolution de la SAU depuis 1979 - Source : AGRESTE, Recensement agricole - Auteur : Célia Ponson.

Il y a 4 catégories d'évolution de la SAU dans lesquelles les communes peuvent être classées :

- Baisse de la SAU sur les deux intervalles (11 communes) : Arconsat, Chabreloche, St-Victor-Montvianeix, Viscomtat, Champoly, Chausseterre, Crémeaux, Juré, St-Just-en-Chevalet, St-Priest-la-Prugne, St-Romain-d'Urfé.
- Baisse puis augmentation de la SAU (1 commune) : Palladuc.
- Augmentation puis baisse de la SAU (5 communes) : Celles-sur-Durolle, La Monnerie, St-Rémy-sur-Durolle, Cherier, La Tuilière.
- Augmentation de la SAU sur les deux intervalles (1 commune) : St-Marcel-d'Urfé.

Dans le canton de St-Rémy-sur-Durolle, une baisse de 281 ha a été enregistrée entre 1979 et 1988. La diminution de la SAU s'est accélérée entre 1988 et 2000 puisque 511 ha ont encore été perdus.

Dans le canton de St-Just-en-Chevalet, la mutation paraît plus rapide : 474 ha sont passés à une occupation non-agricole dans le premier intervalle, 1273 ha dans le deuxième.

Pour que la comparaison soit juste, il faut prendre en compte les superficies respectives des deux cantons.

La superficie totale du canton est de 23 085 ha, répartie sur 10 communes. Au total (entre 1979 et 2000), 1747 ha ont disparu de la, soit 7,57 % de la surface cantonale. Comparativement, le canton de St-Rémy-sur-Durolle a une superficie de 17 793 ha, répartie sur 8 communes. Les 792 ha retirés de la SAU représentent 4,45 % de la superficie cantonale.

La diminution de la SAU est donc plus prononcée dans le canton de St-Just-en-Chevalet.

Résultats quantitatifs

Statistiques cantonales

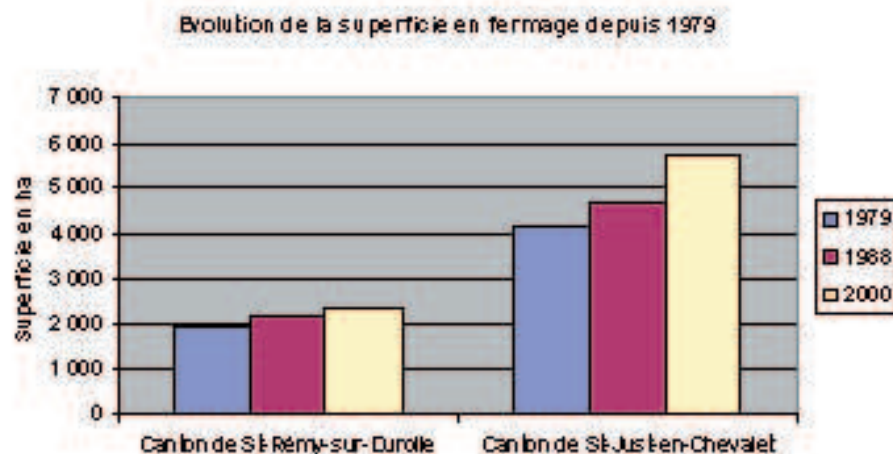
	Superficie agricole utilisée en 1979	Superficie agricole utilisée en 1988	Superficie agricole utilisée en 2000
ARCONSAT	372	314	289
CELLES-SUR-DUROLLE	1 701	1 761	1 658
CHABRELOCHE	282	259	225
MONNERIE-LE-MONTEL	54	70	c
PALLADUC	458	374	417
SAINT-REMY-SUR-DUROLLE	573	625	523
SAINT-VICTOR-MONTVIANEIX	548	421	286
VISCOMTAT	754	637	552
Canton de St-Rémy-sur-Durolle	4 742	4 461	3 950
Variations cantonales de la surface agricole entre 2 recensements		-281	-511
CHAMPOLY	873	695	487
CHAUSSETERRE	555	461	433
CHERIER	1721	1788	1587
CREMEAUX	2550	2457	2271
JURE	717	636	596
LA TUILLIERE	1261	1378	1185
SAINT-JUST-EN-CHEVALET	1273	1213	974
SAINT-MARCEL-D'URFE	755	756	782
SAINT-PRIEST-LA-PRUGNE	651	578	388
SAINT-ROMAIN-D'URFE	885	805	791
Canton de St-Just-en-Chevalet	11241	10767	9494
Variations cantonales de la surface agricole entre 2 recensements		-474	-1273

Tableau 4 : Evolution de la SAU par commune depuis 1979 - Source : AGRESTE, Recensement agricole - Auteur : Célia Ponson.

Résultats quantitatifs

Statistiques cantonales

Parallèlement, la superficie en fermage augmente pour les deux cantons étudiés, ce qui signifie que l'utilisation de ces surfaces n'incombe plus seulement aux agriculteurs, mais aussi à des propriétaires non-agriculteurs. Si l'agriculteur arrête de louer le terrain, et qu'aucun agriculteur n'est intéressé par la location, le propriétaire pourra boiser son terrain (sous réserve que la réglementation des boisements le permette).



Graphique 11 : Evolution de la superficie en fermage depuis 1979 - Source : AGRESTE, Recensement agricole - Auteur : Célia Ponson.

Conclusion :

Nous pouvons conclure de cette étude statistique que la déprise agricole qui touche la moyenne montagne favorise le boisement. Lorsqu'en plus de cette solution de réutilisation des terrains libérés, se présente une opportunité financière (aides du FFN), ce sont ces zones là qui sont largement boisées.



Photographie des «bois noirs» depuis la commune de Chausseterre. Auteur : Célia Ponson.

L'interface cultures / forêt se fait de plus en plus rare dans les deux cantons étudiés. Les parcelles situées sur les reliefs sont pratiquement toutes boisées, tandis que les cultures et les pâtures occupent une partie des vallées.

Résultats qualitatifs

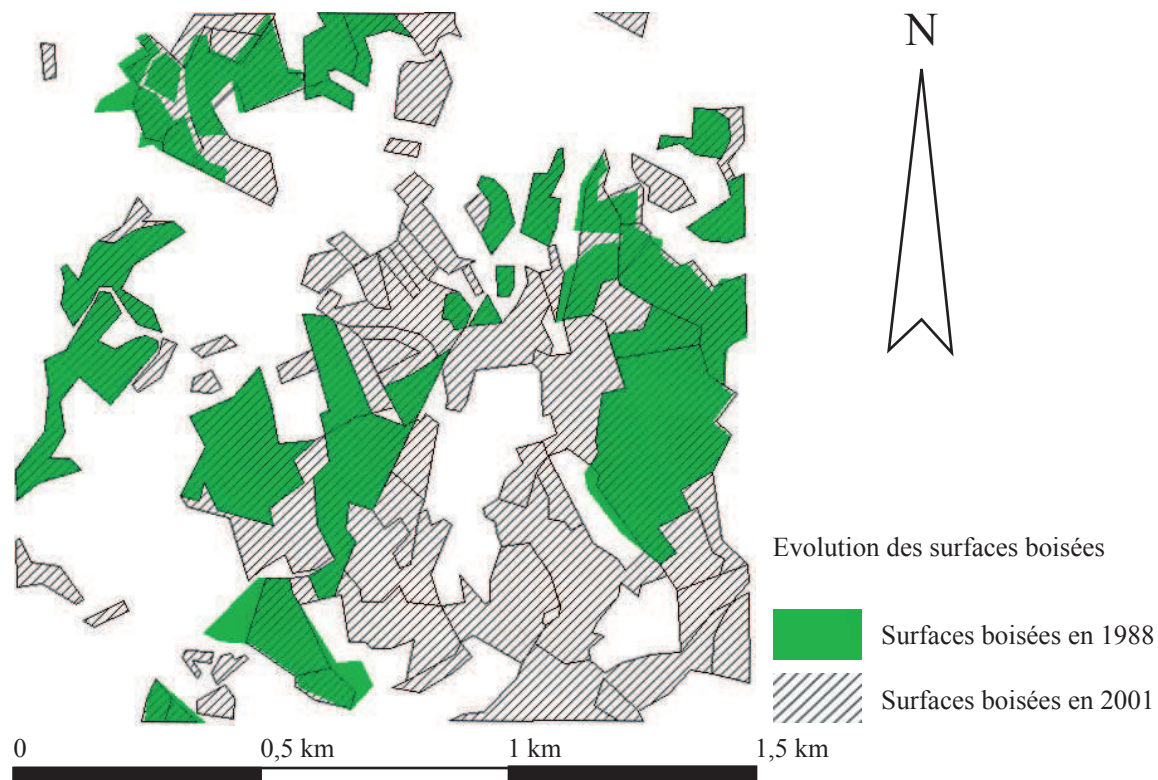
Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001

Pour effectuer l'analyse qualitative de l'évolution de la forêt, nous avons utilisé la photo-interprétation. Ceci consiste à cartographier les parcelles occupées par la forêt à deux époques afin de comparer les résultats. Le Système d'Information Géographique a été utilisé (logiciel mapinfo) pour tracer chaque entité et lui attribuer des informations (type de boisement, surface).

Il nous faut d'abord définir ce que nous allons considérer comme «surface boisée» : ce sont les jeunes plantations, les plantations éparées, les plantations denses et les friches qui sont différenciables sur les photographies aériennes.

Dans un premier temps, nous allons étudier l'évolution globale des surfaces forestières, sans différenciation de type de boisement. Les résultats vous sont directement présentés ici, les autres cartes étant situées en annexe (voir annexe 1 et 2).

Dans un second temps, nous analyseront plus en détail les types de boisements présents à chaque époque.



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

En étudiant l'évolution des boisements selon les types d'espaces, on peut définir une typologie qui qualifie la façon dont la forêt évolue :

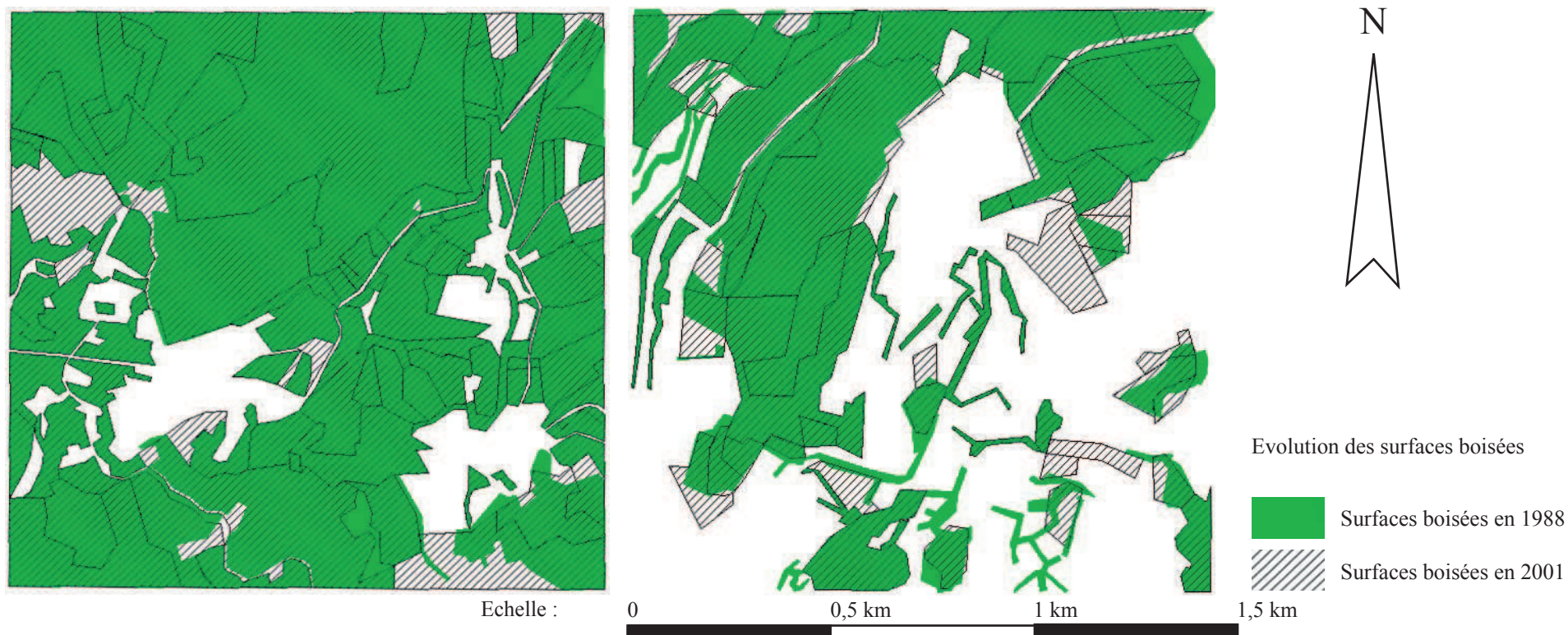
Forte augmentation de la surface forestière avec agrandissement des massifs, liaisons entre les massifs, création de « timbre-poste » et déboisements.

Dans le secteur limitrophe de Palladuc et St-Rémy-sur-Durolle où nous disposons des 2 photos aériennes (1988 et 2001), il s'est produit une très forte augmentation des surfaces boisées.

Nous voyons en haut à gauche que le massif existant en 1988 s'est étoffé et étalé vers la droite, le haut et le bas. Le massif positionné à gauche s'est légèrement agrandi. Les espaces agricoles entre les autres parties boisées ont en grande partie été plantés pour former un massif de grande taille dans lequel les champs qui étaient autrefois dans un espace ouvert forment des clairières. De plus, des boisements de petite taille se sont formés entre les massifs, ce sont les boisements en « timbre-poste ».

Résultats qualitatifs

Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

Légère augmentation de la surface forestière, notamment par comblement des clairières.

Dans les espaces déjà très boisés en 1988, comme à St-Victor-Montvianeix par exemple, la progression est moins radicale. Les clairières se comblent, mais les changements sont assez faibles en terme de surface. Les quelques clairières qui subsistent sont enclavées, et risquent, à terme, de disparaître.

Légère augmentation de la surface forestière, notamment par agrandissement des massifs.

Ce phénomène se produit près des massifs où l'exploitation est difficile (pente, nature du sol). C'est le relief qui détermine les zones qui ont été boisées. Ici, à St-Just-en-Chevalet, la progression est nette et suit les courbes de niveau.

Résultats qualitatifs

Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001

La typologie que nous avons retenue pour qualifier l'évolution des surfaces boisées se décline en trois éventualités :

- Forte augmentation de la surface forestière avec agrandissement des massifs, liaisons entre les massifs, création de « timbre-poste » et déboisements. Dans ce cas de figure, on assiste à tous les types d'évolution possible sur un territoire restreint (carré d'un kilomètre et demi de côté).

- Légère augmentation de la surface forestière, notamment par comblement des clairières. Cette évolution a lieu principalement dans les territoire déjà très boisés. L'impact paysager est pratiquement nul puisque les clairières n'étaient pas visibles de l'extérieur du massif.

- Légère augmentation de la surface forestière, notamment par agrandissement des massifs. C'est le cas de figure le plus fréquent, il n'est pas très visible sur le terrain, mais dévore des surfaces considérables.

Voyons maintenant comment évolue chaque type de couverture forestière selon les catégories définies lors de la Photo-interprétation.



Photographie d'une parcelle éclaircie par abattage mécanique à Cherier.
Auteur : Célia Ponson

Résultats qualitatifs

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001

Les cartes qui sont présentées dans ce rapport ont été réalisées à l'aide du logiciel MapInfo. Elles sont le résultat d'un long travail de création de bases de données et d'analyse des photographies aériennes.

Il a fallu numériser les photographies et les géoréférencer, celles-ci n'étant pas «rectifiées» (mise à plat du relief), cette étape a nécessité deux mois de travail. A ce niveau, nous n'avions qu'une partie de l'outil nécessaire à la photo-interprétation. Il a fallu créer les bases de données dans lesquelles nous allions collecter les informations. Cette étape a nécessité plusieurs essais avant de trouver le fonctionnement idéal.

La première tentative de cartographie a été effectuée dans les locaux de la DDAF de la Loire. Elle visait à créer des polygones représentant les surfaces boisées de façon globale. Très vite, il a été ambigu de distinguer les surfaces boisées des autres surfaces. La nécessité de définir un mode de lecture des photographies est apparue. Nous avons donc défini plusieurs types de «couvertures forestières».



Les boisements jeunes sont repérables grâce aux caractéristiques suivantes :

- faible ombre portée,
- plantations organisées en lignes.



Les boisements épars sont repérables grâce aux caractéristiques suivantes :

- ombre portée très visible,
- strate arborée aérée.



Les boisements denses sont repérables grâce aux caractéristiques suivantes :

- masse vert foncé avec une texture «moutonneuse»,
- couverture complète du sol.



Les friches sont repérables grâce aux caractéristiques suivantes :

- tâches brunâtres parsemées d'arbustes,
- parcelles souvent enclavées entre des massifs forestiers.



Les déboisements récents sont repérables grâce aux caractéristiques suivantes :

- andains de branches et débris de coupe,
- couleur plus ou moins grisâtre en fonction de l'ancienneté de la coupe.

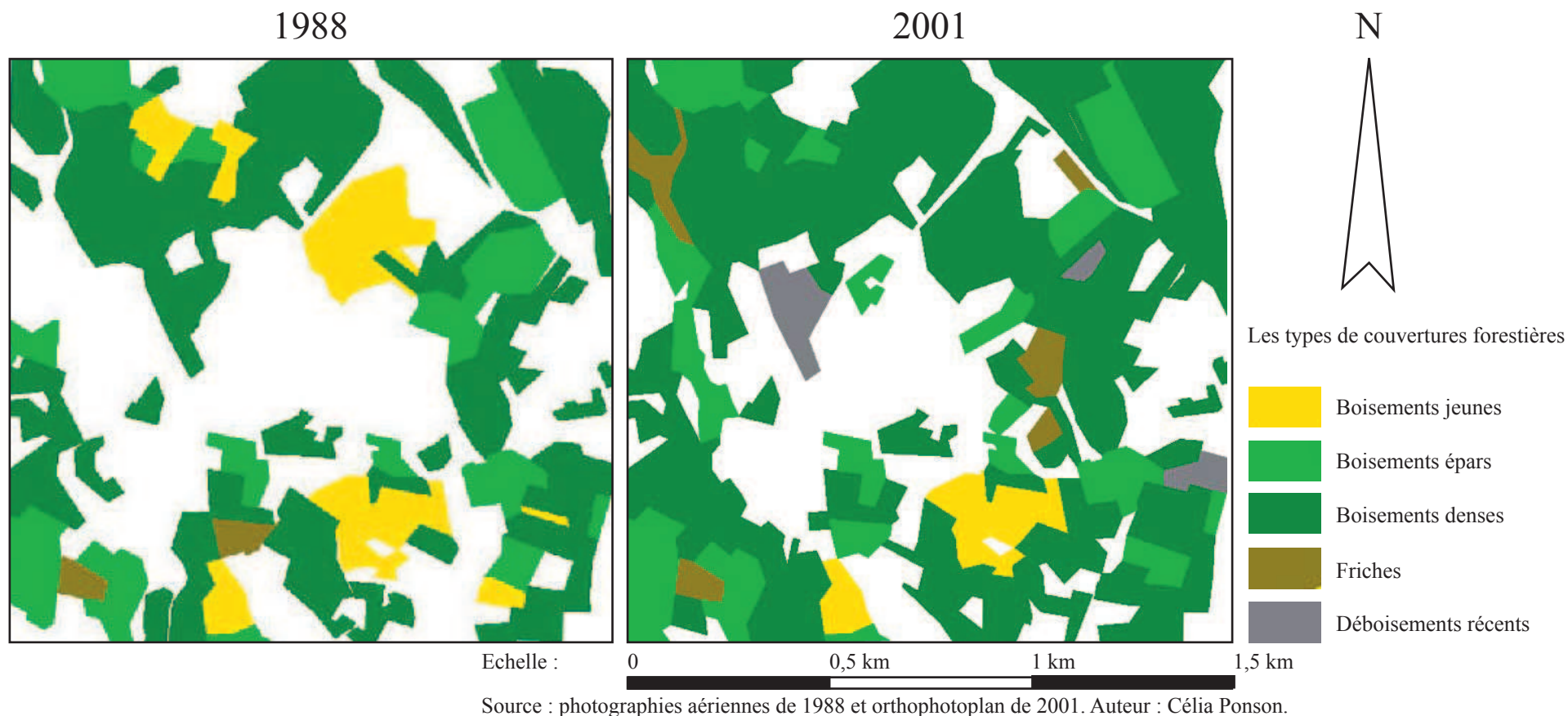
Source : Orthophotoplan de 2001.

Cette méthode a servi à réaliser les cartes qui suivent. La sélection des zones cartographiées a été faite en fonction des photographies existantes en 1988 pour pouvoir effectuer une comparaison valable.

Seul un extrait de celles-ci vous est présenté, les autres cartes sont consultables en annexe (voir annexe 2 et 3).

Résultats qualitatifs

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Arconsat



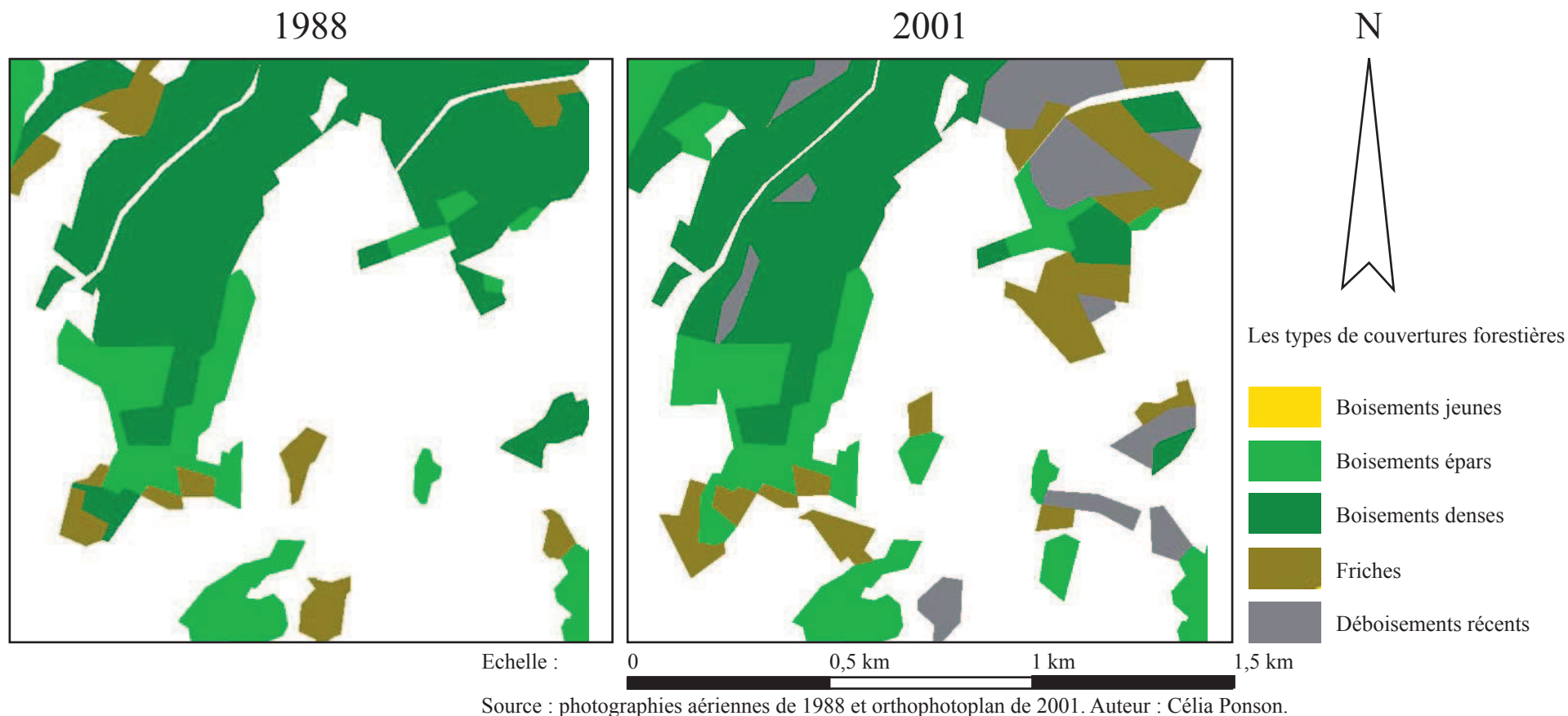
Les changements survenus sur une partie de la commune d'Arconsat vous sont ici présentés.

En haut à gauche des illustrations, nous constatons que les parcelles situées entre des massifs forestiers se sont enrichies. Les boisements denses se sont étendus. Quelques boisements épars sont apparus formant une liaison entre le massif du nord et celui du sud. Le massif en gris sur la seconde illustration a été déboisé, il formait une « excroissance » partant du massif situé au nord. Nous ne connaissons pas la future utilisation de cet espace, il sera peut-être reboisé.

Les espaces entre les parcelles boisées se sont pour beaucoup comblés.

Résultats qualitatifs

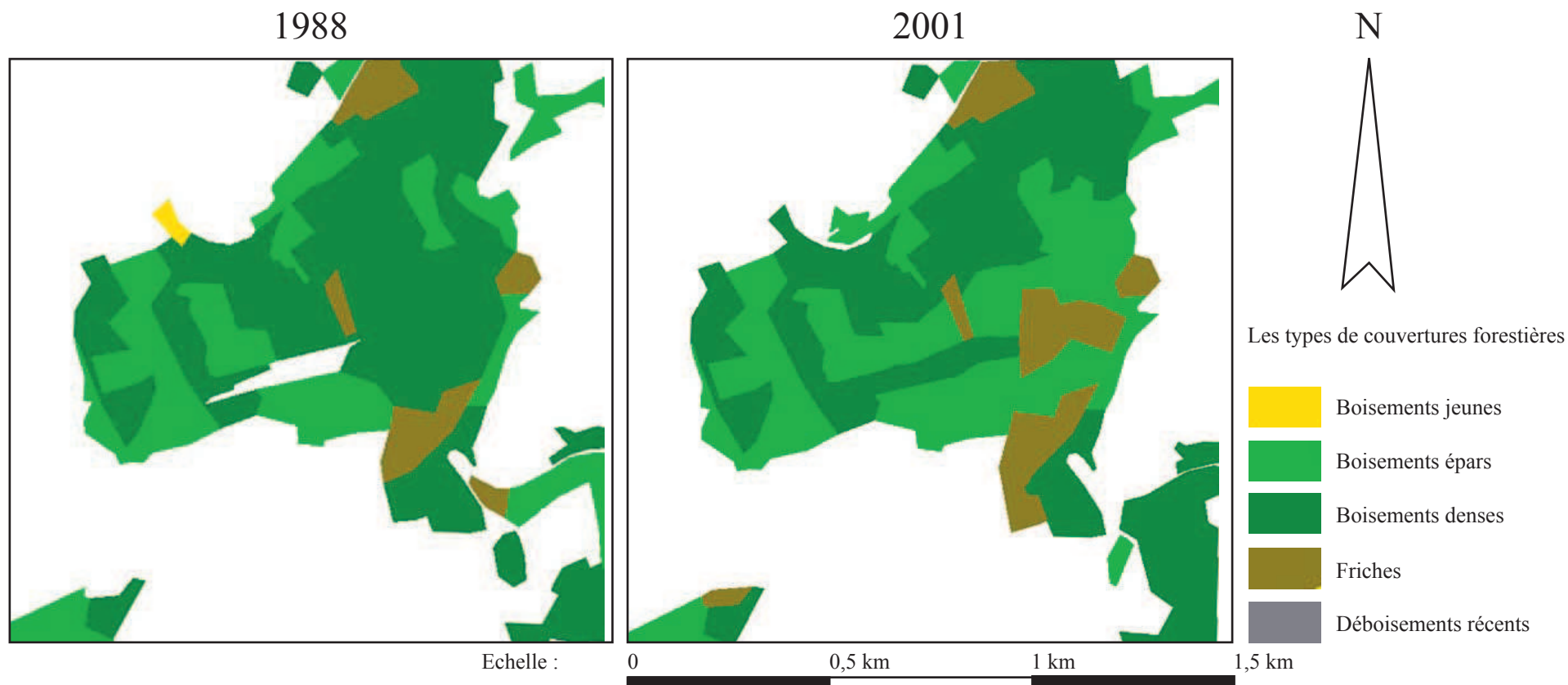
Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à St-Just-en-Chevalet



St-Just-en-Chevalet ne fait pas partie du PNR Livradois-Forez, où des subventions sont délivrées pour supprimer les boisements gênants. Pourtant, voyez vous même la quantité de parcelles qui ont été déboisées depuis 1988. Certaines sont situées dans des espaces ouverts, d'autres sont en plein coeur des massifs forestiers. Nous pouvons supposer que les plantations situées dans les massifs ont été exploitées selon le cycle classique et que ces parcelles seront replantées. Quant au devenir des autres parcelles déboisées, il serait intéressant de reproduire l'analyse dans une dizaine d'années pour savoir quelle a été leur évolution. Il est aussi important de noter l'importante progression des friches, qui sont une première étape dans la constitution des forêts.

Résultats qualitatifs

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Cherier



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

Voici l'évolution de la couverture forestière sur une partie de la commune de Cherier. Il n'y a pratiquement pas de changements au niveau de la surface, elle a évolué « discrètement » : les clairières et les interstices entre les parcelles boisées se sont comblés. L'évolution en terme de type de couverture forestière est plus curieuse; des boisements denses se sont transformés en boisements épars. Ceci est certainement dû à une éclaircie réalisée pour permettre aux sujets restant en place de se développer (voir illustration dans la partie résultats qualitatifs).

Conclusion :

Nous pouvons conclure de cette étude cartographique que même à l'échelle locale, il existe des particularités dans l'évolution de la forêt. Celles-ci sont relatives à la topographie, à l'affectation des parcelles voisines et bien sûr, à la volonté du propriétaire foncier.

Résultats de l'enquête «l'influence des politiques publiques sur le boisement des terrains agricoles»

Hypothèse

Les outils mis en œuvre dans chacun des cas d'étude, visant à boiser, ou au contraire, à déboiser, sont les principales raisons de la mutation de l'occupation des sols.

Entretiens

Pour vérifier l'hypothèse émise au sujet des politiques publiques locales, des entretiens ont été menés avec douze propriétaires fonciers ayant boisé des terrains agricoles.

Le CRPF et le PNR Livradois-Forez ont créé une liste des propriétaires fonciers ayant boisé. L'échantillon de personnes interrogées s'est défini tout seul puisque certains propriétaires n'y ont pas répondu. Les entretiens se déroulaient soit au téléphone soit en rendez-vous.

Le tableau suivant a été utilisé comme grille d'analyse des entretiens, il présente les résultats obtenus.

Le guide d'entretien est présenté en annexe (voir annexe 5).

Résultats et validation des hypothèses

GRILLE D'INTERPRETATION DES ENTRETIENS "FORET"

Données concernant la personne

	Agriculteur	Métiers du bois	Autre		
Profession	7 (dont 5 retraités)	2	3		
	entre 20 et 40 ans	entre 41 et 50 ans	entre 51 et 60 ans	entre 61 et 70 ans	plus de 71 ans
Age	1	1	2	5	3
	Résident du canton	Résident hors canton			
Domicile	7	5			

Données concernant la forêt

	jusqu'à 3 ha	4 ha	5 ha	6 ha	7 ha	plus de 7 ha
Surface en propriété	1	2	3	3	1	2
	Douglas	Epicéa	Sapin	Pin	Hêtre	Autre
Essences majoritaires	60%	20%	10%		10%	
	1	2	3	4	5	+
Nombre de parcelles	1	1	2	5	2	1
	Attenant à un massif	Disséminées	Dans le canton	Hors canton (où)	% pente	Type de desserte
Localisation des parcelles	1	11	12		? "forte"	chemin terre (10)
	Futaies régulières	irrégulières	Coupe à blanc	Régénération naturelle		
Gestion forestière	12		10	2		

Après analyse des réponses aux entretiens, il apparaît que le « boiseur type » a le profil suivant : retraité de la profession agricole. Peu d'agriculteurs boisent leurs terrains lorsqu'ils sont en exercice de leur fonction, ce sont plutôt les retraités n'ayant pas de successeur qui ressentent le besoin de continuer à « utiliser » leurs terrains.

La surface en propriété est généralement assez faible (inférieure à 7 ha) par rapport à celle des forestiers. Les essences utilisées pour le boisement sont le douglas en majorité, l'épicéa, le sapin et le hêtre. Ce sont des essences préconisées par la DDAF, choisies en fonction des souhaits du propriétaire.

Les propriétaires ont souvent plusieurs parcelles disséminées. La pente sur ces parcelles est généralement qualifiée de « forte » et l'accès est plus ou moins aisé, selon l'état (et l'entretien) des chemins.

Toutes les personnes interrogées ont planté des futaies régulières, qui subiront une coupe à blanc dans la majeure partie des cas. Certains envisagent de pratiquer la régénération naturelle en laissant quelques gros sujets polliniser.

Résultats de l'enquête «l'influence des politiques publiques sur le boisement des terrains agricoles»

Résultats et validation des hypothèses

Les terrains ayant été transmis en héritage étaient boisés pour certains (douglas, épicéa ou hêtre), d'autres étaient utilisés en pâture et enfin, certains étaient abandonnés à la friche.

La vente du bois d'œuvre est la principale destination des coupes.

La raison évoquée pour justifier le boisement est l'impossibilité, ou la difficulté à utiliser le terrain à des fins agricoles. En effet, les terrains qui étaient exploitables hier ne sont plus perçus comme tel aujourd'hui (productivité insuffisante, gabarit non adapté aux engins agricoles). Tous les propriétaires envisagent de reboiser après la coupe, ou que leurs héritiers en fassent autant.

Les questions suivantes étaient destinées à tester les connaissances des propriétaires forestiers à propos des outils existants favorisant le boisement. L'exonération de taxe foncière est connue de presque toutes les personnes interrogées. Neuf personnes connaissaient les aides du Fonds Forestier National, certaines d'entre elles en ont même profité lorsqu'ils ont boisé leurs terrains. La prime au boisement des terres agricoles, contrairement à ce que l'on pouvait envisager, n'est pas très connue, et n'a pas été très utilisée (1 personne seulement sur les 12 interrogées). Les dispositifs récents concernant le reboisement des parcelles sinistrées par la tempête de 1999 sont connus de tous. Le « DEFI forêt » mis en place avec la Loi d'Orientation Forestière en 2001, quant à lui, est peu connu, ce qui est compréhensible puisqu'il ne concerne que les propriétés supérieures à 10 ha.

Seulement une personne connaissait les aides à la suppression des boisements gênant dans le PNR Livradois-Forez. Ce résultat est à prendre avec précaution car ce sont les « boiseurs » qui ont répondu à ce questionnaire, il serait intéressant d'élargir ce questionnaire à un plus grand nombre de propriétaires forestier dans le cadre d'un autre travail de recherche.

Données concernant la gestion du terrain

	Achat	Héritage	Location	
Mode d'acquisition du terrain	1	11		
	Plantation existante	Reboisement	Agricole	Autre
	Quelles essences ?		Quelles cultures ?	
Occupation antérieure	douglas (2), épicéa (2), hêtre (1)		prairie (2)	friche (5)
	Vente totale	Vente partielle	Chauffage	Autre
Bois destiné à ...	(bois d'œuvre) 11		1	
	Capital à long terme	Avantages fiscaux	Agriculture ?	Autre
Pourquoi boiser ?	3		difficultés dues à l'accès (5), terrains pauvres (4)	

Utilisation future du terrain

	Vente du terrain boisé	Coupe reboisement et	Utilisation agricole, quel type ?
Après la coupe		12	

Connaissiez-vous les dispositifs suivants :

11	Exonération trentenaire de taxe foncière (résineux)
9	Aides du Fond Forestier National (1946-2000)
4	Prime au boisement des terres agricoles CEE (ne s'applique plus ici)
12	Remise en état des parcelles sinistrées par la tempête de 99
8	"DEFI forêt" Dispositif d'Encouragement Fiscal à l'Investissement en Forêt (LOF 2001) incitations fiscales conditionnées par des engagements de gestion durable (PSG pour 15 ans) de 10 à 25 ha, réduction d'impôts de 25 % par année fiscale (jusqu'à 2 850 €)

Mesures en faveur du déboisement (Puy-de-Dôme) :

1	Aides à la suppression des boisements gênants (subventions à la coupe et à l'arrachage)
---	---

Conclusion :

Les résultats de cette enquête sont à relativiser compte tenu du nombre assez faible de personnes interrogées. Il permet cependant de juger des motivations des propriétaires ayant boisé. L'hypothèse de départ est infirmée. Contrairement à ce que nous pensions, la PBTA a relativement peu d'influence sur le boisement des terrains. Les propriétaires ont clairement fait ressortir qu'ils auraient boisés même sans cette prime, leurs terrains n'étant plus exploitables (pour l'agriculture).

Conclusion de la partie «Résultats»

Des politiques locales pour palier le manque d'adaptation des politiques sectorielles.

Il apparaît que les deux incitations contradictoires (prime au boisement des terres agricoles et incitation à la remise en culture des bois de résineux) ne sont pas les principaux responsables de l'évolution du boisement sur les espaces étudiés.

En effet, en terme de surface, leurs effets ne sont guère convaincants. Précisons que la politique de remise en culture des boisements de résineux a quand même des résultats très positifs au niveau paysager. Les boisements en timbre-poste, s'ils ne représentent que peu de surface, sont particulièrement gênants selon leur localisation. Par exemple, une parcelle de quelques ares située à proximité immédiate d'une maison, la prive en partie de lumière, et limite considérablement la visibilité des riverains.

Quand à la prime au boisement des terres agricoles, le constat est que les propriétaires en ayant profité auraient tout aussi bien boisé sans l'existence de cette prime.

Quelle est la cause de cette évolution ?

Les entretiens ont montré que les propriétaires fonciers cherchent logiquement à tirer le meilleur parti de leurs parcelles. C'est donc le souci de rentabilité des productions qui est à l'origine du mode d'occupation des sols. La mutation de ce dernier indique que l'activité précédente est devenue moins rentable et qu'il a fallu la remplacer.

Les premières parcelles ayant changé de couverture végétale sont celles où l'activité agricole est la plus difficile à exercer (difficultés d'accès, relief, nature du sol, exposition...).

Au-delà des particularités à l'échelle de la parcelle, il existe des particularités liées aux zones de moyenne montagne qui ne sont pas prises en compte dans la principale gérante de l'occupation agricole : la Politique Agricole Commune. C'est elle qui influe sur la rentabilité de l'activité agricole.

Si les politiques locales d'incitation au boisement ou au déboisement ont peu d'effets en terme de surface, on peut affirmer que c'est un manque d'adaptation des politiques européennes et nationales qui est en grande partie à l'origine du boisement des terres agricoles.



Photographie de parcelles boisées sur la commune de Cherier.
Auteur : Célia Ponson.

La gestion des plantations dépend beaucoup des propriétaires. La forêt française étant très morcelée, elle est donc aussi très hétérogène. La Loi d'Orientation pour la Forêt de 2001 devrait favoriser une gestion plus concertée.

Troisième partie : Les effets du boisement

La troisième et dernière partie est destinée à vous faire prendre du recul par rapport au sujet traité. Les études de cas sont nécessaires pour pouvoir tester concrètement les hypothèses, mais il serait dommage de nous en tenir à une étude. Il faut donc considérer l'évolution du boisement de façon plus ouverte. C'est pourquoi nous allons vous présenter les avantages et les inconvénients de l'évolution de la forêt.

Tout d'abord, nous verrons que le boisement peut constituer une opportunité, et qu'il peut avoir différentes fonctions. Mais il comporte aussi des risques et présente des vices cachés.

Ensuite, le petit « observatoire photographique du paysage » que nous avons imaginé à l'occasion vous permettra de vous faire une idée sur le paysage des Monts du Forez. Quant aux impacts en terme de biodiversité, d'attractivité territoriale et d'économie, il sera fait un bref récapitulatif des idées rencontrées lors du travail de recherche.

Enfin, nous nous tournerons vers l'avenir, pour imaginer ce qui serait souhaitable en terme de gestion de l'espace.

Pourquoi boiser des terres agricoles ?

La surproduction agricole (qui limite désormais les conflits entre l'agriculture et la forêt dans l'utilisation des terres), la déprise agricole (qui rend disponibles des terres pour le boisement), l'insuffisance de la mobilisation du bois (qui appelle un renforcement de la filière bois), la création d'emplois (que tous les pays recherchent), la réanimation économique de zones rurales en déclin (souvent aptes à une production ligneuse de bon rendement, notamment en moyenne montagne), l'amélioration de l'environnement (réclamée par toutes les opinions publiques et dont la forêt est une pièce maîtresse) créent un élan en faveur d'une relance des investissements forestiers, notamment de boisement.

Le déficit en bois

En ce domaine, deux interrogations sont fréquentes : ce boisement va-t-il améliorer le déficit de la balance bois de l'Union européenne ? Y a-t-il des risques de production d'excédents ligneux ? Le déficit net actuel de l'Union européenne en bois, sciages, pâtes et papier, représente plus de 100 millions de m³ d'équivalents bois ronds. Il place l'Union européenne au second rang des importateurs de bois dans le monde. Parallèlement, certaines possibilités d'approvisionnement extérieur risquent de se réduire : sur 33 pays en développement fournisseurs, on estime que 10 seulement pourront maintenir leur offre dans un proche avenir. La probable admission, au sein de l'Union européenne, des pays de l'AELE et notamment des pays scandinaves, fortement exportateurs de bois, réduirait néanmoins le déficit européen. Un accroissement de la surface boisée européenne peut contribuer à améliorer le bilan de la filière bois, mais du fait des délais de production, le bénéfice ne sera sensible que dans 30 à 50 ans si l'effort de reboisement est maintenu pendant une période suffisamment longue (20 ans au moins). Le risque de production d'excédents ligneux est nul : il faudrait en effet reboiser de 10 à 15 millions d'ha avec un bon niveau de productivité pour réussir à combler le déficit actuel et il paraît exclu de disposer d'une telle surface dans le potentiel de terres éligibles au boisement. Par ailleurs, d'importants débouchés pour le commerce extérieur existent en direction de pays à forte croissance démographique et à forêt inexistante ou ruinée.

Les fonctions d'intérêt général

Si les perspectives ne paraissent pas défavorables à l'extension de la forêt, la longueur des délais de production, ne permet pas de fonder une politique de reforestation uniquement sur les données économiques actuelles. Le boisement a toujours été un pari sur l'avenir. Il peut d'autant plus être tenté que ces forêts créées auront diverses utilités aux plans écologiques et sociaux. Ces «services d'intérêt général» assurés par la forêt deviennent prioritaires par rapport à la production ligneuse : influence sur le climat et réduction de l'effet de serre, protection des sols et de la ressource en eau, conservation de la flore, de la faune et de la biodiversité, espace vert pour le paysage, la promenade et les loisirs de plein air ... Si de telles fonctions prennent de l'importance au détriment de la fonction économique qui les rémunère, il faudra en arriver à l'octroi de légitimes compensations aux propriétaires qui sont producteurs bénévoles de ces services d'intérêt général.

Le développement rural

La forêt constitue un bon moyen pour apporter une contribution au développement de zones rurales défavorisées, en voie d'abandon, mais qui sont aptes à une production ligneuse de bon rendement. Elle peut aussi contribuer à rendre plus viables des exploitations agricoles si indispensables à l'entretien de l'espace rural : rémunération de travaux en forêt d'autrui, ventes de bois. Adoptant cette stratégie de développement rural intégré, mais en la limitant à ses objectifs 1) et 5b), l'Union européenne finance des actions de développement de toutes les potentialités naturelles identifiées à l'intérieur de zones sensibles. Le boisement peut y trouver sa place avec d'autres valorisations forestières : enrichissement de forêts, création de dessertes, entretien des haies ... Mais il ne suffira pas de disposer d'espaces aménagés, il faudra aussi s'employer à y maintenir des hommes, en s'efforçant de leur donner une formation adaptée dans le domaine des travaux sylvicoles et de la gestion forestière (petites entreprises) pour en faire les artisans de cette oeuvre d'expansion forestière. La Mutualité agricole française évalue ainsi que 250 ha de forêt de production permettent la création d'un emploi permanent.

Le boisement est-il une valeur sûre ?

Le risque économique

Le boisement constitue nécessairement un pari sur l'avenir. Néanmoins, une politique visant la qualité au moindre coût constitue le bon pari limitant les risques économiques. Le meilleur choix devrait porter sur le traitement en futaie et la production de bois d'œuvre. Il assure un bon volume de production, ouvre un éventail le plus large d'utilisation et autorise les meilleurs prix unitaires. Sans doute, des taillis à courtes rotations d'essences à croissance rapide (eucalyptus, peuplier) peuvent présenter de l'intérêt dans certains pays (Portugal) et sur des terres riches (jachères longues d'une exploitation agricole). Néanmoins, il convient de recommander la prudence sur l'intérêt de ces taillis dont la rentabilité n'est pas toujours assurée, dont l'impact paysager peut être critiquable, et qui pourraient inutilement concurrencer l'écoulement des sous-produits de la filière bois d'œuvre : bois d'éclaircies, produits connexes de scieries.

Le long délai de production

Pour remédier à cette forte contrainte inhérente à la production forestière, rappelons que l'Union européenne a institué des primes annuelles (PBTA) compensant la perte de revenu. D'abord réservées aux exploitants agricoles, ces primes ont été étendues, à un taux moindre, à d'autres catégories de reboiseurs. Sans doute, la forte dégradation du revenu agricole et l'obligation de gel des terres pour limiter la production qui accentue cette dégradation peuvent justifier l'octroi de primes annuelles compensant la perte de revenu d'agriculteurs fortement endettés. Cependant, il serait utile d'étudier des procédures d'achat de la valeur d'avenir des boisements réalisés par des rentes annuelles qui se substitueraient aux primes compensatoires de la perte de revenu. Les primes liées à l'ancienne affectation du sol et non à la nouvelle ne peuvent sans doute s'appliquer avec pertinence sur de longues périodes. Mais les moyens disponibles seront également utilisés efficacement pour : des aides à l'investissement initial de plantation (dont les premières années d'entretien) en les diversifiant ; subvention en capital (pour le reboiseur disposant de moyen financiers), prêts à bas taux d'intérêt et long terme, voire différé de remboursement (pour le reboiseur ne disposant pas de capitaux), des avantages fiscaux ; impôts sur le revenu, sur le capital..., l'élargissement des aides en vue d'améliorer les dessertes (qui ne se limitent pas à des exploitations agricoles, mais peuvent concerner l'ensemble d'un massif) ou de permettre la restructuration foncière des terres à boiser.

La mobilisation des terres

Un choix plus sélectif des terres à boiser, leur regroupement, les délais de décision des propriétaires limiteront les surfaces éligibles au boisement. Parallèlement, la mobilisation des reboiseurs nécessitera des actions de vulgarisation ainsi que des incitations financières et fiscales.

Les conditions de réalisation

Les boisements du passé ne sont pas exempts de critiques : terrains insuffisamment productifs, accès difficiles, plantations dispersées (timbres-poste), enrésinement de forêts feuillues parfois techniquement et écologiquement contestable. L'objectif doit être de créer de la « bonne forêt » : bien desservie, facile à gérer et à exploiter, économiquement viable (taille suffisante). La protection de l'environnement sera prise en compte : étude des stations, étude paysagère (non fermeture du paysage), choix des essences, introduction de feuillus dans un boisement résineux. Une certaine homogénéité est cependant nécessaire pour faciliter la mobilisation et permettre aux produits issus de ces boisements d'entrer dans de bonnes conditions dans les processus industriels.

Les aides financières et les avantages fiscaux donnent l'occasion d'imposer quelques règles simples et strictement appliquées : seuils minima de surfaces, station assurant une production suffisante, souci paysager, feuillus dans un boisement résineux, équilibre cynégétique...

Par ailleurs, la participation des agriculteurs à la mise en valeur des terres abandonnées par l'agriculture présente un grand intérêt social même si la constitution d'une forêt proprement dite et la culture d'arbres ne sont pas comparables. En effet, une forêt est un écosystème dont le fonctionnement est très voisin de ce qu'il serait en dehors de l'influence de l'homme. Par contre, la culture d'arbres est nettement plus artificielle : sélection génétique forte (avec parfois utilisation de clones), recours systématique à la régénération artificielle, tailles de formation et, assez fréquemment, apports d'engrais ou de produits phytosanitaires. Il semble techniquement assez facile qu'un agriculteur consacre une partie de son activité à la culture d'arbres : elle est proche de son activité agricole et il dispose pour la mener à bien du matériel et du savoir-faire ; mais il lui sera plus difficile de s'adapter au métier de forestier au sens strict, qui est un travail de plus longue haleine et dont les résultats ne sont visibles qu'au bout de plusieurs générations.

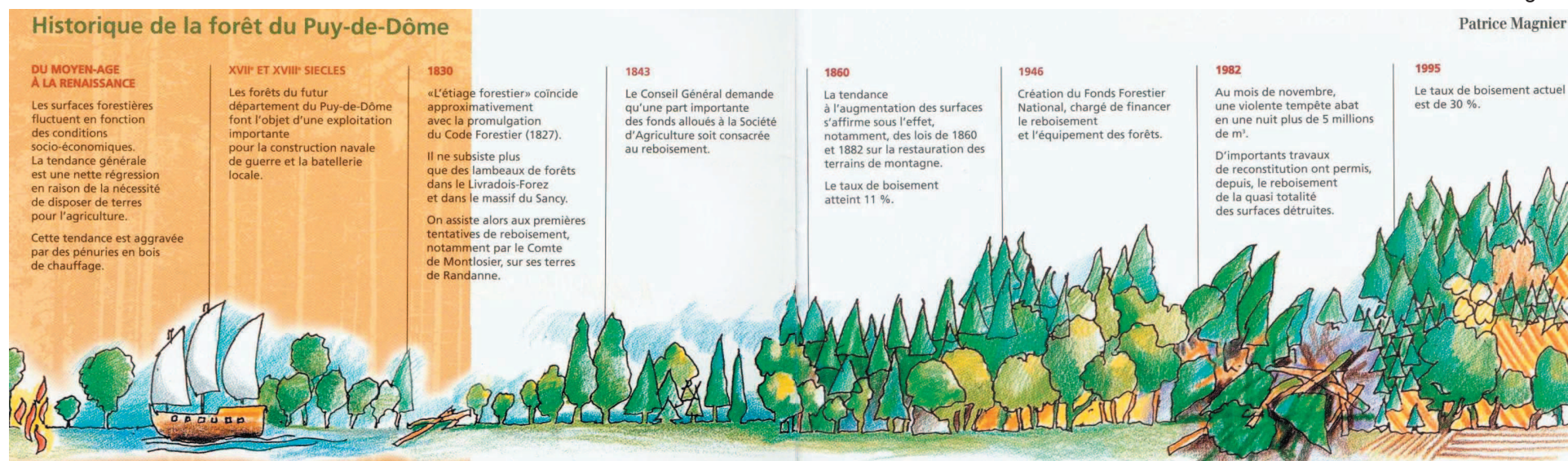
Le boisement est-il une valeur sûre ?

Les conditions de réalisation

Pour associer véritablement les agriculteurs à la mise en valeur forestière de leurs terres délaissées, on pourrait donc suggérer les objectifs suivants : dans les régions forestières, les terres agricoles délaissées peuvent s'incorporer aux massifs existants, dans les régions très agricoles (pays de bocages ou ne contenant que des massifs forestiers isolés), la culture d'arbres peut être envisagée, peuplier, noyer, merisier mais aussi frêne, hêtre, érable, alisier, chêne-liège, châtaignier... ; de même un boisement lâche pour la mise en valeur cynégétique d'un territoire devrait pouvoir être envisagé et aidé, dans les régions de grande culture, la culture d'arbres ou la forêt semblent difficiles à envisager mais, à proximité des grandes villes, la plantation de grands parcs récréatifs est une option intéressante.

Dans tous les cas, ces réalisations ne pourront s'implanter dans le cadre des structures de l'exploitation agricole (et devront donc bénéficier d'une procédure de réorganisation foncière, voire de transfert de «quotas de jachère»). Elles devront également tenir le plus grand compte du paysage, en évitant de le fermer par des boisements trop massifs ou mal situés (fonds de vallées en particulier).

Historique de la forêt du Puy-de-Dôme.
Source : revue «La forêt du Puy-de-Dôme», DDAF.
Auteur : Patrice Magnier.



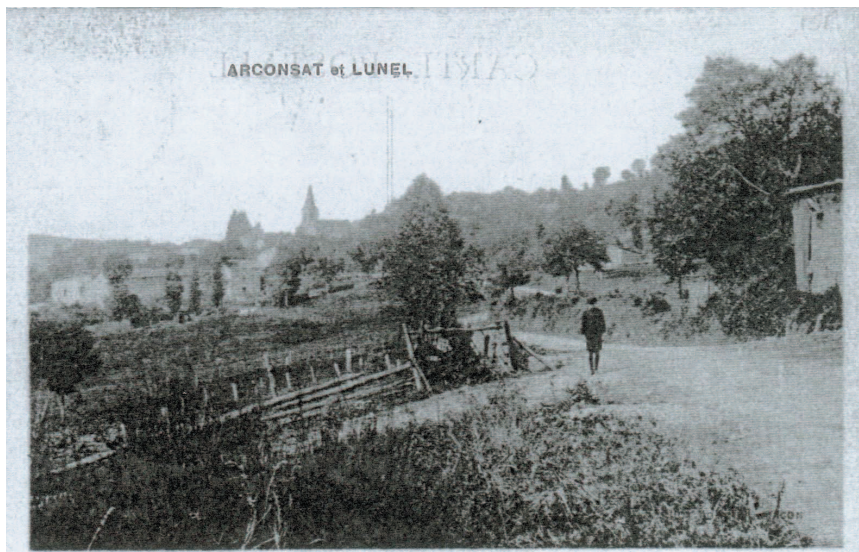
Quel est l'impact sur le paysage ?

Votre propre point de vue sur l'évolution de la forêt

Evolution de la forêt à Arconsat

Puy-de-Dôme

Carte postale ancienne



Carte postale ancienne.
Source : collection privée.

Photo récente



Photographie récente.
Auteur : Célia Ponson.

Le paysage est par définition la portion de pays vue à travers les yeux d'un observateur, la photo est donc un excellent outil pour traiter du paysage. Ces prises de vue ont été réalisées au même endroit, de façon à pouvoir comparer ce que les passants perçoivent à deux époques différentes. Toutes les cartes postales présentes dans ce rapport datent du début du 20ème siècle (de 1911 à 1950). Les évolutions que l'on peut constater sont donc issues d'une période longue à l'échelle humaine, mais courte à l'échelle du paysage.

Sur la droite des illustrations, nous voyons une cabanne qui a traversé le siècle sans trop changer d'aspect. Ce qu'il y a autour, par contre, a beaucoup évolué. Il ne reste rien de la vue sur les villages de Lunel et d'Arconsat, le boisement de la partie gauche de la route a occulté tout l'arrière plan.

Evolution de la forêt au col St-Thomas

Loire et
Puy-de-Dôme

Cartes postales anciennes



Cartes postales anciennes.
Source : collection privée.

Photo récente



Photographie récente.
Auteur : Célia Ponson.

Voici trois photographies montrant le col St-Thomas depuis le côté Puy-de-Dôme. La première date de 1911, la deuxième de 1950, et la troisième a été prise cette année.

Le village en arrière plan, le plus haut sur le versant, se nomme «La Meule», il apparaît au centre de chaque photographie. Au début du siècle, il se trouvait au milieu d'un espace totalement ouvert, tandis que quelques bois se formaient à l'endroit où a été prise la photo n°1. Il se retrouve aujourd'hui complètement isolé au milieu des «Bois noirs» (voir photo n°3).

L'évolution du boisement est ici très nette, la droite de la route départementale 1 s'est recouverte de forêt sur sa partie haute (voir photo n°2), puis tout le versant a été colonisé.

Le village de «La-Croix-St-Martin», d'où la dernière photographie a été prise, est le seul point de vue sur le col St-Thomas qui n'est pas encore totalement bouché, quant à la visibilité à partir du col, elle est inexistante... Cette évolution est-elle irréversible ?

Evolution de la forêt à Arconsat

Puy-de-Dôme

Carte postale ancienne



Carte postale ancienne.
Source : collection privée.

Photo récente



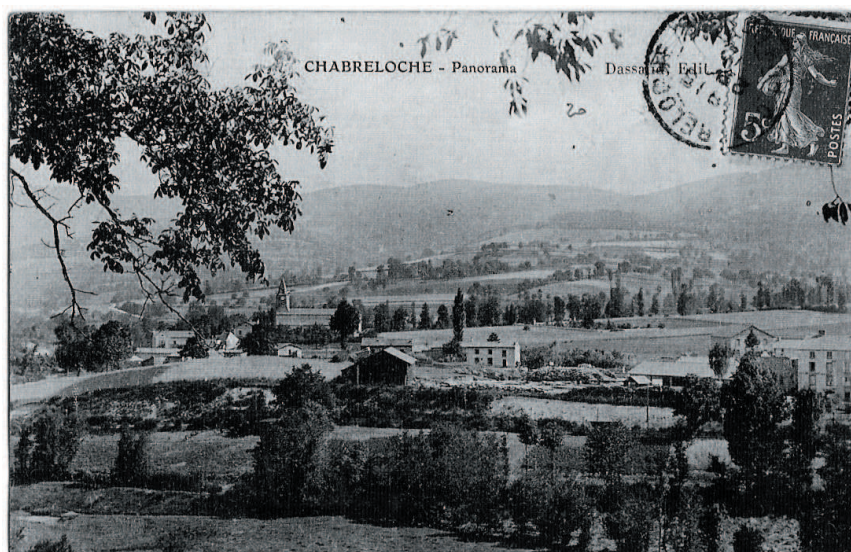
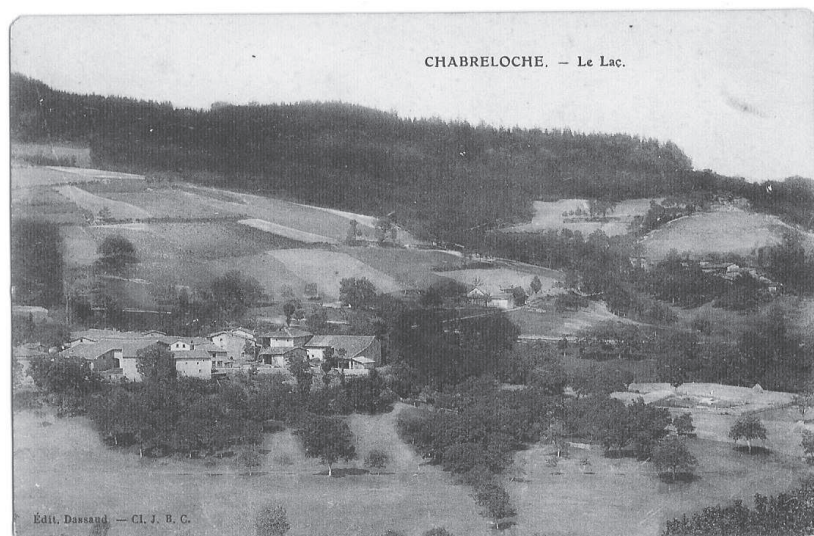
Photographie récente.
Auteur : Célia Ponson.

Le bourg d'Arconsat, repérable sur la photographie récente par le clocher gris qui dépasse des forêts, a connu des changements marquants. Situé sur le relief, il avait une vue privilégiée sur les terrains alentours. Mais les anciennes pâtures ont laissé place aux conifères qui ont très vite entouré le village, si bien que celui-ci n'est pratiquement plus visible de la route départementale 1. Ce rideau d'arbres a aussi pour effet de camoufler le relief : nous ne voyons plus la différence entre la butte où se trouvent les maisons et celle située en arrière plan sur la carte postale ancienne.

Si le boisement continue à progresser, la parcelle située à mi-hauteur fermerait le petit angle de vue sur le bourg et la parcelle d'où la photographie a été prise deviendrait elle aussi un obstacle à la vue. Mis à part les aspects purement paysagers, le boisement causerait une gêne vis à vis des habitants (ombre, humidité, etc.).

Voici d'autres illustrations de l'évolution des boisements. Le paysage, comme nous l'avons vu dans la partie définitions, est l'expression d'une relation dynamique entre un territoire concret (représenté sur les photographies) et la perception que l'on en a (votre regard). Vous pouvez vous faire votre propre idée sur les changements dans le paysage des Monts du Forez.

Evolution de la forêt

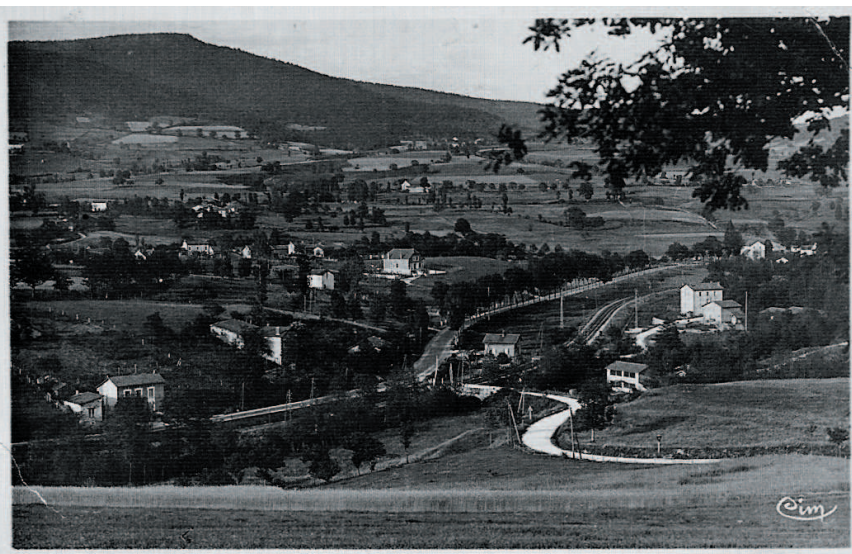


Cartes postales anciennes.
Source : collection privée.



Photographies récentes.
Auteur : Célia Ponson.

Evolution de la forêt



Cartes postales anciennes.
Source : collection privée.

Photographies récentes.
Auteur : Célia Ponson.

Comment le boisement affecte-t-il les Monts du Forez ?

L'objectif de ce travail de recherche n'était pas d'apprécier les effets du boisement des terres agricoles, mais les nombreuses lectures, les analyses de terrain et les différentes discussions engagées nous permettent aujourd'hui de nous faire une opinion.

affecter l'attractivité du site comme nous venons de le voir. Il faut faire attention à ne pas gâcher une potentialité touristique qui pourrait devenir économiquement rentable.

Impact en terme de biodiversité

Nous avons vu que la principale essence de reboisement était le douglas, il couvre désormais une grande partie du territoire des Monts du Forez et tend encore à se développer. Le principal risque est l'homogénéisation du territoire, qui a un impact négatif au niveau paysager, mais aussi au niveau écologique. Sous une forêt de douglas, rien ne pousse, si les quelques hêtraies restantes sont remplacées par des forêts de douglas, la biodiversité va diminuer.

Impact en terme d'attractivité territoriale

Pour les touristes :

Les Monts du Forez ne sont pas, pour l'instant, une grande destination touristique. Mais si on considère le développement des gîtes ruraux durant les dix dernières années, on peut imaginer qu'un enjeu touristique est en train de naître.

La forêt fait partie des attraits touristiques de la moyenne montagne, lorsqu'elle présente un aspect suffisamment accueillant et une diversité dans les essences plantées. Ici encore, l'enrésinement n'est pas souhaitable, il affecterait la qualité du site et diminuerait l'attractivité de celui-ci.

Pour les habitants :

Comme nous l'avons vu, au fur et à mesure que la forêt avance, les habitants partent. L'impact du développement de la forêt sur le cadre de vie est très important. Il est beaucoup moins plaisant d'habiter à l'ombre des forêts denses de résineux, que dans un espace ouvert. Indirectement, le boisement est un facteur de la déprise des Monts du Forez.

Impact économique

Si l'activité agricole n'assure plus un revenu suffisant pour continuer à exploiter les terrains, la sylviculture ne procure que des revenus incertains (tempêtes, parasites, etc.) et à longue échéance. Une mauvaise gestion du boisement peut

Discussion : l'avenir de la forêt en Europe

Un pari sur l'avenir ?

Le boisement réalisé aujourd'hui ne constituera un revenu de complément à l'activité agricole que dans un futur lointain, c'est-à-dire une ou deux générations au moins. Dans ces conditions, un objectif de boisement se trouve déconnecté de la situation agricole actuelle (notamment en terme d'investissements). Il a, par contre, un effet positif en terme d'emplois. L'orientation de la politique de boisement de l'Union européenne a été présentée comme un moyen de limiter les excédents de production en enlevant des terres à l'agriculture : l'explication est simpliste, la vraie question est d'apprécier les retombées positives d'une politique de boisement sur l'économie générale et de remédier aux contraintes qui la freinent. La libération de terres offre une opportunité dans ce cadre pour faciliter la mise en oeuvre d'une telle politique.

En l'absence d'une politique forestière d'ensemble, exclue du traité de Rome, l'engagement forestier de l'Union européenne a été beaucoup trop restrictif, portant sur des actions ponctuelles et dispersées. Mais l'évolution de la doctrine européenne est significative d'une prise de conscience de la nécessité d'une stratégie plus globale de l'Union européenne dans le secteur forestier. L'historique de l'action forestière de l'Union européenne, a fait apparaître d'une part une longue appréhension des Etats à s'engager dans une politique forestière communautaire, d'autre part une lente et constante avancée de la Commission vers des actions forestières spécifiques déconnectées de la PAC.

Initialement limitée aux seules exploitations agricoles, l'action forestière communautaire a été étendue à tous les propriétaires, y compris les propriétaires de droit public. Limitée à l'origine aux seuls boisements dont l'objet est de concourir à l'amélioration des structures agricoles, elle a été étendue à leur entretien (pendant 5 ans), puis à l'amélioration des superficies boisées des exploitations agricoles, à la mise en place d'aménagements (desserte, pare-feu...) puis à des opérations de protection des forêts contre les incendies et les pollutions.

Dans une communication de septembre 1992, la Commission suggère de renforcer la stratégie forestière de la Communauté en revalorisant toutes les fonctions économiques, écologiques et sociales de la forêt ; elle fixe même les principaux axes de l'action : extension, conservation du patrimoine, gestion durable, information recherchée.

De son côté, dès 1983, le Parlement européen a toujours appelé de ses vœux, une politique forestière plus ambitieuse et plus globale.

Une telle politique forestière européenne irait, bien entendu, au-delà des mesures conjoncturelles d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune et au-delà des prérogatives de l'Union européenne. Elle devrait notamment, s'inscrire dans la durée, d'une part parce que les cycles de production forestière sont longs, d'autre part parce que les effets attendus, tant dans le domaine de l'économie (réduction du déficit de la filière bois européenne) que de celui de l'environnement (limitation de l'accroissement de l'effet de serre) supposent des actions de longue haleine.

Elle devrait également être associée à une politique globale d'aménagement des territoires ruraux, et comporter une véritable politique industrielle et commerciale. En effet, pour produire des effets rapides sur cette filière qui traverse actuellement une crise très grave, des mesures de grande ampleur seraient nécessaires, parmi lesquelles on peut suggérer : un examen (et des mesures de correction) des conditions de mise en concurrence des industries de l'Union européenne (charges sociales et fiscales...), des aides pour la recherche en matière de techniques industrielles, le développement des débouchés et la promotion des emplois du bois.

Ces mesures, bénéfiques pour les industries du bois, le seraient également pour la gestion forestière dans toutes ses fonctions. Un écoulement amélioré des produits de la forêt devrait permettre en effet aux propriétaires forestiers, grâce à un meilleur revenu, d'intégrer plus largement des objectifs sociaux ou environnementaux dans leurs interventions sylvicoles. Il est certain qu'une filière bois dynamique sera un argument psychologique fort pour inciter au boisement des terres agricoles, ainsi d'ailleurs qu'à la gestion des forêts existantes.

Conclusion

Est-il besoin de rappeler la problématique qui touche les zones de moyenne montagne ? Est-il besoin de signaler que la fermeture du paysage affecte l'équilibre du territoire qui en est victime ? Vous avez pu constater que ce phénomène est plus que flagrant. Les Monts du Forez ont changé d'apparence en moins de 50 ans.

Comment maîtriser cette évolution ? La réponse à cette question est la clé pour pouvoir mieux gérer l'évolution des paysages dans l'avenir. Il ne tient pas seulement aux propriétaires fonciers de décider de l'affectation de leur terrain, ceux-ci sont orientés en fonction de ce que l'économie, le temps, les facteurs physiques, etc. leurs permettent. Il s'agit donc de trouver ce qui a influencé le boisement des Monts du Forez, pour tirer une leçon de ce qui s'est produit dans ce secteur. Le but étant de limiter le développement futur de la forêt dans cette zone et de prévenir ce qui pourrait se passer ailleurs en France, ou en Europe.

Nous avons vu dans la partie « Références bibliographique » que le boisement se déplace sur le territoire national, il est donc important de trouver les moyens de le maîtriser. C'est un phénomène d'actualité : les catastrophes survenues cet été en Provence et surtout au Portugal (feux de forêts) sont directement liées à la mauvaise gestion de la forêt. Il est temps de remettre en cause notre mode de « réutilisation des terrains peu productifs ». Il est temps de trouver une solution aux problèmes liés à la sécurité publique, au paysage, à la biodiversité, à l'intérêt général. Elle se trouve peut-être dans le choix des essences, dans le mode de gestion sylvicole, dans la répartition des parcelles forestières, ou peut être dans tous ces éléments à la fois. Ceci mériterait d'être étudié dans un futur travail de recherche.

Ce travail de recherche est une première étape dans la résolution de ces problèmes forestiers. Il permet de mieux comprendre comment un territoire évolue, quels sont les facteurs qui influent sur sa gestion.

Voici un bref rappel des hypothèses faites au début de ce travail :

- l'évolution de la forêt à l'échelon national est différente de l'évolution à l'échelon local,
- les politiques nationales et européennes ne sont pas adaptées à la moyenne montagne,
- les outils des politiques locales (PBTA, subventions à la suppression des boisements gênants) ont des effets significatifs.

Deux hypothèses sur trois ont été confirmées par les études menées sur les cantons de St-Just-en-Chevalet. Mais à notre grande surprise, La troisième hypothèse n'a pas été véritablement confirmée. Les effets des incitations mises en

œuvre localement ne sont pas tous probants. Si les incitations à la suppression des boisements gênants fonctionnent assez bien dans le Livradois-Forez, la Prime au Boisement des Terres Agricoles a eu un effet quasiment nul sur le canton de St-Just-en-Chevalet.

L'évolution est encore tributaire des politiques sectorielles qui ont des effets indirects sur le paysage (la biodiversité, le cadre de vie, la sécurité publique, etc.). Nous ne devons pas pour autant en conclure que toutes les adaptations locales seraient inefficaces. Mais plutôt que d'essayer de régler le problème après son apparition, essayons de le prévenir. La solution réside peut-être dans l'encouragement des pratiques agricoles, ou dans la rémunération des services (qui dans ce cas, sont d'intérêt public) que fournit l'agriculture, en l'occurrence : l'entretien de l'espace. Sommes-nous prêts à de tels changements ?

Ce travail de recherche, bien que difficile à coordonner avec le cursus de Magistère, est une opportunité pour manipuler un sujet qui nous tient à cœur. Cette motivation nous aide à oublier le temps passé à la réalisation de ce mémoire. La satisfaction d'être arrivé au bout de ce que nous voulions démontrer est une belle récompense, même si une recherche n'est jamais terminée. A chaque étape, il nous faut laisser de côté des problématiques qui seraient trop longues à étudier. Il faut sans cesse recadrer les objectifs.

Nous pouvons seulement regretter de n'avoir eu que quelques mois pour nous consacrer entièrement à ce travail. La création de l'outil informatique destiné à cartographier les photographies aériennes a nécessité beaucoup de temps. Nous ne pouvions pas montrer ces photographies dans ce mémoire (propriété de l'IGN). Le géoréférencement est un travail de très longue haleine qu'il a fallu gérer en plus du travail de recherche proprement dit. La création d'un Système d'Information Géographique est à la fois difficile et très prenant, d'autant plus qu'il a fallu découvrir le logiciel MapInfo.

La base de données étant maintenant créée, et la méthodologie acérée, il serait intéressant de compléter le travail cartographique dans le temps et dans l'espace. Nous allons délivrer cette base de données aux DDAF de la Loire et du Puy-de-Dôme, au PNR Livradois-Forez et aux techniciens du CRPF, qui devraient l'utiliser pour compléter leurs bases de données.

Glossaire

Politiques sectorielles : politiques qui visent un secteur d'activité défini (agricole, forestier, etc.).

Accruées forestières : friche ayant évolué en boisement spontané.

Terres arables : (= terres labourables) terrains agricoles qui sont cultivés, où l'on effectue des pratiques culturales.

Suberaies : formation végétale composée de plantes qui élaborent du liège.

Menaces anthropiques : menaces liées à l'homme (manque d'entretien, coupes abusives, artificialisation des terrains, etc.)

Sole céréalière : surface totale cultivée en céréales pour chaque exploitation.

Aménités : ce que le boisement peut apporter d'agréable, de plaisant (pour les loisirs, la détente, etc.).

Bibliographie

Ouvrages :

- Agreste Chiffres et données Agriculture. *Indicateurs paysagers élaborés à partir de l'enquête sur l'utilisation du territoire (TERUTI)*. Numéro 151 – juillet 2003.
- Albaladejo Christophe. *Aménagement de l'espace rural et activités d'élevage dans des régions de petites exploitations agricoles. L'exemple des Cévennes-Sud en France et de la province de Misiones en Argentine*. Thèse présentée à l'université de Grenoble I, mai 1987.
- Balent Gérard. *La forêt paysanne dans l'espace rural. Biodiversité, paysages, produits*. Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement N°29. INRA, 1996.
- Balleux Pascal et VAN LERBERGHE Philippe. *Le boisement des terres agricoles. Guide technique*. Institut pour le développement forestier, 2001.
- Berlan-Darque Martine et TERRASSON Daniel. *Programme de recherche Politiques Publiques et Paysage*. CEMAGREF éditions, séminaire de lancement Albi, 28-30 mars 2000.
- Bianco Jean-Louis. *La forêt : une chance pour la France*. Rapport au premier ministre, collection des rapports officiels. La documentation Française, 1998.
- Breman Peter. *Approche paysagère des actions forestières*. Office National des Forêts, 1993.
- Brunet Roger, Ferras R., Thery H.. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Collection Dynamiques du territoire, Reclus – La Documentation Française, 1993.
- Buttoud Gérard. *Les politiques forestières*. Que sais-je ? Presses Universitaires de France, 1998.
- Cailliez Francis, Cavaillhes Jean, Hubert Bernard, De Montard François-Xavier, Guitton Jean-Luc, Terrasson Daniel. *Agriculteurs, agricultures et forêts*. CEMAGREF éditions, colloque Paris, 12 et 13 décembre 1994.
- CERAMAC (Centre d'Etudes et de Recherches Appliquées au Massif Central, à la moyenne montagne et aux espaces fragiles). *Moyennes montagnes européennes, nouvelles fonctions, nouvelles gestions de l'espace rural*. Pôle « Gestion des Territoires Ruraux Sensibles », 1ères journées internationales. Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 1999.
- Conseil National de l'Evaluation et Commissariat Général du Plan. *Les politiques de développement rural*. Rapport de l'instance d'évaluation présidée par Daniel Perrin. La documentation Française, septembre 2003.
- Deconchat Marc. *Exploitation forestière et biodiversité, exemple dans les*

forêts fragmentées des coteaux de Gascogne. Thèse de Doctorat de l'Université Paul Sabatier (Toulouse III), 1999.

- Fleury Philippe et Guisepelli Emmanuel. *Paysages et agriculture dans les Alpes du Nord*. GIS Alpes du Nord, 2003.
- IFEN (Institut Français de l'Environnement). *Forêt, Economie et Environnement. Données économiques de l'environnement*. Rapport de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement, juin 2002.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. *L'agriculture et la forêt dans le paysage*. Manuel, novembre 2002.
- Politique Agricole Commune, *Régions défavorisées et protection de l'environnement*. Colloque de Toulouse – 16-17-18 octobre 1986. Edité par la FFSPN (Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature), Paris, 1988.
- Quesney Daniel, Ristelhueber-Guilloteau Véronique, Stefulesco Caroline. *L'observatoire photographique du paysage*. Brochure réalisée à l'occasion de l'exposition « L'observatoire photographique du paysage » cité des Sciences et de l'Industrie, novembre 1994.
- Sebillotte Michel (sous la direction de). *Recherches-système en agriculture et développement rural*. Symposium international, Montpellier – 21-25 novembre 1994. Conférences et débats, Communications. CIRAD-SAR, octobre 1996.

Revues :

- Cavaillhes J., Normandin D., 1993, *Déprise agricole et boisement : état des lieux, origine et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC*. Revue Forestière Française, 45, p 465-482.
- Joliveau Thierry, 1994, *La gestion paysagère des espaces ruraux : questions, concepts, méthodes et outils*. Revue de géographie de Lyon, volume 69, n°4, « Le paysage : le mot et la chose », p 325-334.
- Rapey Hélène, Josien Etienne, Servière Gérard, 2002, *Entretien de l'espace par l'élevage : caractéristiques et relations avec les dynamiques des exploitations. Cas d'un petit territoire des Monts du Forez*. Ingénieries : eau, agriculture, territoires, n°2 spécial 2002, p 67-79.
- Rautenberg Michel, 1994, *Eléments pour une politique culturelle de la diversité paysagère dans la région Rhône-Alpes*. Revue de géographie de Lyon, volume 69, n°4, « Le paysage : le mot et la chose », p 319-324.

Bibliographie

Statistiques (classées par ordre chronologique) :

- Ministère de l'Agriculture, Direction Générale des Eaux et Forêts. *Statistique et atlas des Forêts de France*. Par Lucien Daubrée, Conseiller d'Etat, Directeur Général des Eaux et Forêts. Tome deuxième, Paris, Imprimerie Nationale, 1908.
- Direction Générale de l'administration et du financement. *Principales données de statistiques forestières en 1978*. N°4 – Août 1980.
- Ministère de l'Agriculture – Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques. *Statistiques forestières en 1984*.
- Ministère de l'Agriculture – Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques. *Statistiques forestières en 1987*.
- Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, Direction de l'Espace Rural et de la Forêt. *Fonds Forestier National, boisement et reboisement, Rapport d'activité 1991*. 18 février 1992.
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Inventaire Forestier National, Région Auvergne. *Résultats du troisième inventaire forestier (1987-1991)*. IFN 1994.
- Inventaire Forestier National. *Inventaire forestier départemental – Loire – 3ème cycle*. 1993.

Sites Internet :

- Etude : Des scénarios d'avenir pour la forêt, l'industrie du bois et leurs liaisons au territoire. Synthèse de la discussion de l'étude à l'adresse suivante : <http://www.agriculture.gouv.fr/fore/fore/lnr.pdf>
- Une synthèse des éléments apportés par la nouvelle Loi forestière se consulte à l'adresse : http://www.agriculture.gouv.fr/fore/loi_foret/presseLOF.pdf
- Dossiers du Parlement européen, révisé le 1er septembre 1996, <http://www.europarl.ep.ec/dg7/forest/fr/ch5-15.htm>
- Statistiques agricoles : <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/>
- Statistiques forestières : <http://www.ifn.fr/>

Table des illustrations

Tableaux :

Tableau 1 : Evolution des surfaces boisées françaises - Source : TERUTI et IFN	p. 12
Tableau 2 : Demandes d'attribution de la PBTA dans le canton de St-Just-en-Chevalet - Source : DDAF de la Loire	p. 37
Tableau 3 : Superficie mise en boisement avec l'aide du FFN par nature d'opération - Source : Inventaire Forestier National	p. 45
Tableau 4 : Evolution de la SAU par commune depuis 1979 - Source : AGRESTE, Recensement agricole	p. 52

Graphiques :

Graphique 1 : Evolution des superficies mises en boisement avec l'aide du FFN entre 1981 et 1986 - Source : Inventaire Forestier National	p. 45
Graphique 2 : Superficie mise en boisement avec l'aide du FFN : moyenne par années - Source : Inventaire Forestier National	p. 46
Graphique 3 : Evolution de l'occupation des sols dans la Loire – Source : Inventaire Forestier National	p. 47
Graphique 4 : Evolution de l'occupation des sols dans le Puy-de-Dôme – Source : Inventaire Forestier National	p. 47
Graphique 5 : Superficie en bois et forêt dans la Loire en 1984 - Source : Inventaire Forestier National	p. 48
Graphique 6 : Superficie en bois et forêt dans le Puy-de-Dôme en 1984 - Source : Inventaire Forestier National	p. 48
Graphique 7 : Evolution de la répartition des essences dans la Loire entre 1978 et 1984 – Source : Inventaire Forestier National	p. 49
Graphique 8 : Evolution de la répartition des essences dans le Puy-de-Dôme entre 1978 et 1984 – Source : Inventaire Forestier National	p. 49
Graphique 9 : Essences de boisement et de reboisement en 1993 - Source : Inventaire Forestier National	p. 50
Graphique 10 : Evolution de la SAU depuis 1979 - Source : AGRESTE, Recensement agricole	p. 51
Graphique 11 : Evolution de la superficie en fermage depuis 1979 - Source : AGRESTE, Recensement agricole	p. 53

Autres illustrations :

Photographie des Monts du Forez depuis le village de Cervières	p. 6
Photographie de l'A72 depuis un pont à proximité de Chausseterre	p. 9
Photographie panoramique des Monts du Forez depuis le village de Cervières (1)	p. 11
Photographie panoramique des Monts du Forez depuis le village de Cervières (2)	p. 13
Photographie d'une culture détruite, depuis la route départementale 1 à proximité de Chausseterre	p. 16
Photographie des boisements en «timbre-poste» dans le Puy-de-Dôme	p. 24
Schéma des objectifs du PNR Livradois-Forez	p. 25
Photographie des transitions entre les parcelles agricoles et les parcelles forestières à Cherier, depuis la route départementale 53	p. 32
Photographie d'une éclaircie par abattage mécanique à Cherier	p. 35
Carte du taux de boisement communal dans le département du Puy-de-Dôme	p. 42
Carte de localisation de deux grilles TERUTI dans le canton de St-Just-en-Chevalet	p. 43
Photographie du bourg de Chabreloche depuis les hauteurs de la commune	p. 46
Photographie panoramique des Monts du Forez depuis le village de Cervières (3)	p. 48
Photographie des «bois noirs» depuis la commune de Chausseterre	p. 53
Photographie d'une parcelle éclaircie par abattage mécanique à Cherier	p. 56
Photographie de parcelles boisées sur la commune de Cherier	p. 63
Historique de la forêt du Puy-de-Dôme	p. 67
Comparaison de cartes postales anciennes et de photographies récentes	p. 68-72

Liste des annexes

Annexe 1 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans la Loire

Annexe 2 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Annexe 4 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Annexe 5 : Guide d'entretien pour les propriétaires forestiers

Annexe 1 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans la Loire

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à Chausseterre*



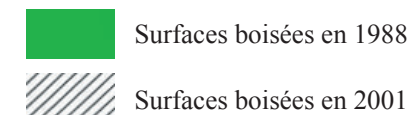
Echelle :

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à Cherier*



0 0,5 km 1 km 1,5 km

Evolution des surfaces boisées



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

Annexe 1 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans la Loire

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à Cremeaux*



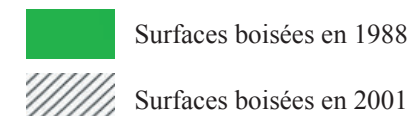
Echelle :

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à La Tuilière*



0 0,5 km 1 km 1,5 km

Evolution des surfaces boisées



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

Annexe 1 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans la Loire

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à St-Just-en-Chevalet*



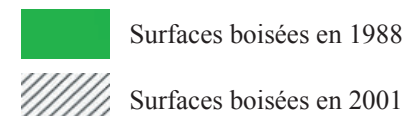
Echelle :

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à St-Priest-la-Prugne*



0 0,5 km 1 km 1,5 km

Evolution des surfaces boisées



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

Annexe 2 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à Arconsat*

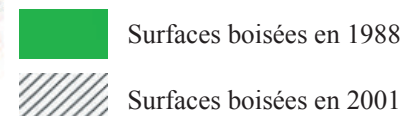


*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à Chabreloche*



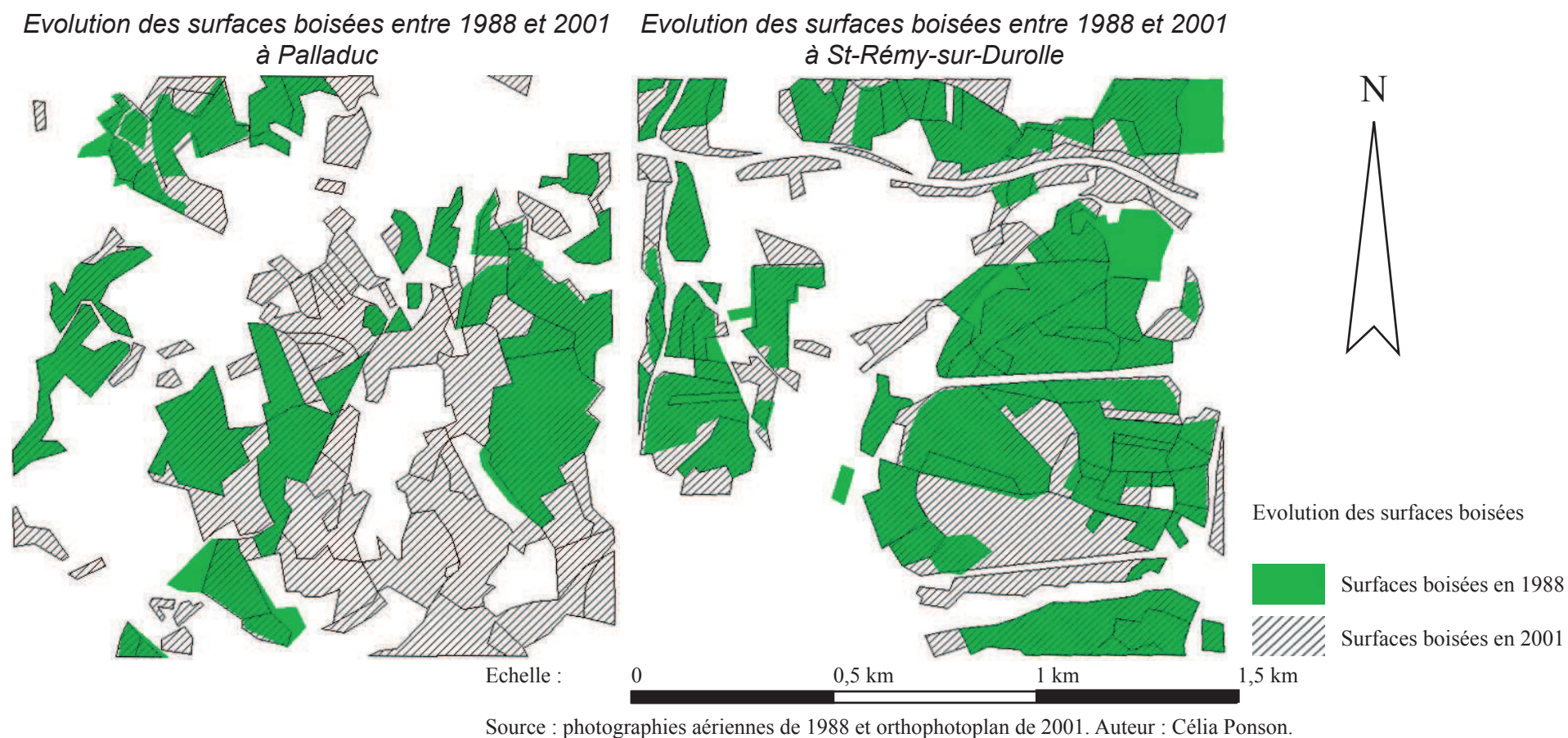
Echelle : 0 0,5 km 1 km 1,5 km

Evolution des surfaces boisées



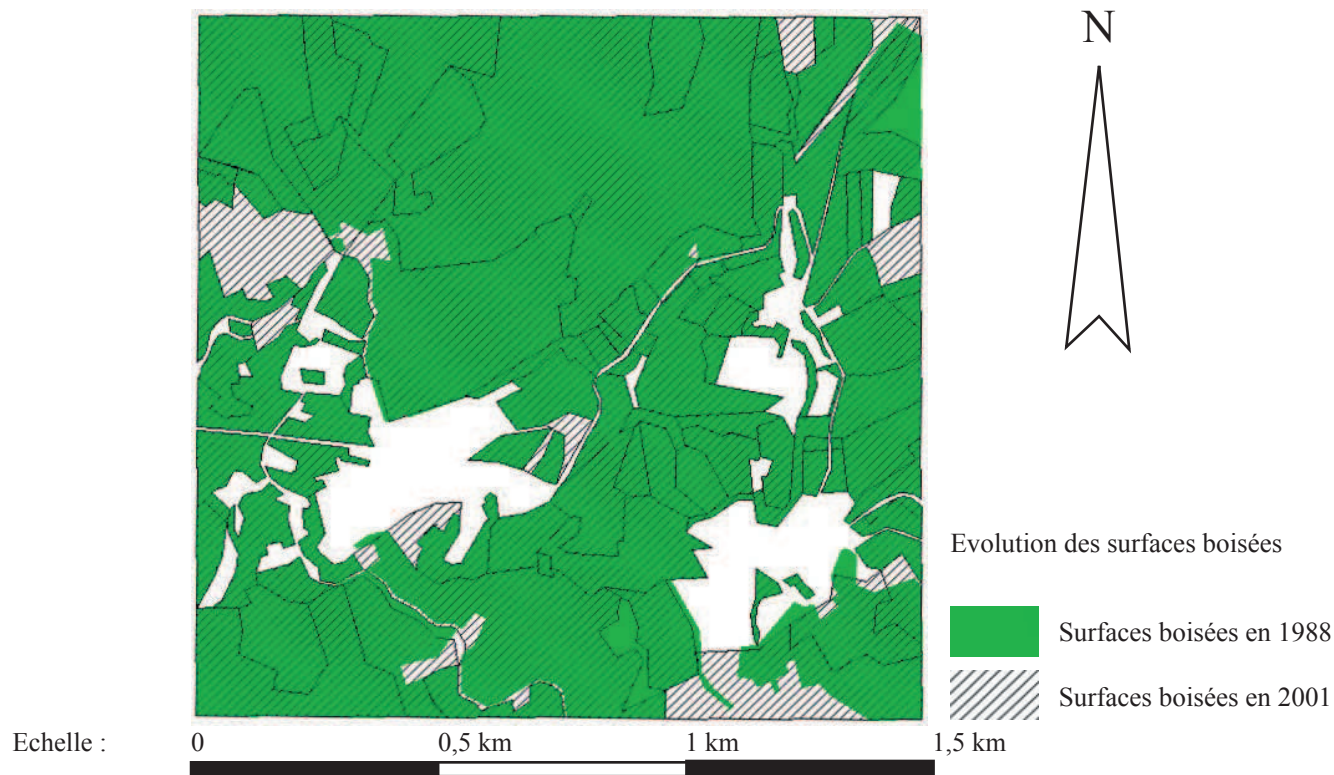
Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

Annexe 2 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme



Annexe 2 : Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

*Evolution des surfaces boisées entre 1988 et 2001
à St-Victor-Montvianeix*



Source : photographies aériennes de 1988 et orthophotoplan de 2001. Auteur : Célia Ponson.

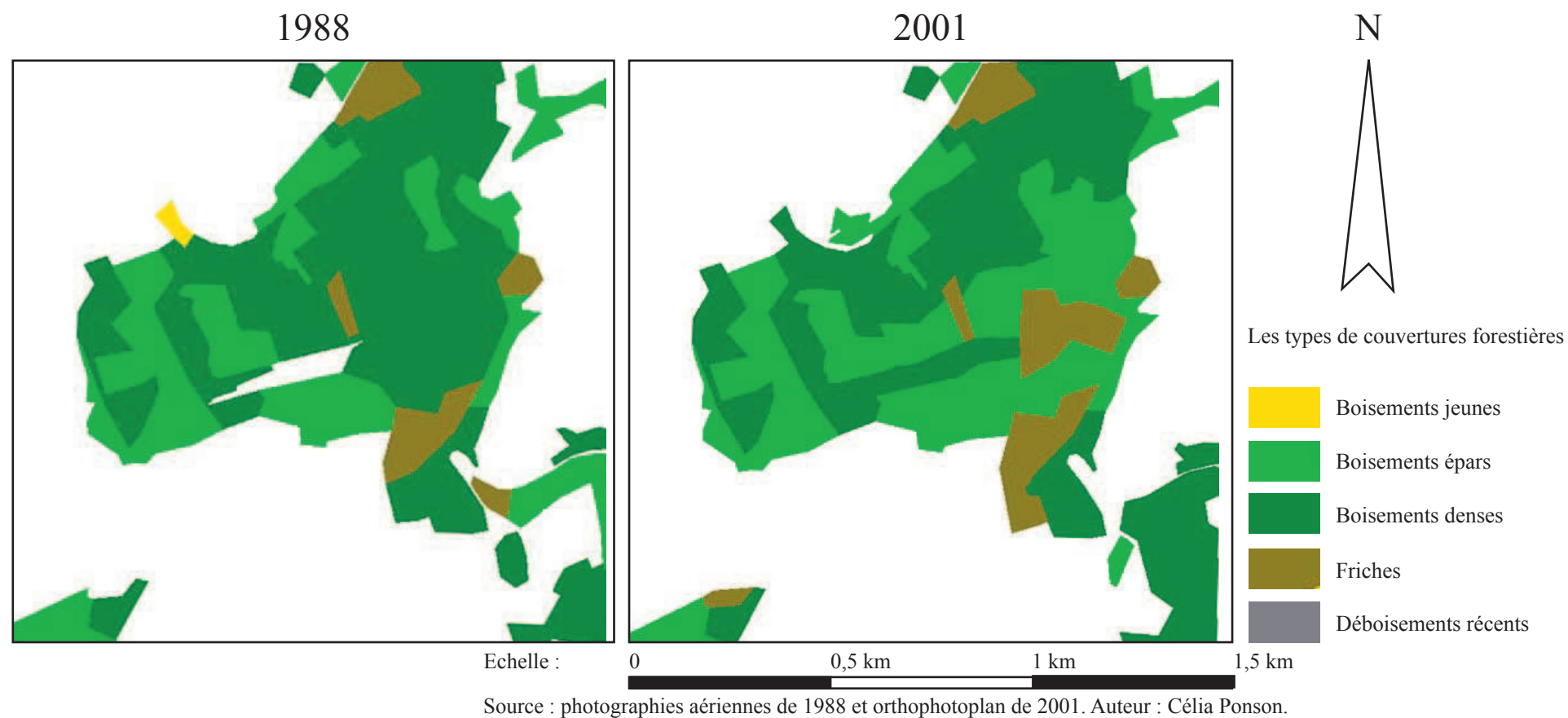
Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Chausseterre



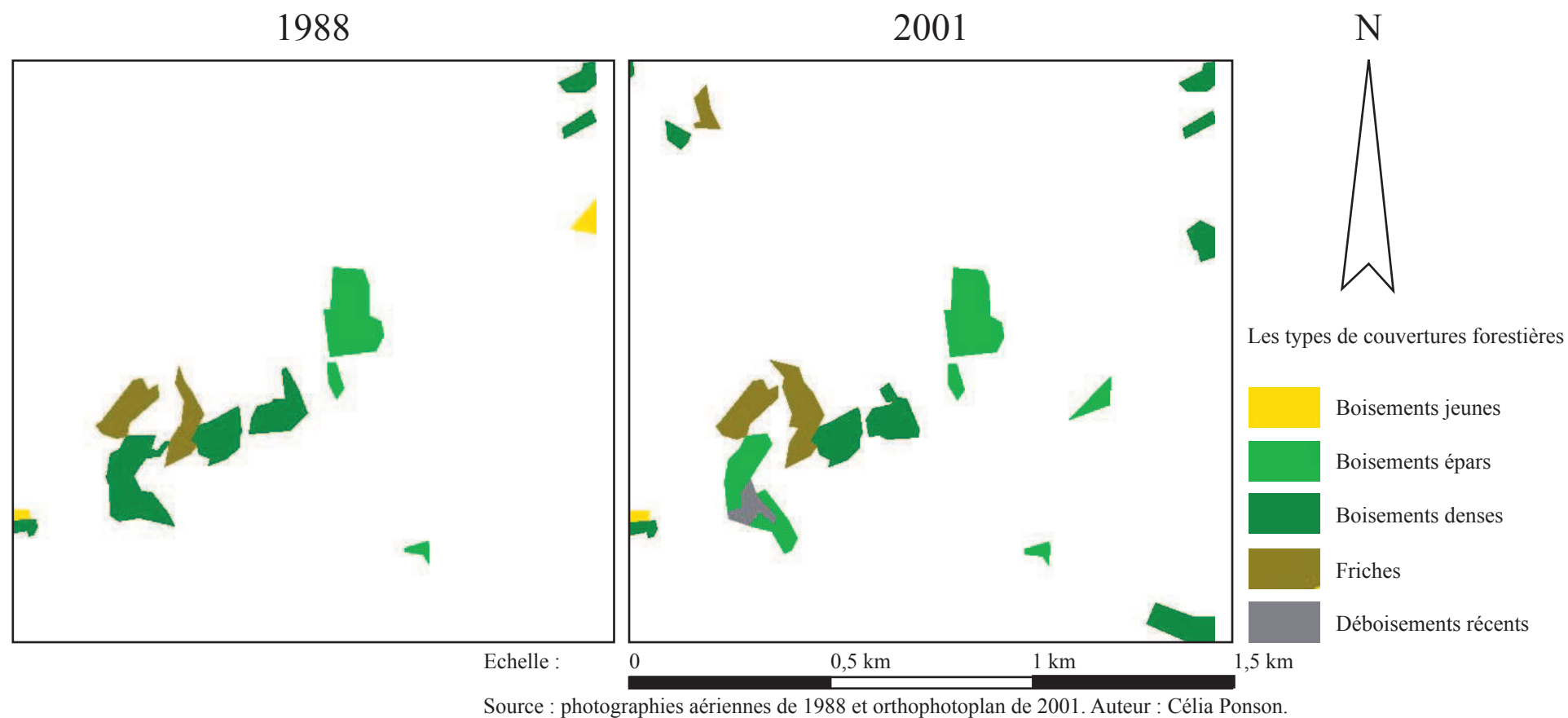
Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Cherier



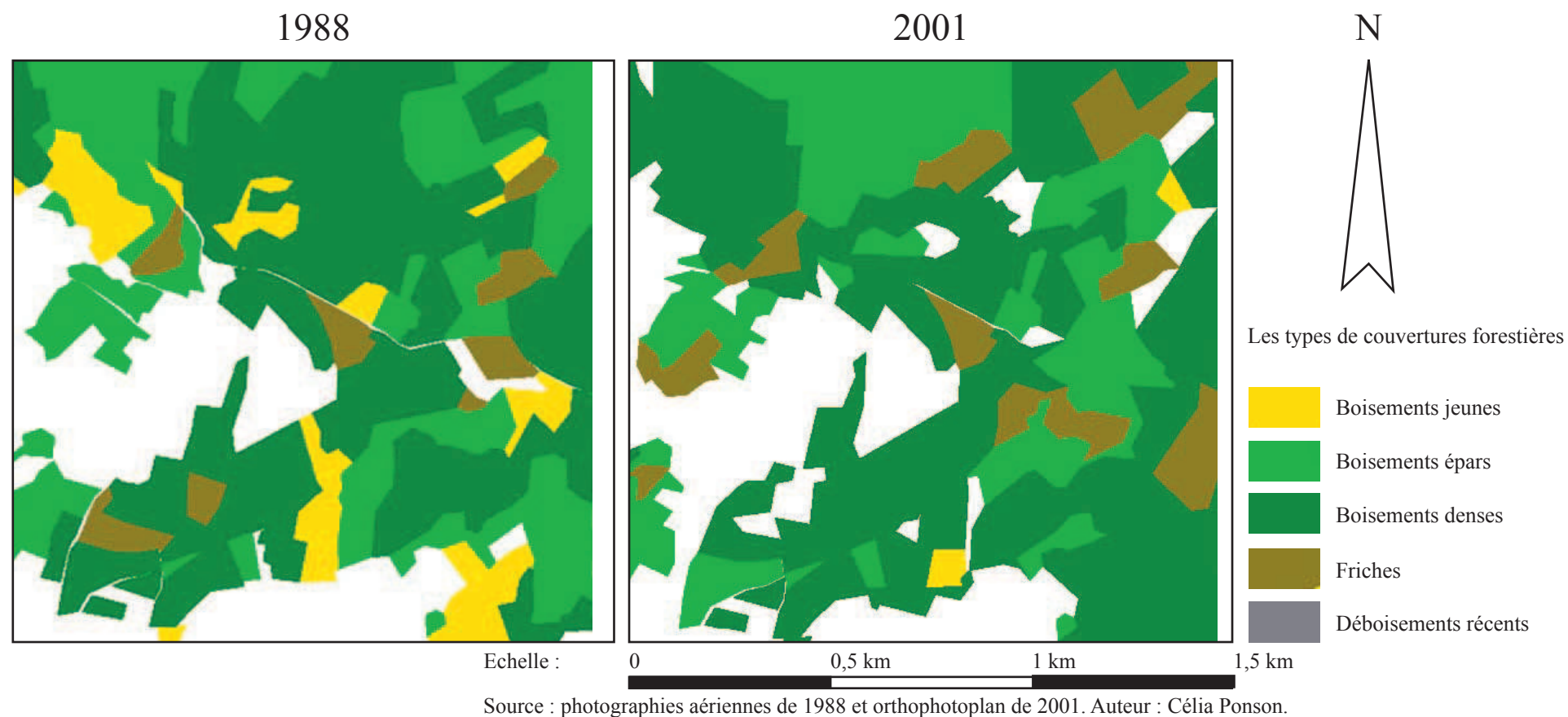
Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Cremeaux



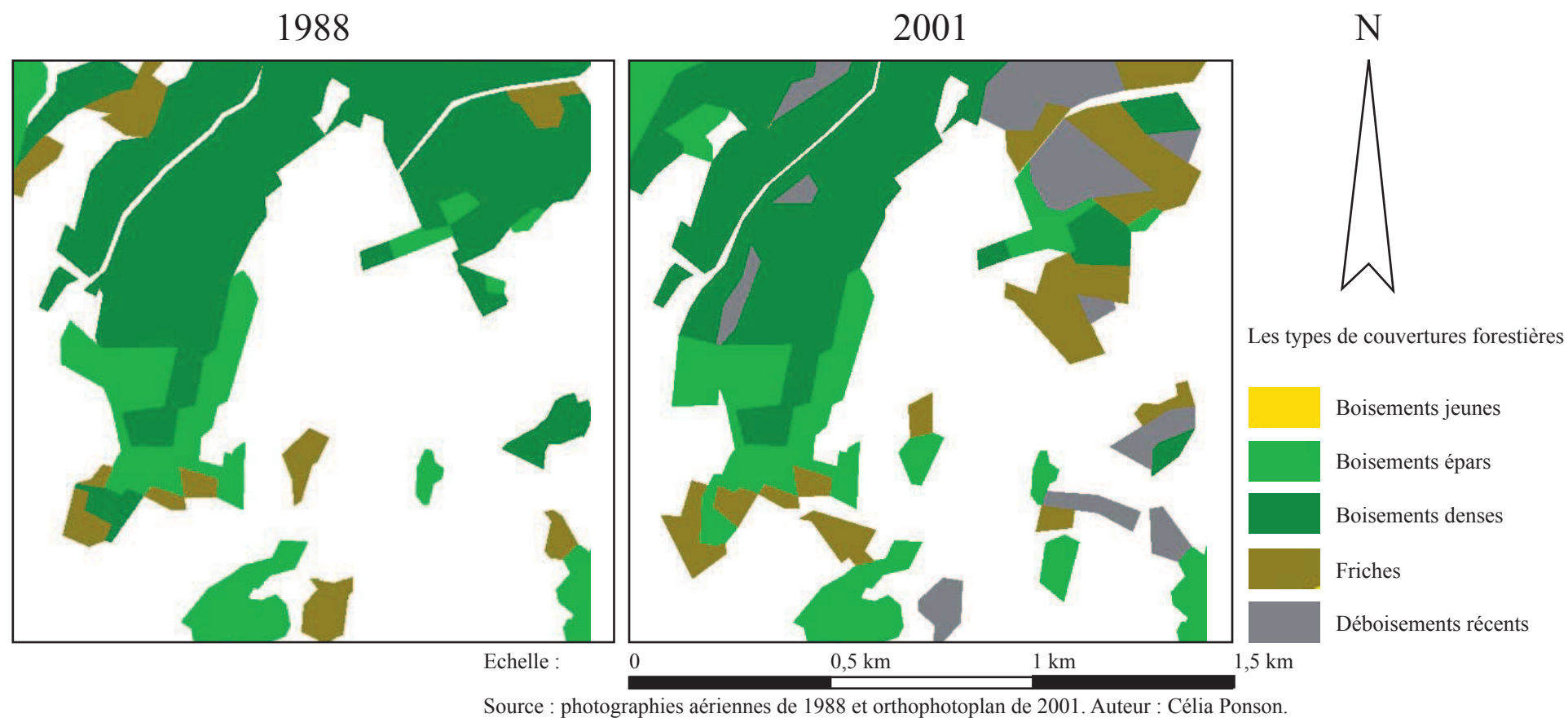
Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à La Tuilière



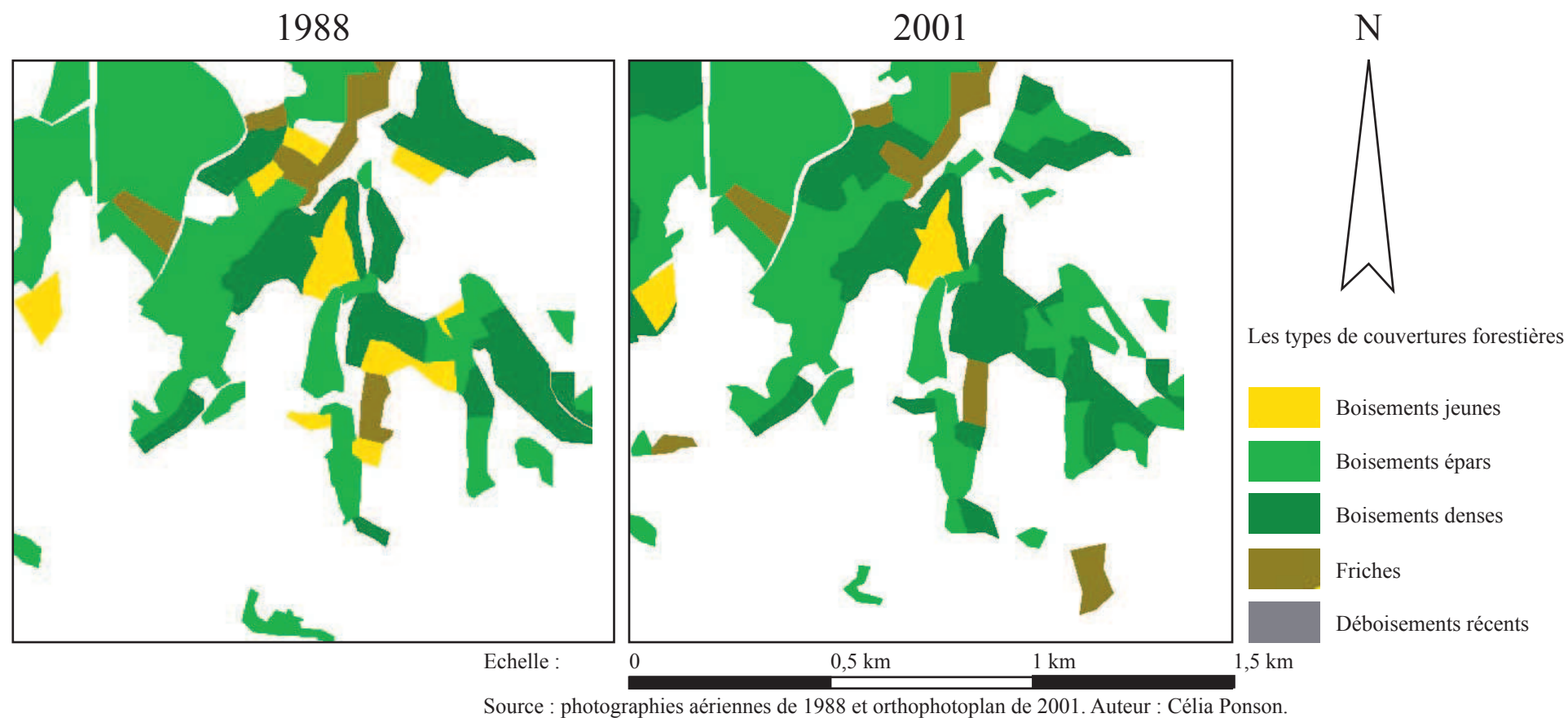
Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à St-Just-en-Chevalet



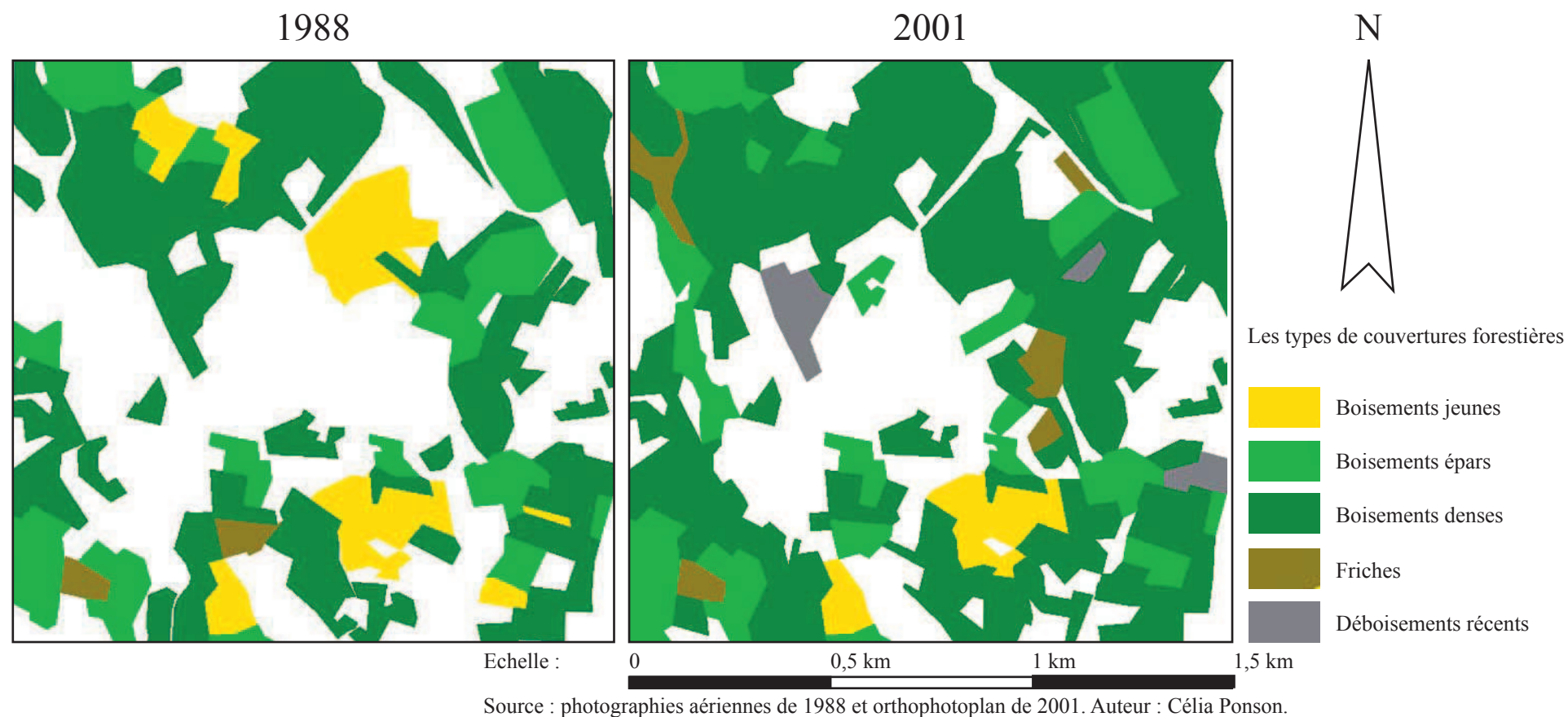
Annexe 3 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans la Loire

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à St-Priest-la-Prugne



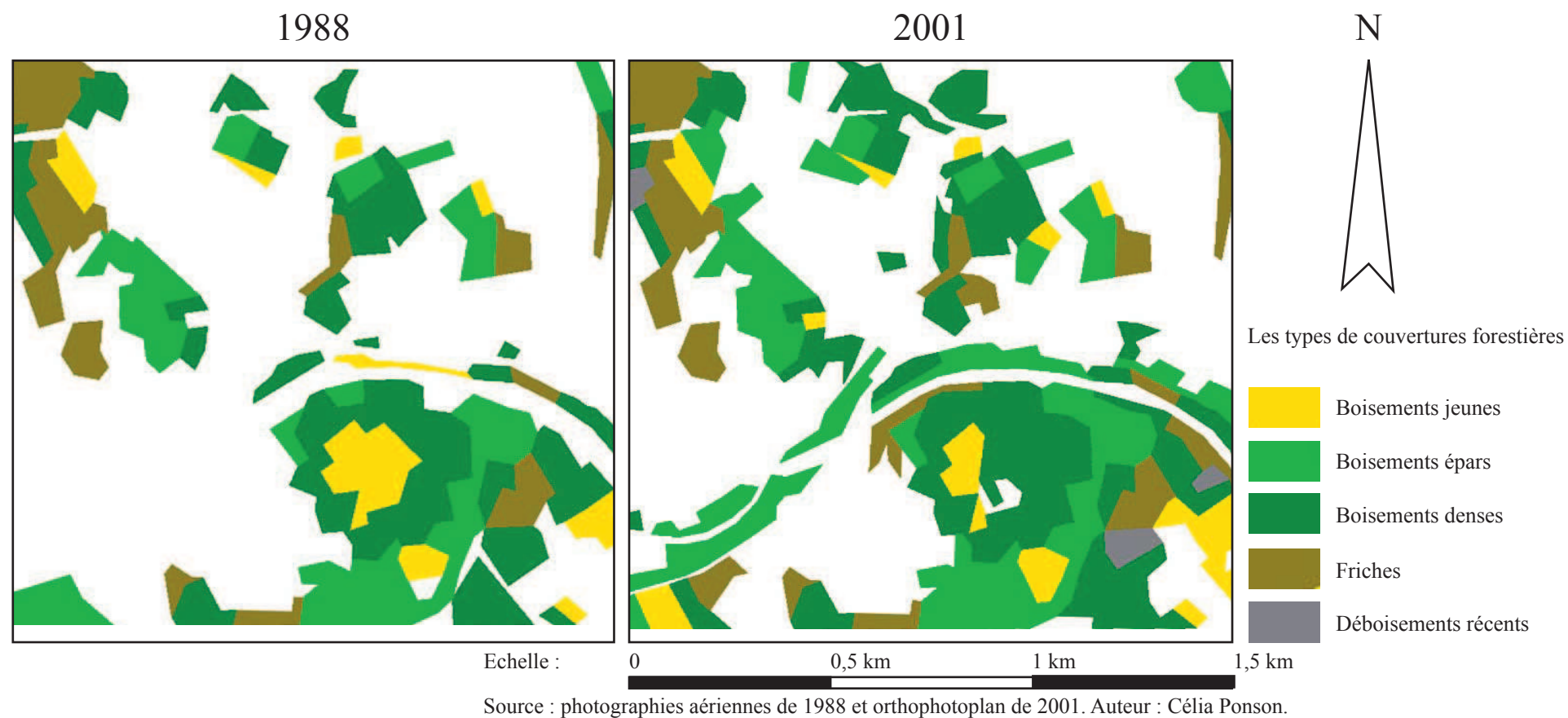
Annexe 4 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Arconsat



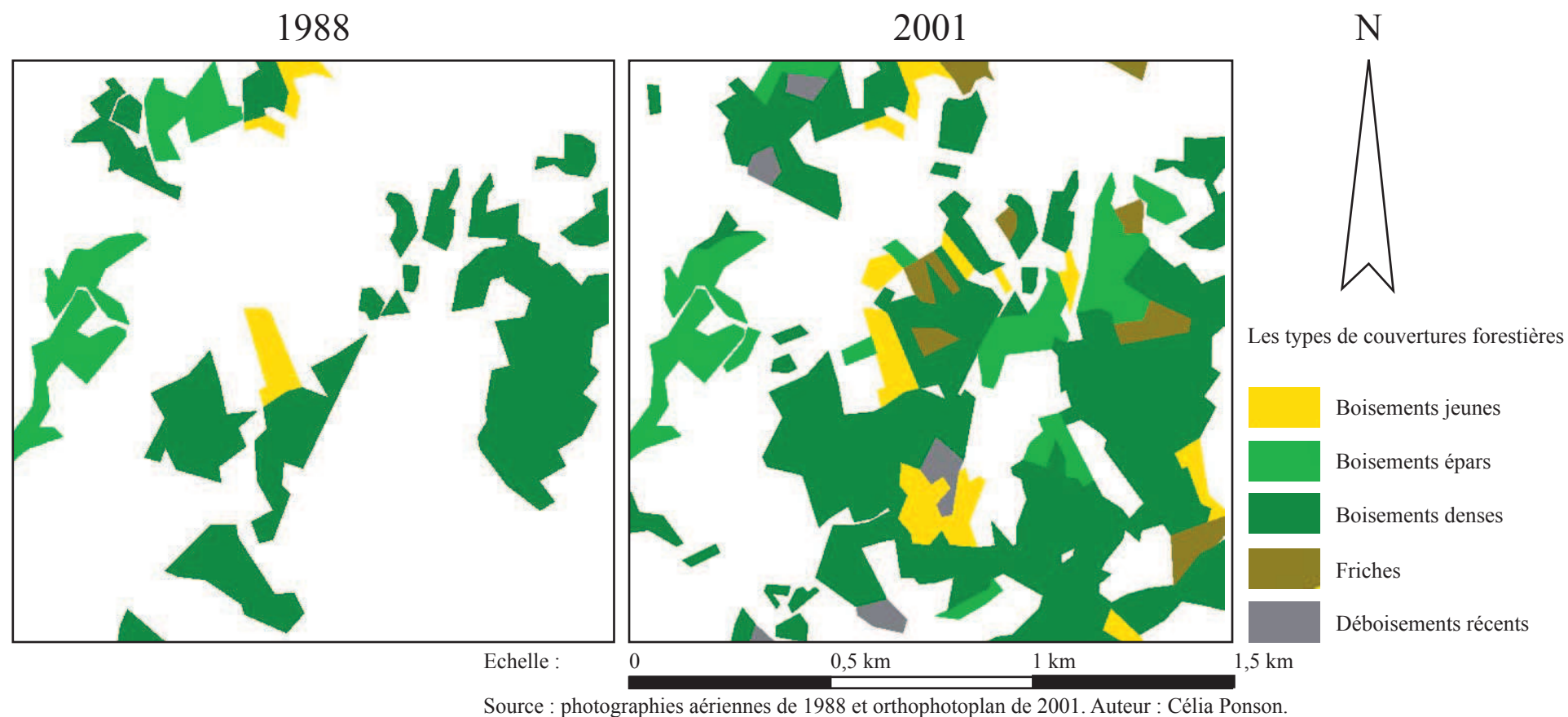
Annexe 4 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Chabreloche



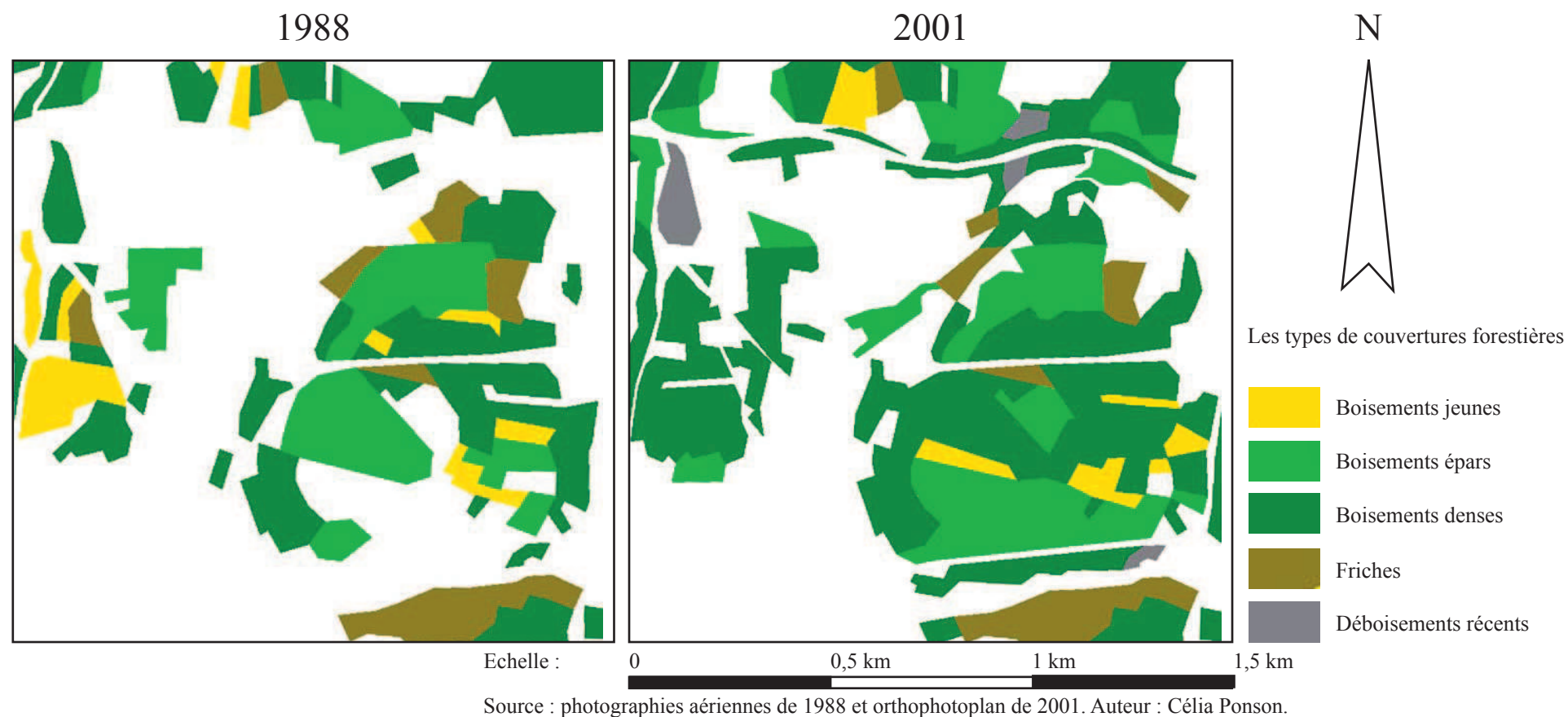
Annexe 4 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Palladuc



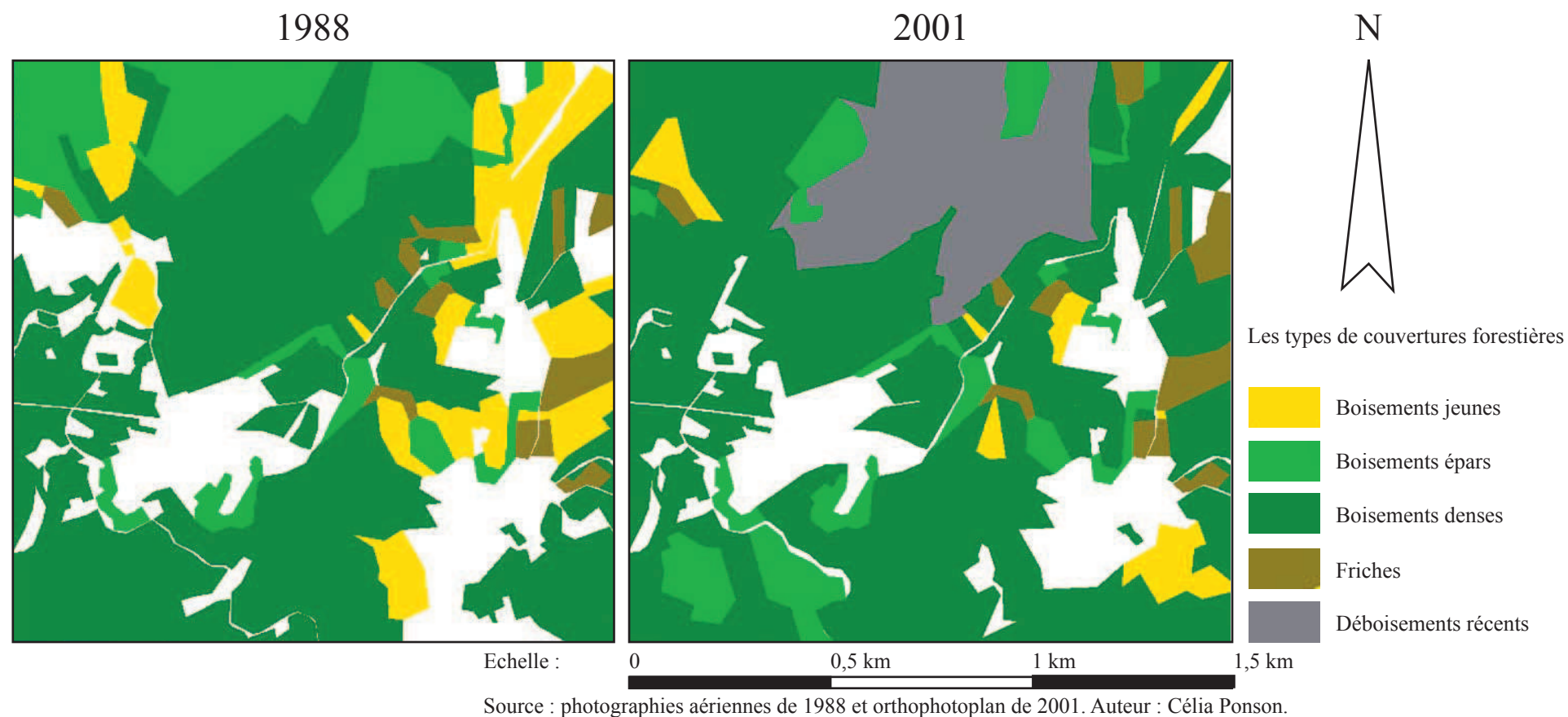
Annexe 4 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à St-Rémy-sur-Durolle



Annexe 4 : Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 dans le Puy-de-Dôme

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à St-Victor-Montvianeix



Annexe 5 : Guide d'entretien pour les propriétaires forestiers

ENTRETIENS "FORET"

Données concernant la personne

NOM :

Prénom :

Téléphone :

Profession	Agriculteur	Métiers du bois	Autre				
Age							
Domicile	Résident du canton	Résident hors canton					

Données concernant la forêt

Surface en propriété							
Essences majoritaires	Douglas	Epicéa	Sapin	Pin	Hêtre	Autre	
Nombre de parcelles	1	2	3	4	5+		
Localisation des parcelles	Attenant à un massif	Disseminées	Dans le canton	Hors canton (où) % perte	Type de desserte		
Gestion forestière	Futaies régulières	irrégulières	Coupe à blanc	Régénération naturelle			

Données concernant la gestion du terrain

Mode d'acquisition du terrain	Achat	Héritage	Location		
Occupation antérieure	Plantation existante	Reboisement	Agricole	Autre	
Bois destiné à ...	Vente totale	Vente partielle	Chauffage	Autre	
Pourquoi boisier ?	Capital à long terme	Avantages fiscaux	Agriculture ?	Autre	

Annexe 5 : Guide d'entretien pour les propriétaires forestiers

Utilisation future du terrain

	Vente du terrain boisé	Coupe et reboisement	Utilisation agricole, quel type ?
Après la coupe			

Connaissiez-vous les dispositifs suivants :

	Exonération trentenaire de taxe foncière (résineux)
	Aides du Fond Forestier National (1946-2000)
	Prime au boisement des terres agricoles CEE (ne s'applique plus ici)
	Remise en état des parcelles sinistrées par la tempête de 99
	"DEFI forêt" Dispositif d'Encouragement Fiscal à l'investissement en Forêt (LOF 2001)

Mesures en faveur du déboisement (Puy-de-Dôme) :

incitations fiscales conditionnées par des engagements de gestion durable (P SG pour 15 ans) de 10 à 25 ha, réduction d'impôts de 25 % par année fiscale (jusqu'à 2 850 €)

Aides à la suppression des boisements gênants (subventions à la coupe et à l'arrachage)

Les classer par ordre d'intérêt

Mémoire de recherche pour l'obtention du MASTER Sciences de l'Homme et de la Société
Mention sciences sociales : villes et territoires

Célia Ponson
Direction du mémoire : Francesca Di Pietro et Corinne Larue

L'influence des politiques publiques sur le paysage rural : le cas du boisement des terres agricoles dans les Monts du Forez.

Soutenance du 19 septembre 2005



Maison des Sciences de l'Homme «villes et territoires»
33 allée Ferdinand de Lesseps
37200 Tours
www.univ-tours.fr/msv/



Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
37200 Tours
www.polytech.univ-tours.fr



Plan de l'intervention

Problématique

Hypothèses

Méthodologie

Les outils :

- Analyse statistique
- Photo-interprétation
- Enquête

Les effets sur le paysage

Quelques préconisations

Problématique

Comment les politiques sectorielles peuvent-elles faire évoluer le paysage rural ?

Les politiques sectorielles :

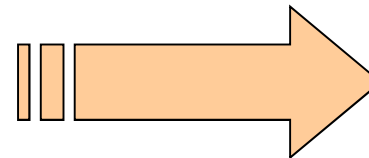
- Politique agricole,
- Politique forestière,
- Politique de développement rural.

Rentabilité

Subventions

Le paysage rural

Règlementation



Hypothèses

- L'évolution de la forêt à l'échelon national est différente de l'évolution locale
(augmentations de la surface forestière localisées)
- Les politiques nationales et européennes ne sont pas adaptées à la moyenne montagne
- Les outils des politiques locales ont des effets significatifs



Méthodologie

Site sélectionné

**Analyse de
l'évolution du
boisement**

**Origines de cette
évolution**

Output

Dans les Monts de
la Madeleine

Dans le PNR
Livradois-Forez

Quantitative
Statistiques

Qualitative
- Photo-
interprétation
- Répartition
spatiale
- Essences
utilisées pour le
boisement

Hypothèses

Entretiens

Résultat du
boisement des
terres agricoles

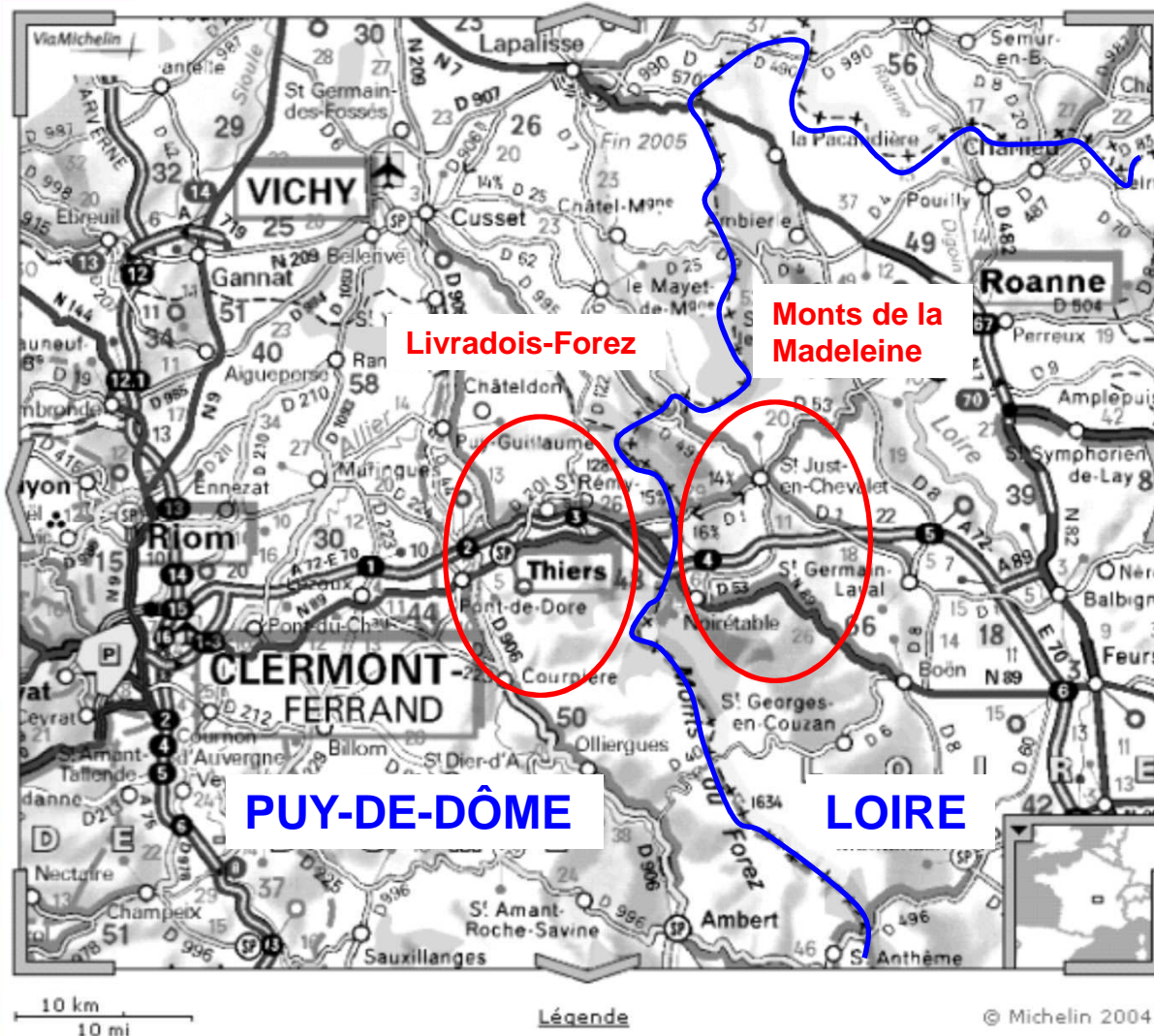
- Vision objective
- Votre vision du
paysage



Sélection des cas d'étude

Cas d'étude	Points communs / divergences	Variables à tester : - Progression des boisements - Influence des politiques publiques
Les Monts de la Madeleine	- Déprise agricole - Communes classées en zone de montagne - Boisement à des fins de production - Enrésinement prononcé	Application de la PBTA et ses effets sur le paysage
Le PNR Livradois Forez	- Risque de perte de dynamisme du territoire suite à la fermeture du paysage	Politique du PNR et ses effets sur le paysage

Sélection des cas d'étude



Deux sites avec des caractéristiques physiques identiques.

Deux départements et un PNR avec une variable «politiques publiques» à étudier.



Les outils

- Analyse statistique
- Photo-interprétation
- Enquête auprès des propriétaires

Ces outils ont été utilisés pour vérifier les hypothèses.
Nous allons vous présenter pour chacun d'eux

- l'objet de l'analyse,
- le support de travail, l'exemple du travail effectué,
- et les résultats obtenus.

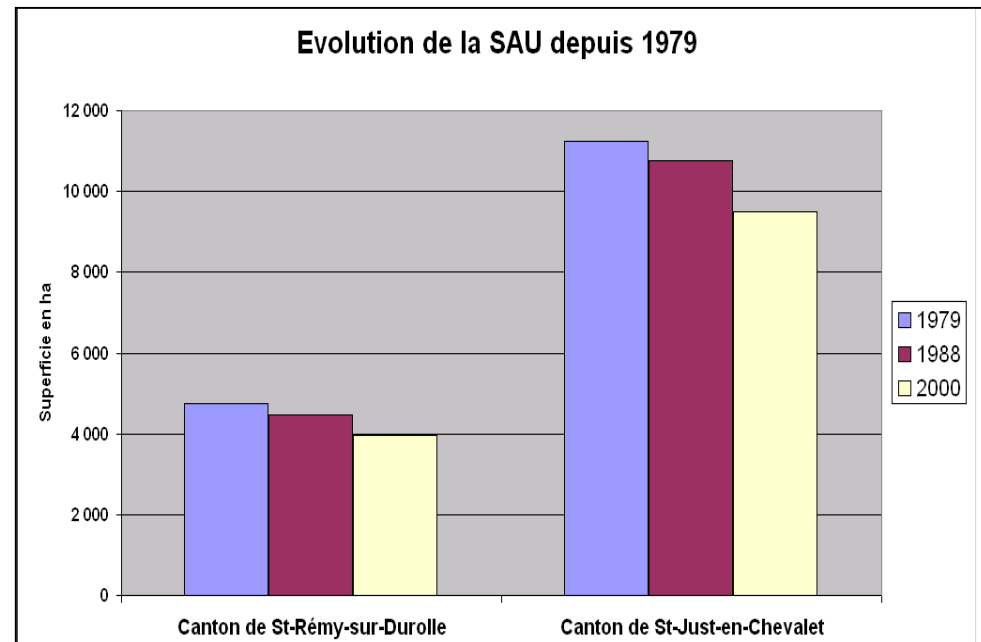
Analyse statistique

Objet de l'analyse	Échelle d'analyse	Hypothèses à vérifier
Évolution des superficies mises en boisement avec l'aide du FFN	Nationale	Les politiques nationales et européennes ne sont pas adaptées à la moyenne montagne
Évolution de la surface forestière et des essences utilisées	Départementale	- L'évolution de la forêt à l'échelon national est différente de l'évolution locale
Évolution de la SAU	Locale (complétée par l'analyse cartographique)	- Les outils des politiques locales ont des effets significatifs

Analyse statistique

La Surface Agricole Utile diminue dans les deux cantons étudiés, les terrains libérés accueillent soit une nouvelle activité, soit ils sont « sans-usage ».

La SAU diminue moins rapidement à St-Rémy-sur-Durolle, est-ce lié à la politique du PNR ?



	Variation de la Superficie agricole utilisée entre 1979 et 1988	Variation de la Superficie agricole utilisée entre 1988 et 2000
Canton de St-Just-en-Chevalet	-78 ha	-154 ha
Canton de St-Rémy-sur-Durolle	-26 ha	-60 ha



Analyse statistique

Objet de l'analyse	Résultats
Évolution des superficies mises en boisement avec l'aide du FFN	Les politiques nationales et européennes ont des effets pervers à l'échelle locale
Évolution de la surface forestière et des essences utilisées	La surface forestière évolue plus vite en moyenne montagne que sur le reste du territoire national
Évolution de la SAU	Les politiques locales sont-elles efficaces ? (à vérifier à l'aide des deux analyses suivantes)

Photo-interprétation

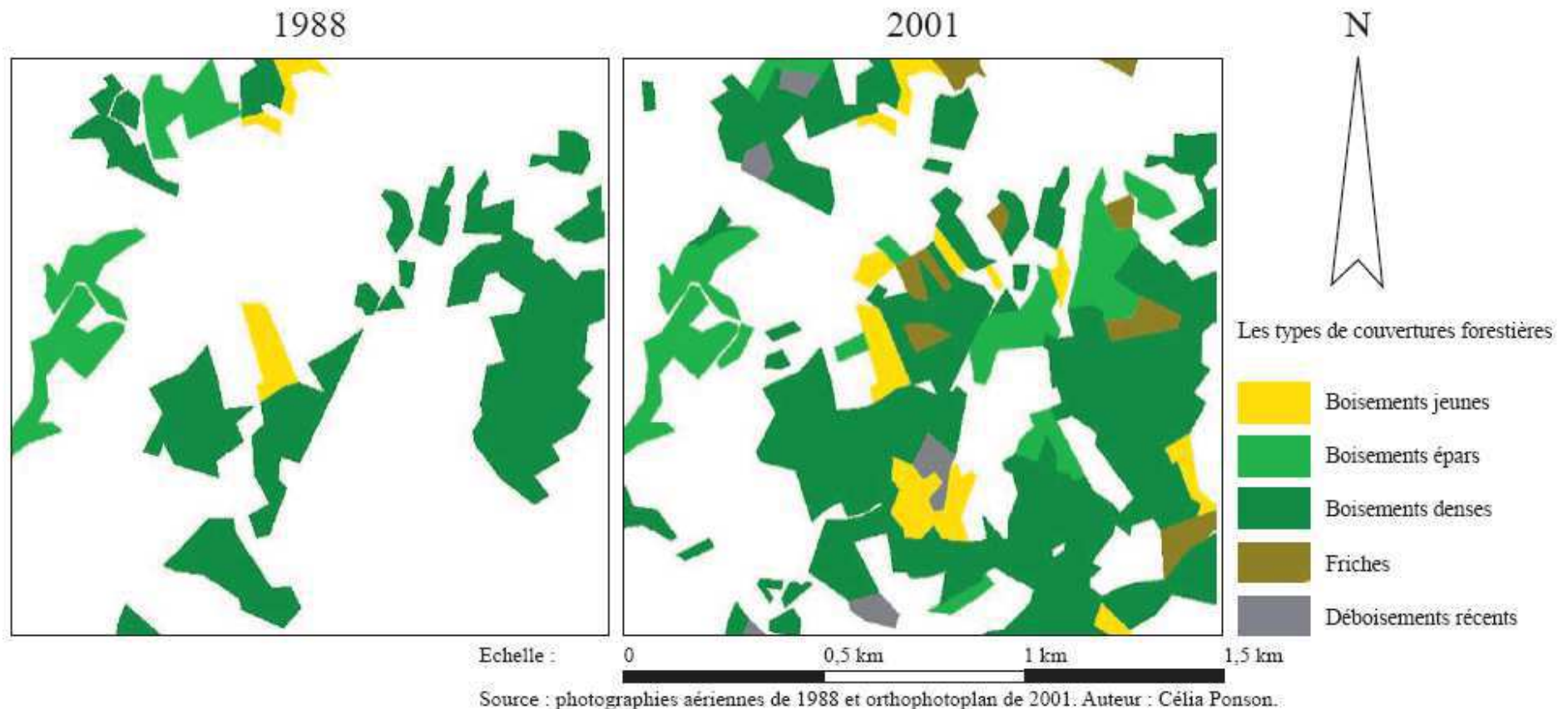
Objet de l'analyse	Échelle d'analyse	Hypothèse à vérifier
Évolution de la forêt en terme de surface	Locale	<ul style="list-style-type: none">- Les outils des politiques locales ont des effets significatifs- Les politiques sectorielles font évoluer le paysage rural
Évolution des types de couverture forestière		

Le travail à partir de photographies aériennes est le seul moyen de mettre en évidence l'évolution **qualitative** de la forêt.



Photo-interprétation

Evolution des types de couvertures forestières entre 1988 et 2001 à Palladuc



Quelques terrains évoluent en friches, mais la grande majorité est boisée.

[Démonstration MapInfo](#)

Photo-interprétation

Objet de l'analyse	Résultat
Évolution de la forêt en terme de surface	Le boisement continue à progresser, à la fois par l'agrandissement des massifs et par la plantation de petites parcelles.
Évolution des types de couverture forestière	<p>La friche est encore très représentée, et risque, à terme, d'évoluer en boisement.</p> <p>Le boisement dense est le type de couverture le plus représenté.</p> <p>Les déboisements sont-ils définitifs ou temporaires ? (à vérifier à l'aide des enquêtes)</p>



Enquête auprès des propriétaires

Objet de l'analyse	Échelle d'analyse	Hypothèses à vérifier
Profil du « boiseur type »	Locale	<ul style="list-style-type: none">- Les outils des politiques locales ont des effets significatifs,- Les politiques nationales et européennes ne sont pas adaptées à la moyenne montagne.
Motivation qui l'ont poussé à boiser		

Le fait de boiser est un choix personnel, mais il s'inscrit dans un contexte global (terrains libérés, incitations) qui l'influence.

Enquête auprès des propriétaires

Objet de l'analyse	Résultat
Profil du « boiseur type »	Retraité de la profession agricole, ayant des parcelles enclavées, difficiles à cultiver. Les terrains déboisés seront replantés dans la majeure partie des cas.
Motivation qui l'ont poussé à boiser	Contexte général : baisse de rentabilité de l'agriculture. Motivations personnelles : capital à long terme, épargne.



Validation des hypothèses

- ✓ L'évolution de la forêt à l'échelon national est différente de l'évolution locale,
- ✓ Les politiques nationales et européennes ne sont pas adaptées à la moyenne montagne,
- ✓ ✗ Les outils des politiques locales ont des effets significatifs.
 - ✓ pour les incitations du PNR Livradois-Forez qui atteignent leurs objectifs paysagers,
 - ✗ pour la PBTA qui a eu un effet négligeable en terme de surface.

Les effets sur le paysage

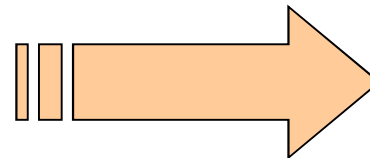
Le paysage « matériel » :

- Relief,
- Couverture végétale,
- Textures,
- Couleurs,
- Dynamiques,
- Évolutions concrètes,
- Etc.

OBSERVATEUR

Regard

Sensibilité personnelle



Le paysage

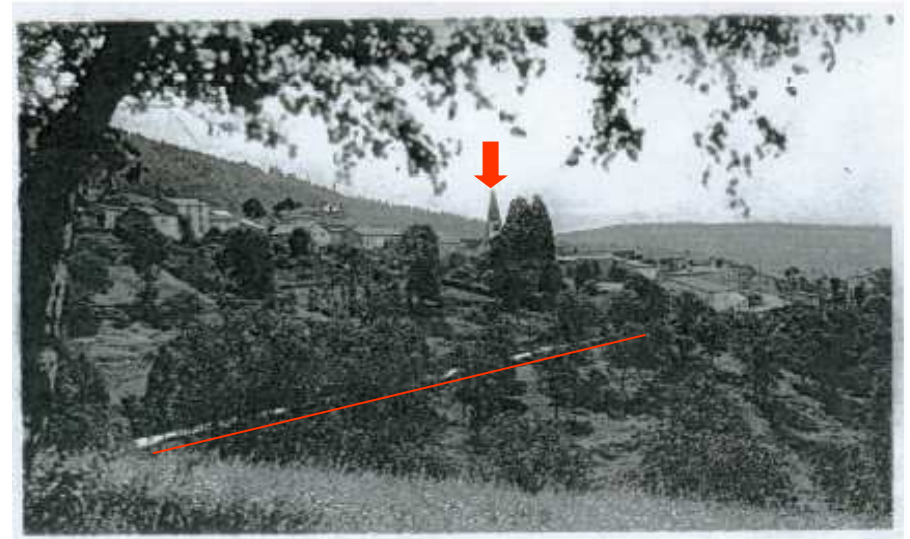
Vécu

Culture



Évolution de la forêt

- Préférez-vous la photographie de 1920 ou celle de 2005 ?
- Pourquoi ?

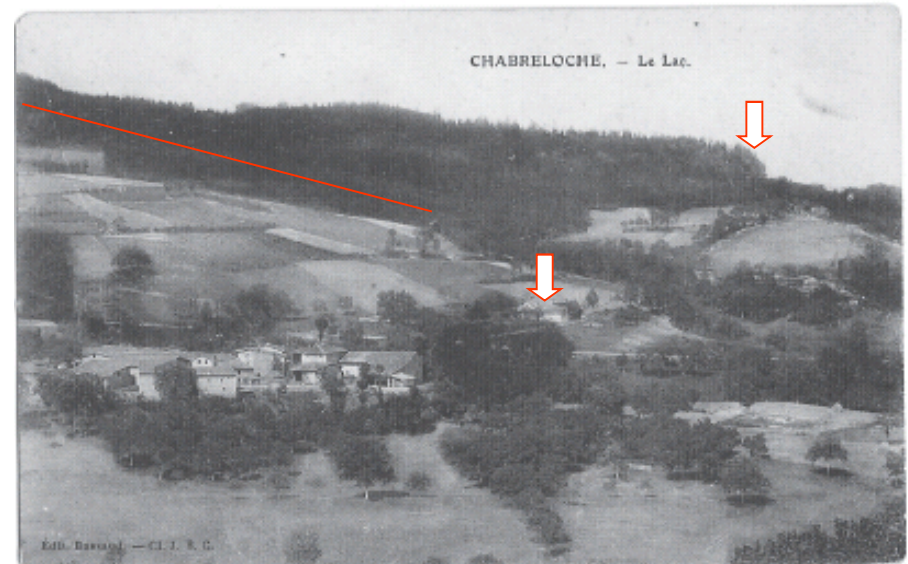


Source : Collection privée – Auteur : Célia Ponson.



Évolution de la forêt

- Sur quelle illustration distingue-t-on le mieux le relief ?
- Passeriez-vous vos vacances au hameau « le Lac » ?
- Le cadre de vie vous semble t-il agréable ?



Source : Collection privée – Auteur : Célia Ponson.





Quelques préconisations

- Gérer le boisement pour maintenir un paysage ouvert et attractif,
- Tout en maintenant le rythme de production, en boisant des zones « condamnées »,
- Utiliser différentes essences de reboisement pour conserver la biodiversité,
- Développer l'accueil et les aménités liées à la forêt,
- Favoriser le maintien de l'agriculture en moyenne montagne,
- Étendre les mesures de remise en culture des boisements gênants au département de la Loire.

Une adaptation locale est nécessaire pour
contrecarrer les effets des politiques
sectorielles sur le paysage de moyenne
montagne

Merci de votre attention



Mémoire de recherche pour l'obtention du MASTER Sciences de l'Homme et de la Société
Mention sciences sociales : villes et territoires

Célia Ponson
Direction du mémoire : Francesca Di Pietro et Corinne Larue

L'influence des politiques publiques sur le paysage rural : le cas du boisement des terres agricoles dans les Monts du Forez.

Soutenance du 19 septembre 2005



Maison des Sciences de l'Homme «villes et territoires»
33 allée Ferdinand de Lesseps
37200 Tours
www.univ-tours.fr/msv/



Ecole Polytechnique de l'Université de Tours
Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
37200 Tours
www.polytech.univ-tours.fr